

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La politique du crédit en France depuis 1946 (2^e partie) — Fonds des Rentes : Rapport sur les opérations de l'année 1953 — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Graphiques de la situation économique de la Belgique — Statistiques.

LA POLITIQUE DU CREDIT EN FRANCE DEPUIS 1946

(2^e partie)

COMMISSION DE CONTROLE DES BANQUES

Si le Conseil National du Crédit est une création de la loi du 2 décembre 1945, la Commission de Contrôle des Banques existait déjà auparavant; elle avait été créée par la loi du 13 juin 1941 et les dispositions qui la régissaient ont été seulement modifiées par la loi de nationalisation; le rôle de cet organisme était essentiellement de veiller à l'application de la réglementation de la profession bancaire, de sanctionner les manquements constatés et de statuer sur les appels et recours en annulation qui pouvaient lui être déférés. Il devait naturellement être appelé à s'étendre avec la nationalisation des banques et les nouvelles mesures relatives à l'organisation du crédit.

La loi du 2 décembre 1945 a élargi la composition de la Commission de Contrôle des Banques et étendu ses attributions.

Composition.

La Commission est présidée par le Gouverneur de la Banque de France; outre celui-ci, elle ne comprenait, avant la réforme de 1945, que deux membres (un représentant du Trésor et un représentant des banques) auxquels s'ajoutait un troisième membre à l'occasion de certaines affaires

(Algérie, Bourse des valeurs); elle en comprend maintenant cinq (Art. 15 de la loi du 2 décembre 1945, modifié par l'article 34 de la loi du 27 mai 1950) :

- le président de la section des Finances du Conseil d'Etat;
- le directeur du Trésor au Ministère des Finances;
- le directeur chargé des questions de crédit au Ministère de l'Economie Nationale;
- un représentant des banques;
- un représentant du personnel des banques.

Sa compétence s'étendant non seulement à la France métropolitaine, mais aussi à l'Algérie et à la Sarre, elle s'adjoint deux représentants de ces territoires, lorsqu'elle étudie des questions les intéressant.

Lorsqu'elle approuve ou vérifie les comptes des banques de dépôts nationalisées ou des banques d'émission (Banque de France, Banque de l'Algérie et de la Tunisie, Banque de Madagascar) elle s'adjoint trois membres du Conseil National du Crédit élus par cette assemblée; en outre, le représentant des banques est remplacé par le président de la section compétente en matière de crédit de la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques. Lorsqu'elle vérifie les comptes des banques d'émission, le Gouverneur de la Banque de France ne participe pas aux délibérations et la présidence est alors confiée au président de la section des finances du Conseil d'Etat; pour l'examen des comptes de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie,

le Directeur Général des Finances de l'Algérie et le Directeur Général des Finances de la Tunisie prennent part aux réunions.

Attributions.

Le rôle essentiel de la Commission était, depuis sa création, de veiller à l'application de la réglementation bancaire; elle avait reçu aussi des pouvoirs de réglementation, juridictionnels et disciplinaires. La loi du 2 décembre 1945 a étendu ces attributions, notamment en conférant à la Commission les pouvoirs des anciennes assemblées générales d'actionnaires des banques de dépôts nationalisées; l'article 34 de la loi du 27 mai 1950 lui a confié, en ce qui concerne ces dernières banques et les banques d'émission, les fonctions dévolues à la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques instituée par la loi du 6 janvier 1948.

Surveillance et contrôle.

La réglementation bancaire dont la Commission doit surveiller l'exécution vise à l'organisation de la profession bancaire, à la protection de l'épargne et au contrôle de la distribution du crédit; elle s'applique notamment aux objets suivants :

- inscription des banques sur la liste établie par le Conseil National du Crédit;
- enregistrement des établissements financiers;
- formes juridiques, capital minimum et classement des banques;
- formules types de bilans, de comptes de profits et pertes et de situations périodiques;
- opérations réservées aux banques;
- règles spéciales applicables aux banques d'affaires, aux banques de dépôts, aux banques de crédit à long et moyen terme, etc...

Pour l'exercice de ses pouvoirs de surveillance, la Commission dispose légalement de trois moyens : examen des documents périodiques adressés par les banques et établissements financiers, demandes de renseignements, enquêtes effectuées sur place par les inspecteurs de la Banque de France.

Les situations périodiques reçues sont :

- mensuelles pour les trente-six principales banques;
- trimestrielles pour toutes les banques recensées; groupées en statistiques d'ensemble, elles sont utilisées par le Conseil National du Crédit;
- semestrielles pour les établissements financiers; la Commission s'assure, notamment, que les établissements financiers conservent sous forme d'avoirs liquides ou de bons du Trésor les fonds provenant du public, toute ouverture de crédit leur étant interdite sauf comme emploi de leurs capitaux propres.

En outre toutes les banques doivent établir, au 31 décembre, des comptes annuels comprenant un bilan et un compte de profits et pertes.

A l'égard des banques de dépôts nationalisées, la Commission dispose par l'intermédiaire des censeurs, de moyens spéciaux dont il sera parlé plus loin.

Réglementation.

La Commission détenait déjà des lois des 13 et 14 juin 1941 certains pouvoirs relatifs à l'établissement de formules types de situations périodiques et de comptes de profits et pertes. Elle en avait fait usage tant à l'égard des banques qu'à l'égard des établissements financiers.

La Commission intervient dans le classement des banques réparties par la loi du 2 décembre 1945 en trois catégories : banques de dépôts, banques d'affaires, banques de crédit à long terme et moyen terme. Elle reçoit à cet effet une déclaration de classement qu'elle peut accepter ou refuser.

Dans le cas particulier des banques de dépôts, les décrets du 28 mai 1946 donnent à la Commission le pouvoir de fixer et de modifier, sur proposition de la Banque de France, les règles que ces banques doivent observer dans leur gestion, notamment en vue de garantir leur solvabilité et de maintenir leur liquidité.

Ces règles de gestion s'expriment par cinq rapports; seul le premier a fait l'objet d'une réglementation : c'est le rapport, dit de liquidité, entre le montant des avoirs liquides et mobilisables d'une banque, d'une part, et le montant de ses engagements à court terme, d'autre part. Par décision du 11 février 1948, la Commission a fixé un minimum de 60 % pour ce rapport. Les autres rapports définis par les décrets du 28 mai 1946 font intervenir le montant des fonds propres; ceux-ci ont été amoindris par l'inflation; aussi la Commission a-t-elle ajourné la fixation de limites aux rapports les concernant.

Pouvoirs juridictionnels et disciplinaires.

La Commission est juge des recours en annulation exercés contre les décisions de caractère individuel du Conseil National du Crédit et du Comité des Bourses de Valeurs, notamment contre les refus d'inscription sur la liste des banques ou d'enregistrement comme établissement financier.

Elle peut aussi, en cas d'infraction aux lois et règlements en vigueur, s'ériger en tribunal et infliger des sanctions disciplinaires. Elle partage avec le Conseil National du Crédit ou l'Association Professionnelle des Banques, le pouvoir de poursuivre certaines infractions devant les tribunaux de droit commun.

Les pouvoirs disciplinaires de la Commission ont été utilement complétés par la loi du 2 décembre 1945 l'habilitant à doter d'un liquidateur toute entreprise qui doit cesser son activité, notamment par suite de radiation de la liste des banques ou de retrait d'enregistrement; enfin, la Commission peut désigner un administrateur provisoire chaque fois qu'elle constate la carence des dirigeants d'une banque ou d'un établissement financier.

Ses décisions ne sont susceptibles de recours que pour excès de pouvoir, devant le Conseil d'Etat.

Toutefois, en matière de classement des banques, le Conseil National du Crédit a compétence en appel.

Lorsqu'ils sont appelés à comparaître devant la Commission de Contrôle, les intéressés peuvent se faire représenter ou assister par un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation ou par un avocat régulièrement inscrit à un barreau ou par un membre soit de l'Association professionnelle des banques, soit de l'Association professionnelle dont ils relèvent ou par un dirigeant d'une société membre de ces associations (Art. 4 de l'arrêté du 5 juin 1950).

Examen des comptes des banques nationalisées et des banques d'émission.

Les fonctions de la Commission relativement à l'examen des comptes peuvent concerner l'approbation ou la vérification. Cette distinction a une origine historique : en vertu de la loi du 2 décembre 1945, la Commission exerçait déjà à l'égard des banques de dépôts nationalisées les pouvoirs des anciennes assemblées générales d'actionnaires; plus tard, elle a reçu, par délégation des attributions de la Commission de vérification des comptes d'entreprises publiques, des pouvoirs de vérification plus étendus que les précédents, auxquels on a donné le nom de pouvoirs d'approbation.

Approbation.

C'est seulement à l'égard des quatre banques de dépôts nationalisées qu'elle exerce ces pouvoirs; afin d'en faciliter l'exercice, elle délègue en permanence un censeur, qui a entrée aux séances du Conseil d'Administration et peut examiner tous documents qu'il juge utile de consulter; il contre-signe les situations mensuelles communiquées à la Commission de Contrôle, signale à cette dernière les faits relevant de son contrôle et adresse annuellement un rapport au président de la Commission concernant l'exécution de son mandat.

Vérification.

Ces pouvoirs sont exercés à l'égard des quatre banques de dépôts nationalisées, de la Banque de France, de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie et de la Banque de Madagascar. Un rapporteur général est désigné par arrêté du Ministre des Finances parmi les membres de la Commission de Contrôle et sur proposition de celle-ci; ces fonctions ont été confiées au Directeur du Trésor. En outre un rapport particulier est établi sur la gestion de chaque établissement.

*
**

LES MESURES ADOPTEES

Huit ans après la loi du 2 décembre 1945, si l'on étudie les diverses mesures adoptées dans le domaine du crédit, on constate que l'ordre chronologique correspond en même temps à un classement logique. Jusqu'à l'automne 1948, seul le contrôle sélectif ou « qualitatif » a été mis en œuvre; avec l'apparition des mesures dites « quantitatives », il a reçu le soutien d'une limitation globale qui l'a rendu à la fois plus efficace et plus nécessaire en y associant plus étroitement les banques.

Ces différentes mesures ont été combinées avec la manœuvre des taux utilisés par les autorités monétaires : Conseil National du Crédit et Banque de France.

Mesures qualitatives.

L'action du Conseil National du Crédit dans la première année qui a suivi sa constitution, est passée des enquêtes aux recommandations, puis aux instructions et enfin à la décision générale du 9 janvier 1947 qui, avec l'institution du système des autorisations préalables, a constitué la première importante mesure de contrôle qualitatif; ultérieurement, des mesures particulières ont été prises concernant certaines activités économiques.

Les autorisations préalables. — Décision du 9 janvier 1947.

En 1946, le Gouverneur de la Banque de France, par des lettres adressées au Président de l'Association Professionnelle des Banques (lettres des 7 février, 19 juillet et 29 octobre 1946), avait invité les banques à ne pas octroyer leur concours lorsque les demandes présentées avaient un caractère spéculatif et tendaient à éviter le rapatriement de devises ou à faciliter la constitution de stocks.

La décision du 9 janvier 1947 (complétée par la lettre du Gouverneur de la Banque de France du 10 octobre 1947) a imposé aux banques deux catégories d'obligations, suivant le montant du crédit :

a) Pour tout crédit, autre que caution, aval et escompte d'effets publics ou d'effets de caractère nettement commercial, astreint à déclaration au Service Central des Risques, les banques devaient exiger de l'entreprise, avant tout examen de sa demande, la remise d'un dossier, dont la Banque de France pouvait demander communication, et comprenant :

- les derniers bilans (trois si possible), accompagnés des comptes d'exploitation et de profits et pertes correspondants;
- une situation provisoire récente, comportant, le cas échéant, une évaluation approximative des stocks de matières premières et de produits finis, ainsi que la décomposition des débiteurs et du portefeuille-titres;
- une note portant programme d'emploi et d'amortissement du crédit, indiquant le total des concours bancaires déjà obtenus et justifiant que les besoins de trésorerie exposés ne pouvaient être satisfaits par d'autres moyens, notamment par l'accélération des ventes.

b) En dehors des opérations déjà exceptées au paragraphe précédent, était subordonnée à l'accord préalable de la Banque de France toute ouverture de crédit atteignant 30 millions, ou susceptible de porter à ce chiffre le total des crédits ouverts par une ou plusieurs banques ou établissements financiers à une même entreprise. Le chiffre limite de 30 millions a été porté successivement à 50 millions (12 février 1948), 100 millions (27 avril 1950) et 500 millions (11 octobre 1951).

Cette disposition s'appliquait tant aux crédits non mobilisables qu'à ceux dont la mobilisation par réescompte est demandée, ou susceptible d'être demandée, à la Banque de France, sauf s'ils comportent un engagement de garantie ou de réescompte donné par un établissement public ou semi-public de crédit (parce que, dans ce cas, le contrôle s'exerce au stade de l'accord préalable de réescompte de la Banque de France, demandé directement par ledit établissement).

Ainsi la Banque de France se trouvait en mesure de s'assurer, pour les crédits les plus importants, que les banques se conformaient aux directives données et s'acquittaient des diligences qui leur étaient d'ailleurs prescrites pour tous les crédits autres que caution, aval et escompte d'effets publics ou d'effets de caractère nettement commercial. Elles devaient en effet s'enquérir : de la destination des fonds, des délais et ressources prévus pour les remboursements, et des proportions entre les capitaux propres ou à long terme et le volume des affaires envisagées et des crédits sollicités.

Si les règles traditionnelles étaient maintenues et si le client et le banquier conservaient respectivement la liberté de leur choix, deux principes nouveaux se trouvaient posés; aux critères anciens de sécurité et de rentabilité, deux critères nouveaux venaient s'ajouter : utilité économique et besoin de fonds.

Le critère d'utilité économique se concevait facilement en une période caractérisée par des goulots d'étranglement; il était naturel que les secteurs bénéficiant d'attributions prioritaires de ressources reçussent les crédits nécessaires au financement correspondant; mais, à l'intérieur de chaque secteur, il convenait encore d'opérer une discrimination et de n'accorder les crédits sollicités que dans la mesure où les ressources financières cherchées par l'entreprise demanderesse ne pouvaient être trouvées par un autre moyen, tel que la vente d'autres éléments d'actif, notamment portefeuille-titres.

Ainsi, le Conseil National du Crédit avait, à cette époque, repoussé l'idée d'une limitation systématique des crédits qui aurait entravé l'essor de la production.

Le système de contrôle qualitatif laissait alors de côté l'escompte commercial, et celui-ci se développa corrélativement à l'augmentation de la production et à la hausse des prix, en conséquence d'une extension des règlements à terme et d'un allongement de la

durée des effets. Le Conseil National du Crédit n'ignorait pas cependant les risques d'inflation qui pouvait comporter l'extension de l'escompte commercial; sans doute ce genre de crédit encourage-t-il le déstockage et la circulation des produits; mais lorsque le vendeur tire sur ses débiteurs des effets d'un montant majoré par la hausse des prix, il exerce, en les remettant à l'escompte, une pression d'autant plus mécanique que, la qualité de ce papier ne prêtant pas en principe à discussion, cette pression répercute sans résistance celle des prix. Aussi, le Conseil National du Crédit fut-il amené ultérieurement à modifier la position qu'il avait prise à l'égard de l'escompte commercial par la décision du 9 janvier 1947.

Mesures particulières.

Les mesures d'ordre général furent bientôt complétées par des mesures particulières relatives à certaines activités.

L'idée d'empêcher la constitution de stocks spéculatifs avait été maintes fois affirmée; mais, avec la reprise de la production, elle allait devoir être précisée. L'amélioration progressive des approvisionnements et la reconstitution, aux différents stades de l'activité économique, de marchandises à vendre devaient engendrer de nouveaux besoins de fonds. Si le Conseil National du Crédit reconnaissait que c'était au crédit bancaire que devait incomber le rôle d'assurer financièrement la réadaptation de l'économie, il était averti du fait que la situation était très différente suivant les secteurs.

Aussi a-t-il pris, en 1948, des mesures tendant, soit à favoriser une branche d'activité, soit à freiner certaines autres et à décourager le stockage.

La question des activités prioritaires avait déjà été, à plusieurs reprises, évoquée devant le Conseil National du Crédit; elle avait été partiellement résolue en 1947 par l'action du Secrétariat d'Etat aux Affaires Economiques, qui avait procédé à un classement des activités, spécialement en vue du financement de l'équipement par le marché financier ou par le crédit bancaire à moyen terme. Mais beaucoup d'industries produisent à la fois des biens extrêmement divers dont les uns présentent plus que d'autres un caractère d'utilité. C'est pourquoi le Conseil National du Crédit s'en est finalement tenu à l'adoption d'une liste de produits dont l'insuffisance constituait encore un « goulot d'étranglement »; pour ces produits, « la limitation du crédit bancaire ne devait pas ajouter ses effets aux autres causes d'insuffisance de la production ».

A l'inverse, il était apparu que certains secteurs économiques bénéficiaient de crédits qui s'étaient suffisamment développés et menaçaient de s'accroître encore dangereusement. Les uns étaient précisément ceux sur lesquels l'attention des pouvoirs publics avait été attirée par des élévations de prix

importantes ou, tout au moins, par une résistance marquée à la baisse; d'autres disposaient de ressources propres suffisantes permettant de limiter leurs recours au crédit. Aussi, diverses dispositions particulières ont-elles été prises, allant de la simple recommandation faite aux banques jusqu'à la prohibition de tout octroi de crédit. Suivant le caractère de rigueur de ces mesures, on peut citer :

- la recommandation faite aux banquiers d'observer certaines précautions, en matière de stockage de beurre ou d'importation de coton, notamment;
- la réglementation, sans limitation globale, des crédits à la laine, au délainage, au vin et au rhum;
- la stabilisation des crédits à l'industrie et au commerce du cuir;
- l'interdiction des crédits d'embouche.

Dans certains secteurs, des prescriptions ont réglementé la durée des concours bancaires; l'augmentation du montant des crédits en cours étant imputable à l'allongement des tirages commerciaux, il a paru légitime et possible, sur la base de constatations précises, d'agir sur la durée des escomptes, notamment pour le financement des négoce de laine, de vins et de rhums.

L'année 1948, pendant laquelle ont été prises les principales mesures particulières relatives à certaines activités économiques, est une date importante dans l'histoire du Conseil National du Crédit : c'est aussi, en effet, celle des premières mesures dites quantitatives; celles-ci ont été complétées en 1951.

Mesures dites quantitatives.

Tant qu'avait persisté l'insuffisance générale de la production, le Conseil National du Crédit avait voulu éviter que le rétablissement du pays risquât d'être entravé par l'adoption de mesures restrictives de caractère global. Mais, en 1948, la production industrielle a atteint, puis dépassé, le niveau d'avant-guerre, la récolte a été bonne, les finances publiques mieux équilibrées; lorsqu'est ainsi apparue la possibilité d'un assainissement monétaire dans une économie relevée, l'attitude des autorités responsables du crédit devait être révisée. En l'état relativement satisfaisant où se trouvait la production, le danger le plus grave était alors, en effet, de voir s'enfler à l'excès l'ensemble des appels au crédit. C'est pour quoi le Conseil National du Crédit, non sans multiplier les précautions, a adopté une politique de limitation du crédit bancaire, en harmonie avec la politique économique générale du gouvernement.

Avant d'en étudier les modalités, il est nécessaire d'exposer les principes qui ont présidé à l'élaboration du système.

Esprit du système.

Le terme « quantitatif » pourrait prêter à confusion; il suggère une limitation des concours bancaires dont peut bénéficier une entreprise. Or, il n'y a

pas de réglementation rationnant le crédit au stade de l'utilisateur; outre les difficultés pratiques que comporterait la fixation d'un maximum pour chaque demandeur de crédit, un tel système risquerait de créer chez le bénéficiaire l'illusion que, en deçà de la limite fixée, il a un droit au crédit analogue au droit aux marchandises dans un régime de rationnement. L'action des autorités monétaires s'exerce, non pas sur les prélèvements des utilisateurs mais sur l'alimentation en fonds des distributeurs de crédit. Même à cet échelon, il n'y a pas une limitation du montant global des crédits : la plus grande partie des augmentations de comptes créditeurs reste disponible pour l'offre de crédit aux entreprises; il y a seulement un freinage par le contrôle de la liquidité bancaire et par une limitation des ressources que les banques peuvent attendre, soit du concours de la Banque de France, soit de la liquidation de leur portefeuille de valeurs du Trésor, ressources dont une trop forte expansion présente des dangers particulièrement graves pour la monnaie.

Comme la Commission de Contrôle a fixé, par décision du 11 février 1948, un coefficient de liquidité de 60 % pour les banques de dépôts, on voit que celles-ci se trouvent soumises à une double réglementation : tandis que leurs ressources sont limitées, conformément aux instructions du Conseil National du Crédit et de la Banque de France, la répartition de leurs emplois est en partie commandée par le coefficient de liquidité qu'a fixé la Commission de Contrôle des Banques.

Economie du système.

Les dispositions essentielles du système sont énoncées dans le paragraphe suivant de la lettre adressée le 30 septembre 1948 par le Gouverneur de la Banque de France, Vice-Président du Conseil National du Crédit, au Président de l'Association professionnelle des banques ainsi qu'au Président de l'Association professionnelle des établissements financiers, au Directeur Général de la Caisse Nationale de Crédit Agricole et au Directeur Général du Crédit Populaire de France.

« ...D'autre part, le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires Economiques, m'a fait connaître, par lettre du 29 septembre 1948, dont lecture a été donnée au Conseil National du Crédit, au cours de sa réunion d'hier, les modalités envisagées par le Gouvernement pour obtenir une limitation des crédits bancaires. Les banques ne pourront demander le concours de l'Institut d'Emission que dans les limites qui seront fixées par cet établissement et elles devront maintenir leurs avoirs investis en titres de la dette flottante à un chiffre minimum calculé en fonction de la variation de leurs exigibilités. Sur ce dernier point, l'annexe 1 jointe à la présente lettre vous fournira toutes les précisions techniques nécessaires... ».

Ainsi, le système comprend deux dispositions essentielles :

- les banques ne peuvent utiliser pour des crédits aux entreprises qu'une partie de leurs nouveaux dépôts;
- elles ne peuvent recourir au réescompte de la Banque de France que dans la limite de maximums fixés par celle-ci pour chaque établissement.

Au premier abord, ces deux dispositions peuvent paraître contradictoires : l'obligation d'emploi en valeurs du Trésor s'apparente au système de réserves des banques américaines et si ce système a pour conséquence d'amener les banques à recourir davantage au réescompte de la Banque Centrale et de permettre ainsi à celle-ci de mieux contrôler la façon dont le crédit est distribué, on peut trouver étonnant que les recours au réescompte soient alors limités. Mais l'idée essentielle sur laquelle reposait le système n'était pas d'amener les banques à recourir davantage au réescompte de la Banque; elle était, selon les propres termes d'un communiqué du Ministère des Finances, de « maintenir le volume des crédits distribués aux entreprises dans des limites globales non inflationnistes ».

Appliquées trop rigoureusement, ces mesures auraient été susceptibles de compromettre l'essor de certaines activités économiques, telles que les investissements, que l'on souhaitait toujours encourager; un freinage brutal eût d'ailleurs été particulièrement dangereux à une époque où, après une inflation violente, les disponibilités monétaires n'avaient pas encore retrouvé un montant en harmonie avec les autres données de l'économie nationale. Aussi la Banque a-t-elle pris un certain nombre de mesures techniques qui seront exposées plus loin, au paragraphe « soupapes », après les deux dispositions essentielles concernant les emplois en valeurs du Trésor et les plafonds de réescompte.

Obligation d'emploi en valeurs du Trésor.

Cette obligation est précisée dans l'instruction annexée à la lettre, citée plus haut, du Gouverneur de la Banque de France, en date du 30 septembre 1948 :

« A partir du 1^{er} octobre 1948, les banques sont invitées à conserver un portefeuille minimum de valeurs du Trésor.

» Pour chaque banque, ce portefeuille minimum doit être égal à 95 % de son portefeuille en valeurs du Trésor, arrêté à la date du 30 septembre 1948.

» Au cas où les exigibilités d'une banque dépasseraient le niveau atteint le 30 septembre 1948, le portefeuille minimum de valeurs du Trésor serait majoré de 20 % de l'augmentation des exigibilités constatée depuis le 30 septembre 1948.

» Par contre, si les exigibilités d'une banque se trouvaient ramenées au-dessous du total atteint le 30 septembre 1948, le portefeuille minimum de

valeurs du Trésor serait diminué de 80 % de la réduction des exigibilités constatée depuis le 30 septembre 1948..... ».

Si cette obligation est un des éléments essentiels d'une politique que le Conseil National du Crédit a faite sienne, elle présentait aussi un avantage du point de vue des finances publiques; elle permettait une sorte de consolidation des bons du Trésor et donnait même l'assurance du placement de nouveaux bons, dans la mesure où, comme on pouvait le prévoir, les dépôts s'accroîtraient.

Cette réglementation a pu paraître un peu rigide; il y avait, certes, une part d'arbitraire dans l'adoption de la date du 30 septembre 1948 comme base de référence; les banques qui, à cette date, détenaient une forte proportion de bons du Trésor dans leur portefeuille se trouvaient en quelque sorte pénalisées par rapport aux autres; mais les autorités responsables du crédit ont examiné avec compréhension tous les cas particuliers qui pouvaient présenter quelques difficultés.

Plafonds de réescompte à la Banque de France.

Déjà avant 1948, un maximum de réescompte était fixé pour la plupart des banques, mais le but de ces « plafonds » n'était pas de maintenir le total du réescompte de la Banque en dessous de certaines limites : c'était plutôt d'empêcher que chaque banque, considérée individuellement, ne recourût au réescompte dans une mesure qui ne fût pas justifiée par l'importance de l'établissement, et notamment par le montant de ses ressources propres. Il n'y avait pas eu lieu de fixer aucune limite pour les très grandes banques, dont la trésorerie était largement assurée par le marché des capitaux et qui recouraient peu, ou d'une manière seulement occasionnelle, au réescompte de la Banque de France.

A partir du moment où le but à atteindre était une limitation globale du réescompte et où la pénurie des capitaux offerts sur le marché avait amené les banques à demander le concours de la Banque de France par une mobilisation de leur portefeuille, pour des montants rapidement croissants, il n'y avait plus de raison de laisser certaines banques échapper à la réglementation. Les restrictions ainsi imposées aux grandes banques de dépôts nationalisées, qui disposent de vastes réseaux de guichets, allaient avoir leurs répercussions au stade des succursales; on pouvait craindre que les banques, voyant leurs ressources ainsi limitées, accordent une préférence à l'octroi de crédits aux grandes firmes, ces opérations étant proportionnellement moins coûteuses que les crédits aux petites entreprises. Le Conseil National du Crédit a pu cependant constater, dans son quatrième rapport annuel (1949), que les petites entreprises n'avaient pas été désavantagées. Il a signalé, d'autre part, que la plupart des réclamations présentées ont émané d'entreprises qui, en l'absence même de toute réglementation du crédit,

n'auraient pas eu accès aux guichets des banques; par contre, l'appel aux autorités responsables de la politique du crédit a eu pour effet, dans les cas les plus dignes d'intérêt, de procurer à des entreprises les concours adéquats qui leur avaient été précédemment refusés.

Les plafonds fixés aux divers établissements de crédit ont été peu à peu relevés après examen attentif de la situation de chacun des intéressés. Aussi le total, qui était, à l'origine, de 185 milliards, se situait en octobre 1951 aux environs de 285 milliards; encore ces chiffres ne représentaient-ils que le maximum des encours possibles aux échéances de fin de mois, comme prévu en septembre 1948, pour des raisons de commodité; entre deux de ces échéances, les banques pouvaient obtenir, au-dessus de leurs plafonds, des crédits qui devaient être remboursés avant la fin du mois; ainsi s'étaient développées peu à peu des opérations d'escompte d'effets courts qui portaient en fait les encours des banques pendant le mois à un niveau supérieur aux plafonds; les remboursements en fin de mois, d'abord faciles dans les premiers temps, devinrent de plus en plus difficiles et ne furent rendus possibles que par les facilités accordées par la Banque de France sur le marché monétaire, dont il sera parlé plus loin, mais dont la substitution aux encours par le réescompte faisait perdre à la réglementation des plafonds de crédit une partie de son efficacité: en octobre 1951, ces tolérances avaient permis des dépassements de plus de 150 milliards au total. En effet, pendant le premier semestre de 1950, des menaces de ralentissement de l'activité économique avaient amené la Banque à se montrer plus large. Dans le courant de 1951, à la suite de la hausse des matières premières après l'ouverture des hostilités en Corée, les pouvoirs publics ont pris un certain nombre de mesures destinées à incorporer dans les prix français les majorations constatées sur les marchés internationaux; notamment, pendant l'été, des hausses sont intervenues sur les prix de l'acier et du blé et sur les taux des salaires; la vitesse de circulation de la monnaie s'accroissait, comme en témoigne l'élévation de 1,65 à 2,01, entre le premier et le quatrième trimestres, du rapport de l'indice des règlements effectués à Paris en compensation à l'indice des dépôts en banque. Les mesures prises pour des raisons socialement indiscutables, conjuguées avec un déficit de la balance des paiements, comportaient ainsi des risques graves d'inflation. Pour y faire face, les autorités monétaires ont pris des décisions en octobre 1951. La disposition essentielle consistait à fixer une limite en principe infranchissable aux plafonds de réescompte, afin d'obtenir trois résultats :

- arrêt de la hausse des prix, que la situation internationale ne justifiait plus;
- reprise de l'épargne;
- amélioration de la balance des paiements.

En établissant ces limites de plafonds, la Banque de France devait tenir compte des décisions gouver-

nementales et de l'évolution des prix qui allait encore s'ensuivre pendant quelques mois; elle a évalué les besoins probables de disponibilités monétaires et fixé, en conséquence, des limites de réescompte dont l'ensemble atteignait environ 500 milliards; elle comptait que ce montant serait atteint au début de l'année 1952.

Comme elle ne pouvait être assurée que les disponibilités monétaires nécessaires ne dépasseraient pas légèrement ses prévisions, elle s'est toutefois réservé une marge à l'intérieur de laquelle elle fournirait aux banques, en cas de nécessité absolue, un complément modique de trésorerie, moyennant un supplément d'agio: depuis octobre 1951, les établissements de crédit peuvent, en cas de nécessité, obtenir de la Banque de France, par mise en pension temporaire d'effets de commerce, un concours supplémentaire, exceptionnel et provisoire, dont le montant ne peut d'ailleurs dépasser 10 % de leurs facultés de réescompte; mais ces opérations sont passibles d'un taux supérieur au taux d'escompte. Cette innovation importante aboutit à imposer aux banques en dépassement une pénalisation qu'elles doivent supporter sans pouvoir la répercuter sur leurs clients.

Ainsi, pour la première fois dans son histoire, la Banque de France adoptait un système faisant varier le taux d'escompte en fonction de l'importance des engagements des banques et imposant, pour les engagements les plus forts, un taux supérieur à celui du marché. Par son caractère de pénalisation, ce taux majoré présente une analogie avec le *bank rate* de la Banque d'Angleterre.

En fait, sauf lors des difficultés de trésorerie qu'elles ont connues pendant les premiers mois de 1952, les banques se sont très rarement exposées à subir le taux supérieur de réescompte.

Souppes.

L'adjonction de soupapes de sûreté au mécanisme monté en 1948 se justifiait par plusieurs raisons :

— Il ne fallait pas entraver l'expansion monétaire lorsqu'elle répondait au besoin de reconstitution des encaisses.

— Dans une économie très éprouvée par la guerre et encore en voie de redressement, il était nécessaire de favoriser l'investissement et ainsi de faire une place spéciale au crédit à moyen terme.

— Il n'était pas possible, sans risquer de mettre quelques-unes d'entre elles en état de cessation de paiement, de refuser aux banques les fonds dont elles pouvaient avoir besoin pour faire face aux demandes de billets de leur clientèle.

— Des dispositions légales antérieures obligeaient déjà la Banque à donner des facilités particulières à certaines productions, comme celle du blé.

Aussi les décisions de septembre 1948 étaient-elles tempérées par des mesures permettant notamment aux banques de faire face à des besoins momentanés de trésorerie :

— Les banques conservaient la pleine disposition de leurs ouvertures de crédit d'escompte d'effets à moyen terme auprès du Crédit National, et ce dernier réescompte les effets dont il a approuvé la création et qui lui ont été remis sans limitation par les banques. Il peut les céder soit directement à la Banque de France lorsqu'ils sont revêtus de l'aval de la Caisse des Marchés de l'Etat, soit à la Caisse des Dépôts et Consignations. Cet établissement obtient, en cas de besoin, le réescompte par la Banque de France de ces effets et, depuis le 29 juin 1950, des effets représentatifs de crédits consentis, pour cinq ans au plus, pour le financement de la construction immobilière (effets endossés par le Sous-Comptoir des Entrepreneurs présentés par le Crédit Foncier de France).

Mais précisément en raison de l'intervention de ces organismes intermédiaires, le réescompte des effets à moyen terme est plus onéreux pour les banques, qui n'y recourent en général qu'après avoir épuisé leurs autres possibilités de réescompte.

— Pour faire face aux exigences de la trésorerie des entreprises, les banques pouvaient utiliser en outre les facilités temporaires consenties par l'Institut d'Emission qui prend en pension certaines valeurs :

- effets publics;
- acceptations de banque;
- depuis juillet 1949 — sous certaines conditions de forme ou de fond — certains effets relatifs au commerce extérieur :
 - billets souscrits en mobilisation de créances d'exportation;
 - effets relatifs au préfinancement de commandes ou marchés conclus avec l'étranger (mesures étendues en janvier 1952 et février 1953 aux effets de mobilisation de créances nées assorties d'un terme inférieur ou égal à six mois).

— La Caisse Nationale de Crédit Agricole pouvait présenter sans limitation à l'Institut d'Emission les effets avalisés par l'Office National Interprofessionnel des céréales et finançant la collecte des grains, conformément aux dispositions de la loi du 15 août 1936 (Art. 17 et 23 de la loi; art. 120 des statuts de la Banque de France).

— Il faut enfin signaler, parmi les opérations effectuées sans limitation par la Banque de France, l'escompte des obligations cautionnées, souscrites au profit du Trésor par les redevables de certaines taxes. Il y a là, par l'intermédiaire du Trésor, une aide indirecte apportée aux entreprises auxquelles leurs banquiers ne pourraient fournir un concours financier suffisant en raison de la réglementation relative aux plafonds de réescompte.

Telles sont les mesures nouvelles prises en France dans le cadre des institutions créées par la loi du 2 décembre 1945. Elles n'ont pas pour autant exclu les procédés classiques constitués par la manœuvre des taux.

Manœuvre des taux.

Pendant la dernière guerre, les transactions commerciales s'étant raréfiées et le contrôle des changes s'opposant aux mouvements de capitaux, c'est essentiellement le financement des dépenses publiques qui se trouvait à l'origine de la création de monnaie; un rationnement physique rigoureux restreignant d'autre part le libre usage des moyens de paiement mis en circulation, une augmentation des taux aurait été sans raison d'être. D'une part, la promulgation de taux d'intérêts débiteurs élevés n'aurait pas assuré de pénalisation réelle, alors que l'argent n'était pas recherché; d'autre part, des taux d'intérêts créditeurs élevés n'auraient pas été justifiés par un besoin d'attirer des capitaux.

Au contraire, à partir de 1947, le Conseil National du Crédit et la Banque de France ont jugé nécessaire de remettre en œuvre une politique de taux; ils ont, à cet effet, procédé graduellement en utilisant deux séries d'instruments :

— fixation de taux bancaires maximum et minimum;

— manœuvre classique du taux de l'escompte.

Taux bancaires.

La fixation des conditions de banque est une des attributions dont le Conseil National du Crédit a hérité de l'ancien Comité permanent d'organisation bancaire (Art. 33 de la loi du 13 juin 1941).

Pour les intérêts créditeurs, les conditions de banque prévoient un taux maximum; elles concernent tous les taux sauf ceux qui s'appliquent aux dépôts à terme de longue durée; la liberté des taux, qui n'était accordée que pour les dépôts à deux ans au moins, a été étendue, en avril 1950, aux dépôts de un à deux ans.

Pour les intérêts débiteurs, le Conseil National du Crédit fixe des taux suivant la nature des opérations, notamment les conditions des découverts et avances, comprenant le taux d'intérêt et son complément : commission sur le plus fort découvert.

Dans la fixation de ces conditions, qui devaient naturellement plus ou moins suivre les variations du taux officiel d'escompte, le Conseil National du Crédit était animé par deux motifs contradictoires :

— lutter contre l'inflation, ce qui l'incitait à élever les taux; il devait aussi chercher à favoriser l'épargne et notamment, à cette fin, provoquer la reconstitution des fonds propres des banques. C'est pour maintenir la rentabilité de ces dernières qu'a été établie la commission spéciale d'endos, commission d'escompte sur les présentations de la clientèle directe, dont la perception a été décidée par le Conseil Général de la Banque de France le 24 juillet 1947; le taux, fixé initialement à 0,60 % l'an, a été dans certains cas réduit par des décisions du Conseil National du Crédit;

— éviter une pénalisation trop forte des entreprises; c'est ce qui l'a conduit notamment à fixer en 1947 un maximum à la commission de découvert (2/3 du montant des intérêts débiteurs), à réduire le minimum de cette commission (de 1/4 % par trimestre à 1/20 % par mois) en juin 1949.

Taux de l'escompte.

En principe, la fixation de ce taux dépend de la Banque de France seule; le Conseil National du Crédit est toutefois intervenu dans la fixation de la commission spéciale d'endos.

Depuis 1945, le taux de l'escompte a été modifié en moyenne une fois par an; il est passé par les stades successifs suivants :

Le 9 janvier 1947, relèvement modéré, mais articulé de façon à avantager les modalités de financement qui retracent directement des ventes réelles, c'est-à-dire la mise de marchandises à la disposition de la population : le taux, qui était de 1 5/8 % depuis le 20 janvier 1945, a été porté à :

— 1 3/4 % pour les effets publics et les effets représentant des ventes;

— 2 1/4 % pour les autres effets.

Cette mesure était inspirée par la politique de contrôle qualitatif.

Ce n'était pas la première fois que la Banque fixait des taux d'escompte différentiels; mais dans les exemples antérieurs, la discrimination reposait sur la longueur du papier, et non sur la nature des opérations.

Ces taux ont été relevés l'un et l'autre de 3/4 % le 9 octobre 1947 et de 1 % le 4 septembre 1948. Le taux supérieur a ainsi atteint 4 %.

Le 30 septembre 1948, en même temps qu'étaient adoptées les premières mesures quantitatives fournissant de nouvelles armes pour contenir l'inflation, la Banque est revenue à un procédé plus « classique » en adoptant un taux unique d'ailleurs en diminution (3 %).

L'abondance monétaire revenue en 1950, dans un climat de stabilité des prix, a permis une nouvelle détente des taux, antérieure à la guerre de Corée (2 1/2 % le 8 juin). Mais, au cours du dernier trimestre de 1951, le renforcement des mesures quantitatives s'est accompagné d'un fort relèvement du taux, en deux étapes : 3 % le 11 octobre et 4 % le 8 novembre. C'est seulement le 17 septembre 1953 que l'Institut d'Emission a cru pouvoir revenir en partie sur ces hausses, en adoptant pour l'escompte le taux de 3 1/2 %, abaissé encore de 1/4 % le 4 février 1954.

*
**

Il y a maintenant sept ans qu'ont été prises les premières mesures importantes de contrôle décidées par le Conseil National du Crédit. On dispose aujourd'hui d'un recul suffisant pour voir comment ce système s'est adapté à des circonstances changeantes.

Il n'a pas été dressé par application d'une théorie économique déterminée; qualitatives et quantitatives, les mesures prises ont combiné les différentes méthodes correspondant à des visées économiques distinctes et restent essentiellement fondées sur l'observation des faits. L'objet de cette observation était autrefois très simple; il suffisait de surveiller les variations de l'encaisse et celles des cours des changes; mais les éléments dont doit tenir compte la politique du crédit sont maintenant beaucoup plus variés; s'il est vrai que les mouvements de l'encaisseur ont perdu de leur importance relative, les résultats de la balance du commerce et des paiements internationaux restent au premier rang des données à envisager et toutes les manifestations de l'activité économique doivent être prises en considération. Il a fallu à la fois lutter contre l'inflation et encourager certaines activités. En raison de la diminution des ressources alimentant le marché financier, le crédit bancaire a joué un rôle de plus en plus grand parmi les moyens financiers dont disposent les entreprises pour s'approvisionner en capital; son coût intervient donc davantage dans le prix de revient de l'industrie française : aussi la politique à suivre par les autorités monétaires ne peut-elle consister en un simple resserrement du crédit lorsque la technique indique que tel est le sens dans lequel elle doit être orientée.

Cette complexité a donné à la politique française du crédit un aspect extrêmement varié, nuancé, non exempt d'apparentes contradictions. Dans le milieu très mouvant que constituait l'économie à la sortie de la guerre et de l'occupation, aucune limite ne pouvait encore être prévue et la Banque de France a dû prendre elle-même la responsabilité de donner des indications aux banques. A partir du moment où les principales pénuries ont pris fin, il est devenu plus facile de prendre des mesures plus précises; il est entendu toutefois que, compte tenu des indications reçues pendant la période précédente, c'est aux banques qu'il appartient d'effectuer l'effort de discrimination qui reste tout aussi nécessaire.

Les limitations imposées ont joué un rôle non négligeable dans la lutte contre l'inflation : les décisions prises en septembre 1948 ont été suivies en 1949 d'une période de stabilité des prix intérieurs français qui s'est maintenue jusqu'à la guerre de Corée; une orientation semblable a été observée dès les premiers mois de 1952, c'est-à-dire peu de temps après les mesures restrictives de la fin de 1951, et elle se maintient encore à l'heure où ces lignes sont écrites. Dans les deux cas, le solde débiteur de la balance des paiements courants, pour l'année suivant chacune de ces interventions, a été en diminution par rapport à l'année où elles se sont

produites. Enfin, le rythme d'augmentation de la masse monétaire s'est atténué et l'épargne a repris un mouvement ascendant.

Ces limitations n'ont pas pour autant bridé l'économie française; les trésoreries bancaires ont reflété la situation économique générale : quand les devises étrangères sont rentrées, les taux ont été abaissés;

quand les disponibilités monétaires ont été restreintes par la hausse des prix et les sorties de capitaux, les mécanismes ont serré plus fort. En constituant un frein à l'inflation, ils ont aidé au succès des mesures prises pour encourager l'épargne; ils n'ont pas empêché l'ajustement nécessaire des moyens de crédit aux besoins de crédit.

FONDS DES RENTES

RAPPORT SUR LES OPERATIONS DE L'ANNEE 1953

I. — CONSIDERATIONS GENERALES

L'orientation satisfaisante du marché des rentes, constatée dans le rapport sur les opérations de 1952, s'est maintenue en 1953. Durant presque toute l'année, la Bourse a bénéficié d'un climat favorable. La demande a généralement dépassé l'offre, ce qui a permis au Fonds des Rentes de réduire de 580 millions son portefeuille, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1953.

Ce résultat a été obtenu malgré des appels incessants au marché des capitaux par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public.

Les émissions par souscription publique se sont élevées au total à 20.896 millions, dont 3.764 millions affectés au remboursement d'emprunts arrivés à échéance, soit net 17.132 millions.

En 1952, les émissions avaient atteint 25.760 millions, dont 7.429 millions de remboursements, soit net 18.331 millions.

Ainsi qu'en 1952, l'ampleur de cet appel à l'épargne a freiné dans une certaine mesure la baisse du loyer de l'argent à moyen et à long terme. Néanmoins, grâce à l'abondance des disponibilités du marché, une certaine réduction des taux a pu être réalisée, comme l'indique la comparaison ci-après

des conditions d'émission des emprunts de l'Etat entre juin 1952 et octobre 1953.

Date d'émission	Durée	Rendement pour le souscripteur
Juin 1952	10 ans	5,25 %
Novembre 1952	12 ans	5,08 %
Mai 1953	20 ans	4,87 %
Octobre 1953	15 ans	4,81 %

L'effort fait pour réduire le taux de capitalisation a été secondé par la politique de la Banque Nationale, qui a pris l'initiative de ramener en 1953 le taux des avances sur titres successivement de 5 ½ % à 5 % et de 5 % à 4 ¾ %; ces réductions ont été suivies en octobre 1953 d'une diminution générale des taux de 0,25 %.

L'amélioration réalisée est plus sensible encore si l'on tient compte du fait qu'elle a été accompagnée d'un allongement de la durée des emprunts, qui nous rapproche de la formule classique des emprunts consolidés. Tandis qu'au cours de 1952, l'échéance des emprunts ne dépassa pas 12 ans, en 1953, l'échéance put être portée progressivement à 12, 15 et 20 ans, signe de confiance dans l'avenir du pays et dans la solidité de sa monnaie.

L'abondance des liquidités a également facilité la consolidation des emprunts à court et à moyen terme arrivés à échéance en 1953, et qui s'élevaient à des montants importants.

Emprunt	Dates	Montant nominal en millions de francs	Taux en %	Durée	Prix d'émission	Rendement moyen pour le souscripteur en %
Cie intercommunale bruxelloise des Eaux 1953/1965	20-1	400	4 ½	12 ans	96,50	5,26
Société nationale des Chemins de fer belges 1953/1965	14-2	1.500	4 ½	12 ans	97	5,18
Belge lots 1953	23-3	3.500	2	20 ans	1.000	5,08
Régie des Télégraphes et des Téléphones 1953/1968, 1 ^{re} série	22-4	1.000	4 ½	15 ans	97,50	5
Caisse nationale de Crédit professionnel 1953/1963, 1 ^{re} série ...	15-5	150	4 ½	5-10 ans	98,50	—
Belge 1953/1973	26-5	4.420	4 ½	20 ans	97,50	4,87
Ville d'Anvers 1953/1968, 1 ^{re} série	13-7	500	4 ½	15 ans	97	5,15
Caisse nationale de Crédit professionnel 1953/1963, 2 ^e série ...	1-9	150	4 ½	5-10 ans	99	—
Ville de Liège 1953/1968	7-9	500	4 ½	15 ans	97	5,08
Ville d'Anvers 1953/1968, 2 ^e série	16-9	400	4 ½	15 ans	97	5,01
Régie des Télégraphes et des Téléphones 1953/1968, 2 ^e série ...	21-9	600	4 ½	15 ans	98	4,85
Belge 1953/1968	5-10	6.901	4 ½	15 ans	98	4,81
Ville de Bruxelles 1953/1968	10-11	275	4 ½	15 ans	97,50	4,91
Province de Liège 1953/1968	16-11	200	4 ½	15 ans	97,50	4,91
Société nationale des Distributions d'Eau 1953/1968	10-12	400	4 ½	15 ans	98	4,85
Au total...		20.896				

II. — EMISSIONS ET REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

Les emprunts énumérés ci-avant ont été émis par souscription publique en 1953 par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public. Il n'y est donc pas fait mention des placements opérés par ces institutions à leurs guichets ou par cessions directes.

Le tableau ci-dessus illustre la remarque générale qui vient d'être faite au sujet de la réduction des taux et l'allongement de la durée des emprunts.

Aux émissions précitées, se sont ajoutés le 3 août 1953, les titres de la deuxième série de l'Emprunt de l'Assainissement monétaire, introduits à la cote à concurrence de 2.335.937.000 francs et remboursables par moitié le 1^{er} janvier 1955 et le 1^{er} janvier 1956.

Le montant nominal des émissions de 1953, soit 20,9 milliards, doit être diminué de 3,7 milliards représentant le total des emprunts remboursés en 1953, indépendamment des amortissements effectués sur divers emprunts par rachats en bourse ou tirages au sort échelonnés.

Remboursements d'emprunts effectués en 1953

		(en millions de francs)
1- 4	4 ½ % Société nationale de Crédit à l'Industrie 1948/1953, 1 ^{re} série	500
30- 6	4 ½ % Caisse nationale de Crédit professionnel 1948/1953	250
30- 6	4 % Certificats de trésorerie 1948 présentés du 1 ^{er} au 30 juin	25
31- 8	4 % Société nationale des Chemins de fer 1948 présentés du 1 ^{er} au 31 août	26
15- 9	4 ½ % Ville de Liège 1948/1953	250
1-10	4 ½ % Ville d'Anvers 1948/1953	300
25-10	4 ½ % Régie des Télégraphes et des Téléphones 1948/1953	600
13-11	4 ½ % Ville de Bruxelles 1948/1953	300
14-11	4 % Certificats de trésorerie 1943 présentés du 15 octobre au 14 novembre 1953	1.063
15-12	4 ½ % Société nationale de Crédit à l'Industrie 1948/1953	450
		3.764

Le montant net des nouveaux appels au marché des capitaux s'établit donc à 17,1 milliards contre 18,3 milliards en 1952. A ce chiffre, il faut ajouter le solde des mouvements du portefeuille du Fonds des Rentes :

	1952	1953
	(en milliards de francs)	
Montant brut des émissions	25,7	20,9
Remboursements	7,4	3,8
	18,3	17,1
Solde acheteur des opérations effectuées en Bourse et dont le Fonds a été la contrepartie	0,8	0,7
	19,1	17,8

III. — EVOLUTION DU MARCHE DES RENTES

Le tableau ci-après résume les fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1953.

On constate deux fluctuations importantes : la première au mois de janvier pendant lequel le Fonds des Rentes a vendu pour 707 millions, grâce à l'abondance des capitaux qui se manifeste habituellement au début de l'année; la seconde, de sens inverse, en octobre, en raison de l'émission de l'emprunt de l'Etat 1953-1968 qui atteignit 6.901 millions; à ce moment le Fonds fut amené à reprendre 467 millions de titres, mais, aussitôt l'émission close, le marché redevint acheteur et le Fonds put revendre au cours des mois de novembre et de décembre 1953 un montant largement supérieur à ce qu'il avait acheté en octobre.

Le tableau des cours mensuels moyens, publié en annexe, indique une progression générale de la cote.

	Solde général comptable	Solde des opérations à réméré	Solde réel	Mouvement	
				+	-
(En millions de francs)					
31-12-1952	3.111,7	1.000	4.111,7	—	—
31- 1-1953	2.404,4	1.000	3.404,4	—	707,3
27- 2-1953	2.497,2	1.000	3.497,2	92,8	—
31- 3-1953	2.739,9	1.000	3.739,9	242,8	—
30- 4-1953	2.723,7	1.000	3.723,7	—	16,2
29- 5-1953	2.762,2	1.000	3.762,2	38,5	—
30- 6-1953	2.863,2	1.000	3.863,2	101	—
31- 7-1953	2.698,5	1.000	3.698,5	—	164,7
31- 8-1953	2.813,9	1.000	3.813,9	115,4	—
30- 9-1953	2.947,2	1.000	3.947,2	133,3	—
30-10-1953	3.414,7	1.000	4.414,7	467,5	—
30-11-1953	2.917,4	1.000	3.917,4	—	497,3
31-12-1953	2.531,6	1.000	3.531,6	—	385,8
				1.191,3	1.771,3
				— 580	

A titre d'exemple, on peut citer notamment les emprunts ci-après :

	Janvier 1953	Le plus bas	Le plus élevé	Décembre 1953
4 % Unifié	89,53	89,53	92,16	92,16
4 % Libération ...	88,27	88,07	89,71	89,71
4 ½ % Belge 1952-1962	97,42	97,42	99,40	99,17
4 % Trésor 1944, 1 ^{re} série	101,04	100,94	102,13	102,13
2 % à lots Reconstruction 3 ^e série	1.044,30	1.000,—	1.044,30	1.031,59
4 % S.N.C.B. 1946 .	959,45	959,45	986,82	986,82
4 % Régie T.T. 1950	99,48	99,48	101,20	101,20
4 % Crédit Communal, 1 ^{re} série	84,98	84,98	89,67	89,67

Sauf pour l'emprunt de la Reconstruction, 3^e série, dont les cours ont été fortement influencés par l'emprunt à lots de l'Etat placé en mars 1953, les niveaux les moins élevés se situent au commencement de l'année et les plus élevés à la fin de l'année. La progression des cours de janvier à décembre a été régulière dans l'ensemble, sans écarts très importants ni dans un sens ni dans un autre.

On se rappellera que le cours moyen du 4 % Unifié était tombé à 84,57 en décembre 1947. Depuis lors le redressement a été important comme le montre le tableau ci-après :

Décembre 1947	84,57
» 1948	84,74
» 1949	89,31
» 1950	89,17
» 1951	86,91
» 1952	89,46
» 1953	92,16

IV. — VOLUME DES TRANSACTIONS

Le marché a été très actif dans les deux sens pendant l'année 1953.

Volume général des opérations effectuées en Bourse sur le marché des rentes

	(Valeur nominale, en millions de francs)		
	1952	1953	Différence
Titres offerts	6.996	8.969	+ 1.973
Titres demandés	7.767	9.624	+ 1.857

La situation générale du portefeuille du Fonds s'établit comme suit au 31 décembre 1953, comparativement au 31 décembre 1952 :

	(en valeur nominale)	
	31 décembre 1952	31 décembre 1953
Portefeuille A	2.839.257.822,50	2.668.479.707,50
Portefeuille B	1.272.456.805,—	863.211.701,—
	<u>4.111.714.627,50</u>	<u>3.531.691.408,50</u>
Cédé à réméré	1.000.000.000,—	1.000.000.000,—
	<u>3.111.714.627,50</u>	<u>2.531.691.408,50</u>

Ainsi qu'il a été mentionné ci-dessus, la valeur nominale du portefeuille a diminué en 1953 de 580

millions de francs contre 824 millions l'année précédente. Le montant des opérations à réméré avec des organismes d'intérêt public ne s'est pas modifié au cours de 1953.

Au 31 décembre 1953, le Fonds des Rentes exerçait sur les places de Bruxelles, d'Anvers, de Gand et de Liège, le contrôle de la cotation de 201 emprunts totalisant un capital nominal de 152,8 milliards de francs.

Le portefeuille du Fonds représente 2,31 % du capital en circulation.

Les manipulations de titres par le Fonds des Rentes ont porté en moyenne et par jour, pour la seule Bourse de Bruxelles, sur 14.790 titres, au lieu de 10.700 en 1952.

V. — FINANCEMENT DES OPERATIONS

Les opérations du Fonds des Rentes sur le marché des fonds publics ont été financées en 1953 presque exclusivement par des emprunts au jour le jour (call money). Ce n'est qu'à de rares périodes qu'il a fallu recourir à l'escompte de bons de caisse auprès de la Banque Nationale.

Les opérations du Fonds n'ont donc pratiquement guère pesé sur la trésorerie de l'Etat. Comme on le sait, les conditions du recours du Fonds des Rentes au crédit de la Banque Nationale sont régies par la convention conclue entre celle-ci et l'Etat le 14 septembre et publiée au *Moniteur belge* le 18 septembre 1948. En vertu de cette convention, les cessions de bons de caisse du Fonds à la Banque Nationale sont décomptées au taux d'escompte des traites acceptées domiciliées en banque et imputées sur la marge de crédit de 10 milliards de francs ouverte à l'Etat.

Les chiffres qui suivent ont été établis en fin de trimestre.

	Call	Bons de Caisse
	(en millions de francs)	
26 décembre 1952	2.619	103,7
27 mars 1953	2.255	—
26 juin 1953	1.954	507
25 septembre 1953	2.431	—
31 décembre 1953	1.999	120

La réserve générale figure au passif du bilan pour 618 millions de francs. Elle est basée sur la valeur comptable des fonds publics en portefeuille. Celle-ci est supérieure de 188 millions à la valeur boursière au 31 décembre 1953; compte tenu de cette moins-value, la réserve effective s'établit à 430 millions de francs alors qu'elle n'était que de 280 millions au 31 décembre 1952.

L'inventaire du portefeuille, auquel il a été procédé les 30 juin et 31 décembre 1953, a permis de constater la parfaite concordance des existences avec les avoirs comptabilisés.

1953. — Moyennes des cotations

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Portefeuille « A » :												
3 % Belge, II	88,09	88,39	88,49	88,54	88,81	88,94	89,22	89,45	89,69	89,73	89,76	90,—
3 ½ % Belge 1937	79,43	79,52	79,60	79,74	79,82	79,96	80,11	80,28	80,38	80,50	80,51	80,48
3 ½ % Belge 1943	77,48	77,61	77,71	77,79	77,76	78,07	78,31	78,56	78,74	78,94	79,23	79,45
4 % Unifiée	89,53	89,76	90,04	90,43	90,68	90,86	91,07	91,24	91,45	91,57	91,80	92,16
4 % Libération	88,27	88,37	88,18	88,14	88,10	88,07	88,10	88,13	88,31	88,52	89,03	89,71
4 ½ % Belge 1951	97,38	97,61	97,68	97,86	98,20	98,12	98,43	99,21	99,15	98,43	98,91	98,91
4 ½ % Belge 1952-1962	97,42	97,45	97,65	98,19	98,75	98,91	99,28	99,40	99,16	98,69	98,91	99,17
4 ½ % Belge 1952-1964	—	—	97,04	97,21	97,75	97,72	97,87	98,35	98,14	97,83	97,88	98,62
3 ½ % Trésor 1942, I	108,20	109,57	110,23	110,63	111,32	112,02	111,98	111,90	111,90	111,95	112,—	112,—
4 % Trésor 1943	105,02	105,14	105,01	104,90	104,90	104,10	105,07	105,19	105,20	104,10	104,94	105,06
3 ½ % Trésor 1944, I	101,04	101,05	100,94	101,22	101,34	101,52	101,74	101,52	101,54	101,59	101,98	102,13
4 % Trésor 1947	102,31	103,49	103,92	104,10	104,16	104,27	104,23	104,20	104,14	103,79	103,65	103,78
4 % Trésor 1948	102,58	103,11	103,04	103,72	103,92	104,65	105,29	106,43	106,47	106,25	106,26	106,39
4 % Trésor 1949	99,49	99,79	100,04	100,22	100,16	99,85	100,20	100,75	101,19	100,58	100,37	100,84
4 % Belge à lots 1933	1.029,40	1.035,30	1.033,04	1.031,95	1.030,59	1.029,73	1.035,71	1.042,14	1.046,36	1.049,50	1.052,37	1.055,68
4 % Belge à lots 1941	933,75	944,10	935,86	932,75	934,41	935,36	938,33	945,14	945,64	944,86	953,58	970,45
2 % Belge à lots 1953	—	—	—	—	—	998,36	997,57	998,71	998,95	998,—	998,—	998,—
4 % Dommages de guerre 1923	497,85	496,50	493,82	489,—	490,18	493,64	497,43	499,67	499,86	499,04	499,26	503,23
2 % Reconstruction, I	990,45	990,85	988,59	986,65	986,—	986,—	985,38	984,95	985,—	984,41	985,26	994,64
2 % Reconstruction, III	1.044,30	1.038,—	1.002,54	1.000,—	1.001,41	1.001,36	1.001,90	1.002,14	1.003,73	1.007,09	1.017,31	1.031,59
4 % Priv. Chem. fer belges	462,30	461,55	450,18	442,85	441,88	447,68	447,90	451,62	455,14	457,36	459,32	465,59
4 % Congo 1936	93,29	93,30	93,33	93,70	93,98	94,07	94,10	94,10	94,10	94,06	94,05	94,09
Portefeuille « B » :												
3 % Chemins de fer vicinaux J.-J., IV ^e ..	63,06	63,48	63,80	63,98	64,09	64,13	64,01	64,11	64,17	64,46	64,74	64,99
3 ½ % Régie T. T. 1943	78,17	78,88	78,94	79,10	79,84	80,53	82,28	83,47	85,92	86,32	86,90	87,61
4 % Régie T. T. 1950	99,48	99,89	100,29	100,22	100,31	100,12	100,07	100,06	100,07	100,17	100,67	101,20
4 ½ % Régie T. T. 1952, I	97,75	97,82	97,84	97,84	98,32	98,90	99,53	99,81	99,89	99,57	99,74	100,02
4 % Chemins de fer belges 1937	846,—	850,60	853,86	862,55	874,70	883,14	884,09	885,09	883,64	883,—	882,89	881,32
4 % Chemins de fer belges 1946	959,45	961,80	963,41	970,—	970,53	967,04	970,76	975,62	977,77	976,64	980,11	986,82
4 ½ % Chemins de fer belges 1949	100,20	100,33	100,35	100,38	100,30	100,17	100,32	100,42	100,31	99,98	100,24	100,31
4 ½ % S.N.C.I. 1951	97,55	97,68	97,75	98,22	98,53	98,62	99,43	99,82	99,94	99,34	99,29	99,82
4 % Trésor Congo 1950, I	101,24	101,60	102,32	102,33	102,05	102,06	103,06	103,65	104,37	104,06	103,96	103,80
4 % Décennales Congo 1950, II	99,37	99,60	99,79	99,99	100,03	100,04	100,27	100,43	100,59	100,61	100,63	100,63
4 % Crédit communal, 1 ^{re} série	84,98	85,39	85,95	87,84	88,34	88,40	88,73	88,90	89,03	89,28	89,45	89,67
4 % Crédit communal, 4 ^e série	89,04	89,27	89,64	88,86	90,32	90,55	90,83	91,32	92,13	92,48	92,46	92,54
4 % Crédit communal 1938 à lots	462,95	461,50	460,36	459,55	459,53	458,45	456,48	456,95	456,81	458,50	457,36	91,25
4 % Anvers 1919	93,42	93,45	93,45	93,45	93,45	93,45	93,45	93,45	93,45	93,45	93,45	93,45
4 % Anvers 1931	88,77	88,81	88,85	88,85	88,85	88,85	88,85	88,85	88,85	89,—	89,03	89,14
4 % Bruxelles 1930	85,35	85,57	85,65	86,27	86,80	87,10	87,45	87,93	88,10	88,39	88,42	89,74
4 ½ % Bruxelles 1952, I	96,80	96,92	97,11	97,33	97,56	97,93	98,13	98,51	99,10	99,—	99,02	99,09
4 ½ % Gand 1949	99,39	99,44	99,55	99,55	99,72	99,85	99,94	99,95	99,95	99,90	100,16	100,43
4 ½ % Liège 1951	98,96	99,20	99,39	99,62	99,84	100,03	100,25	100,34	100,40	100,31	100,52	100,86
2 % Bruxelles 1905	66,84	66,75	66,46	63,80	64,53	64,44	63,28	64,31	64,08	63,83	64,22	65,20

BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de mai 1954. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

BRONCHART O.J., Evolutie van de Belgische depositobanken in 1953. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XXXIX, n° 1930, 2 juin 1954, pp. 436-439.*)

DELMOTTE L., De Belgische geld- en kapitaalmarkt in Maart 1954. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XXXIX, n° 1925, 28 avril 1954, pp. 342-343.*)

DELMOTTE L., De Belgische geld- en kapitaalmarkt in April 1954. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XXXIX, n° 1929, 26 mai 1954, pp. 422-424.*)

MASOIN M., Problèmes monétaires congolais. Conférences du Centre d'Etudes bancaires, cahier n° 50, mars 1954. (*Bruylant, Bruxelles, 1954, 40 p.*)

WAUTERS L., De Belgische Nationale Delcredere-dienst. Kredietverzekering voor de buitenlandse handel. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XXXIX, n° 1927, 12 mai 1954, pp. 374-377.*)

2. BOURSE — EPARGNE

DELMOTTE L., De Belgische geld- en kapitaalmarkt in Maart 1954. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XXXIX, n° 1925, 28 avril 1954, pp. 342-343.*)

DELMOTTE L., De Belgische geld- en kapitaalmarkt in April 1954. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XXXIX, n° 1929, 26 mai 1954, pp. 422-424.*)

HEYMANS P., Het privaatsparen en de belegging in effecten. (*V.E.V. Berichten, tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIX, n° 9, 15 mai 1954, pp. 927-940.*)

3. PRIX — SALAIRES

Benelux. Enquête restreinte sur les salaires. (*Union douanière belgo-néerlando-luxembourgeoise, Bruxelles, 1954, 79 p.*)

Benelux. La politique des salaires. (*Union douanière belgo-néerlando-luxembourgeoise, Bruxelles, 1954, 23 p.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

D'HAENZE M., La politique budgétaire et financière belge de l'après-guerre. (*Finances publiques, revue trimestrielle internationale d'études de finances publiques et de problèmes annexes, La Haye, IX, n° 1, 1954, pp. 43-68.*)

MASOIN M., Problèmes monétaires congolais. Conférences du Centre d'Etudes bancaires, cahier n° 50, mars 1954. (*Bruylant, Bruxelles, 1954, 40 p.*)

5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIÈRES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTRÔLE DE L'ÉTAT

LEVAUX V., Le contrôle des parastataux. (*Moniteur Textile, revue économique et technique des industries textiles, Bruxelles, XVI, n° 5, mai 1954, pp. 59-64.*)

L'Office national du Ducroire. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, IX, n° 15, 20 mai 1954, pp. 849-851; 874-889.*)

WAUTERS L., De Belgische Nationale Delcredere-dienst. Kredietverzekering voor de buitenlandse handel. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XXXIX, n° 1927, 12 mai 1954, pp. 374-377.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

ACHTERBERG E., Die Rätsel des deutschen EZU-Uberschusses. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt, VII, n° 9, 1^{er} mai 1954, pp. 287-289.*)

BACHMANN H., Die Kontroverse um die Europäische Zahlungsunion. (*Aussenwirtschafts-zeitschrift für internationale Wirtschaftsbeziehungen, St. Gallen, IX, n° 1, mars 1954, pp. 1-9.*)

De la zone dollar à la zone rouble. (*L'Economie, Paris, X, n° 446, 27 mai 1954, pp. 6-9.*)

Der EZU letzte Chance. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt, VII, n° 11, 1^{er} juin 1954, p. 352.*)

JACOBSSON P., The problem of convertibility for Western Europe. (*International Affairs - Royal Institute of International Affairs, Londres, XXX, n° 2, avril 1954, pp. 137-147.*)

KYMMELL J., De Europese Betalings Unie; de laatste ronde? (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XXXIX, n° 1928, 19 mai 1954, pp. 389-391.*)

MAY A., The outlook for german currency convertibility. (*The Commercial and Financial Chronicle, New-York, CLXXIX, n° 5322, 6 mai 1954, pp. 5, 42.*)

MULLER-OHLSSEN L., Die Währungsprobleme der wirtschaftlichen Integration Europas. (*Weltwirtschaftliches Archiv, Hambourg, 1954, n° 1, pp. 106-154.*)

RUSTOW H., Konvertierbarkeit der Währungen, Stabilität des Preisniveaus und Vollbeschäftigung. (*Finanzarchiv, Tübingen, n° 4, 1954, pp. 585-646.*)

SACCHETTI U., Some considerations of triangular trade as influenced by retention quota arrangements. (*Economia Internazionale, rivista dell' Istituto di Economia Internazionale, Gênes, VII, n° 1, février 1954, pp. 65-81.*)

SARGENT J., Convertibility. (*Oxford Economic Papers, Londres, VI, n° 1, février 1954, pp. 55-68.*)

SARGENT J., The reform of E.P.U. (*Bulletin of the Oxford University, Institute of Statistics, Oxford, XVI, nos 2 & 3, février-mars 1954, pp. 73-79.*)

SCAMMEL W., What sort of exchange rates? (*Westminster Bank Review, Londres, mai 1954, pp. 14.*)

Sterling convertibility - fixed or fluctuating exchange rates? (*The Statist, Londres, CLIX, n° 3976, 22 mai 1954, p. 716.*)

WIEGAND C., Die amerikanische Golddebatte. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Francfort, VII, n° 10, 15 mai 1954, pp. 323-327.*)

ZEGHERS O., Rond de verlenging der Europese Betaalingsunie. (*V.E.V. Berichten, tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIX, n° 9, 15 mai 1954, pp. 941-944.*)

8. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX

Benelux. Enquête restreinte sur les salaires. (*Union douanière belgo-néerlando-luxembourgeoise. Bruxelles, 1954, 79 p.*)

Benelux. La politique des salaires. (*Union douanière belgo-néerlando-luxembourgeoise, Bruxelles, 1954, 23 p.*)

Benelux perspectieven. (*Economische Voorlichting, La Haye, XXXXVIII, n° 21, 21 mai 1954, pp. 1-2.*)

DE STRYCKER C., La libération du mouvement des capitaux entre les pays de Benelux. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XXXIX, n° 1925, 28 avril 1954, pp. 337-338.*)

Le Benelux et les problèmes européens. (*L'Economie, Paris, X, n° 445, 20 mai 1954, pp. 13-15.*)

The growing strength of the Netherlands economy. (*Monthly Review of Credit and Business Conditions, Federal Reserve Bank of New-York, New-York, XXXVI, n° 5, mai 1954, pp. 65-67.*)

TINBERGEN J. & SCHOUTEN D., Die Anwendung des Nationalbudgets zur kritischen Beurteilung der Währungslage. (*Wirtschaftsdienst, Hamburgischen Welt-Wirtschafts-Archiv, Hambourg, XXXIV, n° 4, avril 1954, pp. 199-206.*)

9. PLAN SCHUMAN

CHARDONNET J., Il problema dei trasporti nella Comunità Europea del carbone e dell' acciaio. (*Rivista di Politica Economica, Rome, XLIV, n° 4, avril 1954, pp. 376-392.*)

DRISCOLL J., Early days in Schumania. (*The Journal of Industrial Economics, Oxford, II, n° 2, avril 1954, pp. 89-117.*)

HUFFSCHMID B., Die Genehmigung für Montanzusammenschlüsse. (*Der Volkswirt- Wirtschafts- und Finanz-Zeitung, Francfort, VIII, n° 21, 22 mai 1954, pp. 17-18.*)

Osterreichs Eisenexport und die Montan-Union. (*Monatsberichte des Osterreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung, Vienne, XXVII, n° 4, avril 1954, pp. 3-13.*)

Où en est la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier? (*Perspectives, Bulletin hebdomadaire de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques, Paris, X, n° 19, 22 mai 1954.*)

PURSTEN G., Die westdeutschen Kohlen- und Stahlpreise nach einem Jahr Montan-Union. (*Mitteilungen des Rheinisch-Westfälischen Instituts für Wirtschaftsforschung, Essen, V, n° 4, avril 1954, pp. 63-71.*)

The Schuman plan to-day. (*Barclays Bank Review, Londres, XXIX, n° 2, mai 1954, pp. 23-25.*)

VERRET A., Le problème des charbonnages dans le cadre de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. (*Revue Française de l'Energie, Paris, VI, n° 52, avril 1954, pp. 264-272.*)

10. GENERALITES

BAUDHUIN F., Code économique et financier. Vol. I : Législation belge, 2^e édition. (*Bruylant, Bruxelles, 1954, 1.906 p.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique générale
- II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)
- XI. — Législation en matière de dommages de guerre

I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Loi du 22 mars 1954

portant approbation de l'instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, adopté à Genève le 25 juin 1953, par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trente-sixième session (Moniteur du 15 mai 1954, p. 3.862).

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Loi du 8 mars 1954

modifiant le régime fiscal du tabac (Moniteur du 13 mai 1954, p. 3.806).

Arrêté ministériel du 15 avril 1954

relatif à un emprunt de 1 milliard 400.000.000 de francs, à contracter sous la garantie de l'Etat, par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (Moniteur du 5 mai 1954, p. 3.612).

Arrêté royal du 6 mai 1954

autorisant la Société nationale des habitations et logements à bon marché à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 2 milliards de francs (Moniteur du 26 mai 1954, p. 4.222).

Arrêté royal du 10 mai 1954

modifiant l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949 relatif à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés (Moniteur des 10-11 mai 1954, p. 3.762).

Arrêté royal du 14 mai 1954

approuvant des modifications au règlement de la Bourse de fonds publics et de change de Bruxelles (Moniteur du 23 mai 1954, p. 4.143).

Arrêté royal du 13 mai 1954

relatif à l'amortissement de l'emprunt « Dette coloniale 4 ½ % 1954-1974 émise en Belgique » (Moniteur des 28-29 mai 1954, p. 4.264).

Institut Belgo-Luxembourgeois du Change

Décision du Conseil relative à la mise en vigueur des nouveaux règlements (Moniteur du 22 mai 1954, p. 4.056).

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté royal du 24 mai 1954

relatif à la répartition du froment indigène (Moniteur du 30 mai 1954, p. 4.314).

V — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté royal du 5 février 1954

rendant obligatoire la décision en date du 26 novembre 1953 de la Commission paritaire régionale des briqueteries du Pays de Waas, concernant la fixation des dates de vacances pour l'année 1954 dans les briqueteries du Pays de Waas (Moniteur du 5 mai 1954, p. 3.605).

Arrêté royal du 30 mars 1954

rendant obligatoire la décision du 8 décembre 1953 de la Commission paritaire nationale des industries du ciment, concernant l'octroi d'une indemnité-gel aux travailleurs et travailleuses occupés dans l'industrie des agglomérés de ciment (Moniteur du 8 mai 1954, p. 3.681).

Arrêté royal du 25 février 1954

rendant obligatoire la décision en date du 1^{er} septembre 1953 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire, relative à l'octroi de congé à l'occasion d'événements particuliers aux ouvriers occupés dans le commerce alimentaire (Moniteur des 10-11 mai 1954, p. 3.753).

Arrêté royal du 31 mars 1954

modifiant l'arrêté du Régent du 19 juillet 1949, relatif aux vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur du 5 mai 1954, p. 3.607).

Arrêté royal du 10 avril 1954

déterminant en matière de vacances annuelles des ouvriers mineurs et assimilés, les journées d'interruption de travail à assimiler à des journées de travail effectif et les conditions dans lesquelles elles peuvent être prises en considération (Moniteur du 9 mai 1954, p. 3.718).

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté royal du 5 mai 1954

approuvant certaines modifications au règlement spécial de l'entrepôt public d'Anvers (Moniteur du 13 mai 1954, p. 3.807).

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 27 février 1954

rendant obligatoire la décision en date du 24 novembre 1953 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises horticoles et cultures spéciales, prorogeant la validité des décisions du 20 septembre 1951, rendues obligatoires par l'arrêté royal du 5 février 1952 et relatives à la fixation du salaire minimum dans les entreprises horticoles et cultures spéciales, ainsi qu'au rattachement de ce salaire à l'index-number des prix de détail du Royaume (Moniteur du 8 mai 1954, p. 3.680).

Arrêté royal du 27 février 1954

rendant obligatoires les décisions du 23 septembre 1953 de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois, concernant la fixation des salaires minimums des travailleuses et mineurs d'âge occupés dans les scieries et le négoce de bois, ainsi que

le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail du Royaume (Moniteur des 10-11 mai 1954, p. 3.754).

Arrêté royal du 30 mars 1954

rendant obligatoires les décisions du 3 février 1954 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises agricoles, portant classification des travailleurs agricoles, fixation de leurs salaires minimums, rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail du Royaume et modification de la durée de validité de certaines décisions (Moniteur du 8 mai 1954, p. 3.683).

Arrêté ministériel du 29 avril 1954

réglementant les prix des cafés (Moniteur du 1^{er} mai 1954, p. 3.514).

X — LEGISLATION SOCIALE

(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Arrêté royal du 8 avril 1954

fixant le coefficient visé par les articles 6, § 1^{er}, 13, § 1^{er}, 14, § 2, et 15, § 1^{er}, de la loi du 15 mars 1954, relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit (Moniteur du 13 mai 1954, p. 3.825).

Arrêté royal du 10 avril 1954

concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail survenus aux gens de mer (Moniteur du 14 mai 1954, p. 3.838).

Arrêté royal du 10 avril 1954

relatif à l'octroi du pécule familial de vacances en 1954 (Moniteur du 15 mai 1954, p. 3.868).

Arrêté royal du 10 avril 1954

modifiant l'arrêté du Régent du 19 juillet 1949 relatif aux vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur du 15 mai 1954, p. 3.869).

Arrêté royal du 10 avril 1954

Accord

modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1953 relatif à la répartition du produit des cotisations de sécurité sociale, dues par les victimes d'un accident du travail, bénéficiaires de la législation sur la réparation des dommages résultant de ces accidents (Moniteur du 15 mai 1954, p. 3.871).

en matière d'allocations de chômage involontaire visant l'exécution de la Convention signée à La Haye, le 29 août 1947, entre la Belgique et les Pays-Bas, relative à l'application de la législation des deux pays en ce qui concerne les assurances sociales, signée à Bruxelles, le 27 janvier 1954 (Moniteur du 23 mai 1954, p. 4.135).

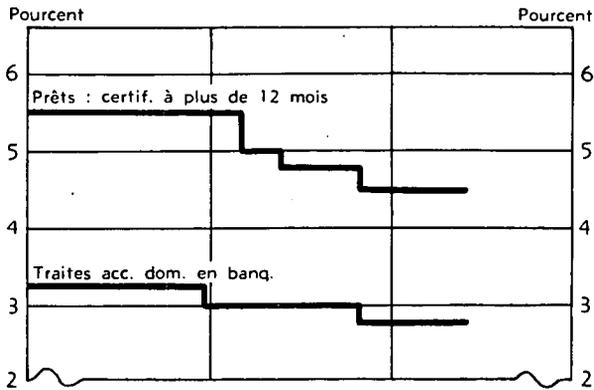
XI — LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE

Arrêté royal du 10 avril 1954

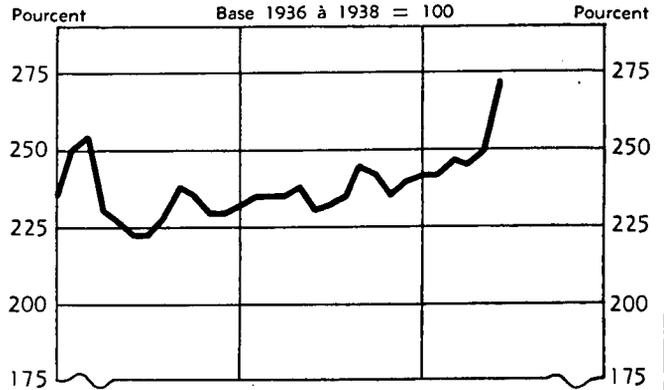
modifiant l'arrêté du Régent du 23 mars 1949 réglementant l'octroi des subsides aux sociétés coopératives pour la réparation des dommages de guerre aux biens privés (Moniteur du 20 mai 1954, p. 4.014).

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

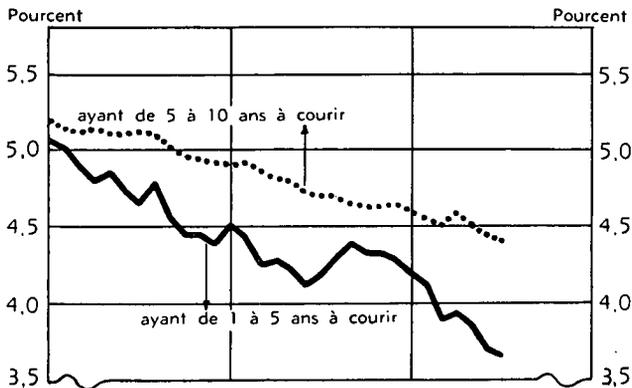
B.N.B. - TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS



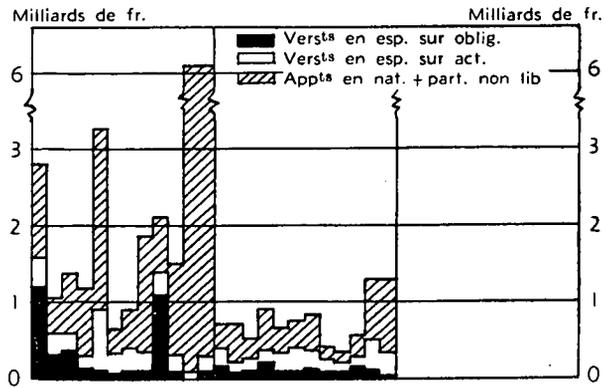
INDICE GENERAL DES ACTIONS



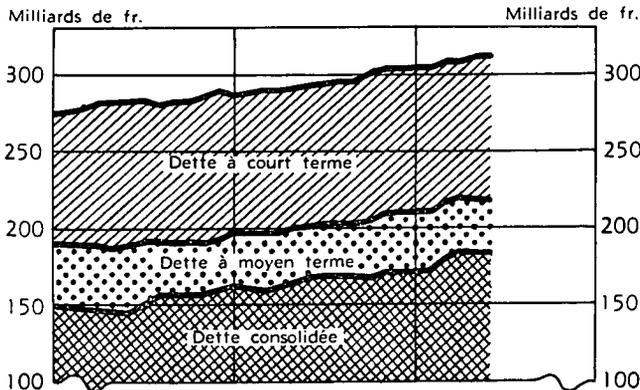
RENDEMENTS D'OBLIGATIONS (1)



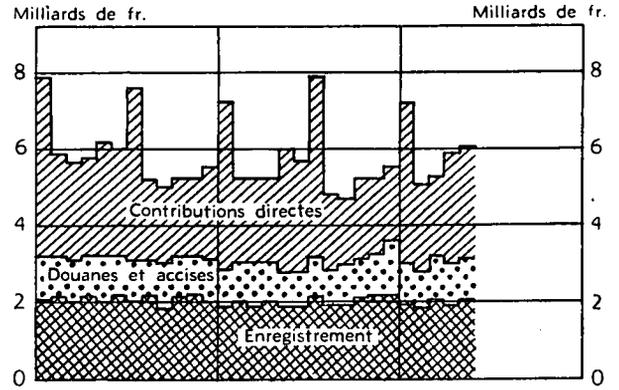
EMISSIONS DE CAPITAUX



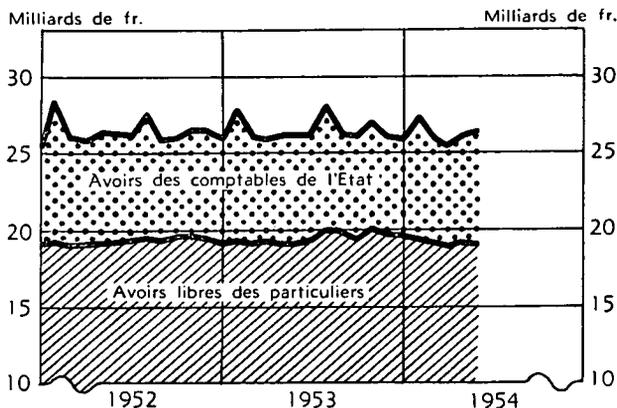
DETTE PUBLIQUE



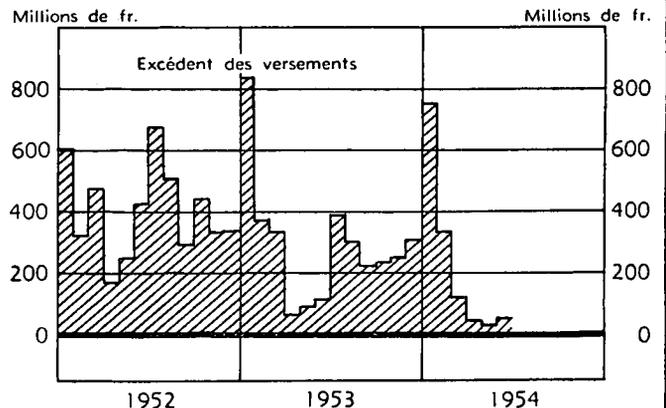
RÉCETTES FISCALES



AVOIRS A L'OFFICE DES CHEQUES POSTAUX



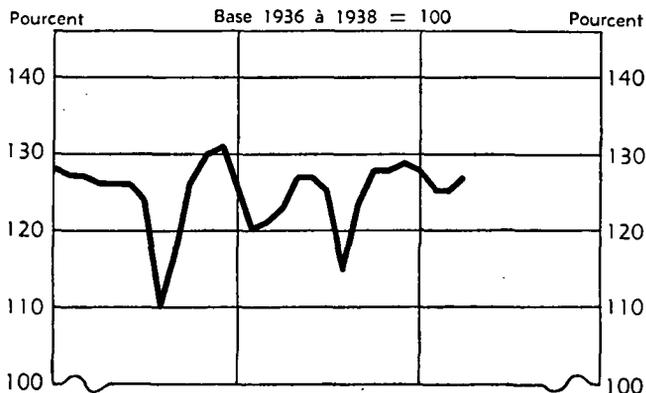
CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE



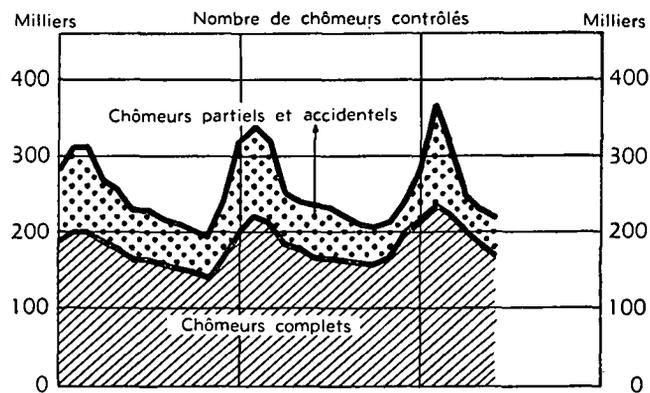
(1) Bons de caisse 4 1/2 % (parastataux) dont l'Etat garant. l'intérêt et l'amort.

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

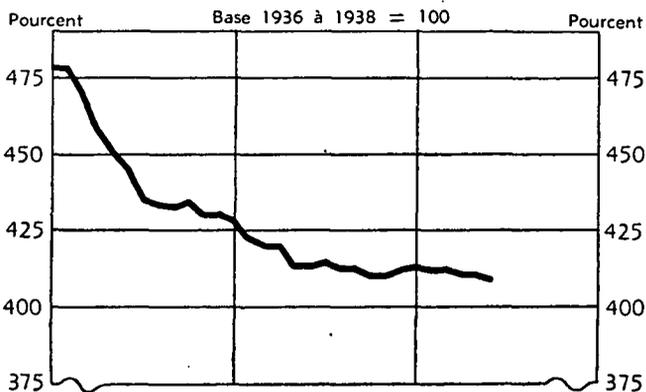
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE



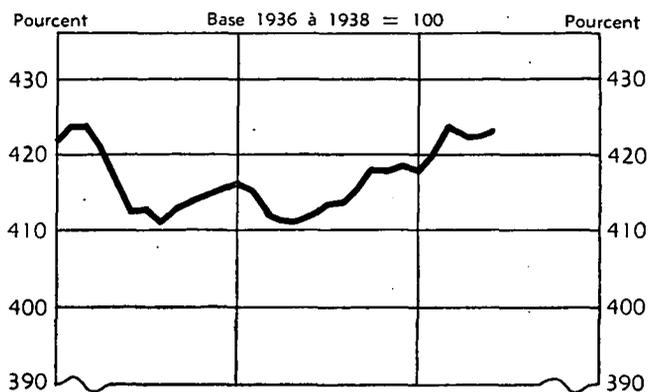
CHOMAGE



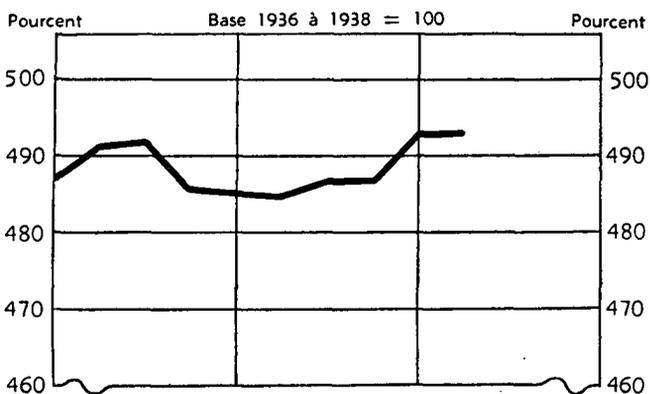
INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS



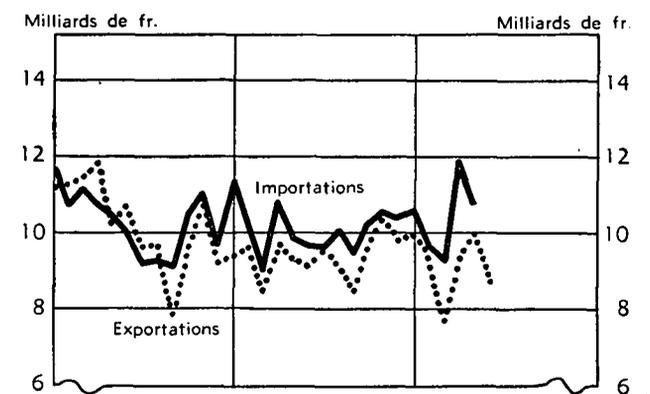
INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL



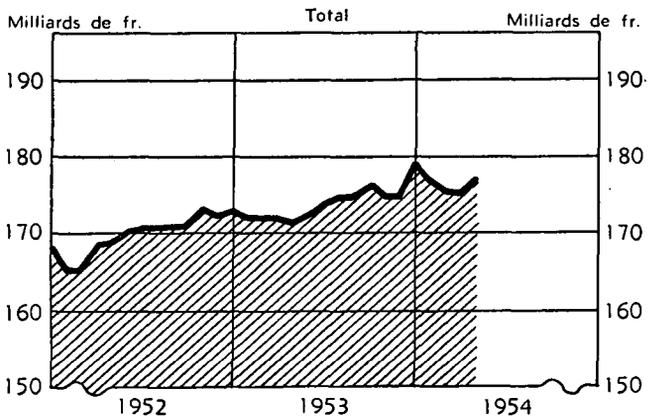
INDICE DES SALAIRES HORAIRES MOYENS



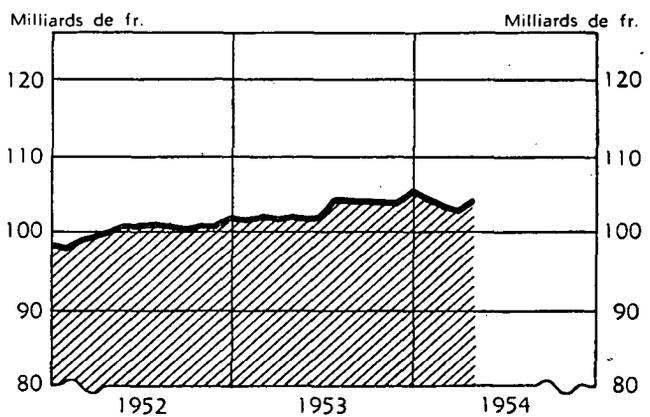
COMMERCE EXTERIEUR



STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES



STOCK DE MONNAIE FIDUCIAIRE



STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

MARCHE DE L'ARGENT

I. — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

Epoques	Taux officiels de la Banque Nationale de Belgique										Call-Money		
	Escompte				Prêts et avances sur ¹ *						Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arrêtés 22-3-52 et 26-7-52)	En chambre de compensation	Hors compensation
	Traites acceptées domiciliées en banque Warrants et acceptations de banque préalablement visés par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées	Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à court	Certificats ayant maximum 8 mois à court	Certificats ayant maximum 12 mois à court	Certificats à plus de 12 mois et emprunts à moyen terme	Autres effets publics				
1952 Moyenne	3,24	3,74	4,74	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50 ²	1,25	1,25	
1953 Moyenne	2,96	3,46	4,46	4,89	2,—	2,1875	2,375	4,89	4,89	3,34	1,25	1,25	
1953 Mars (dep. 5)	3,—	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	3,50	1,25	1,25	
Avril	3,—	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	3,50	1,25	1,25	
Mai (dep. 21)	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Juin	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Juillet	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Août	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Septembre ...	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Oct. (dep. 29)	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75 ³	1,25	1,25	
Novembre	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Décembre	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
1954 Janvier	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Février	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Mars	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Avril	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Mai	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	

¹ Depuis le 15 avril 1954 la Banque Nationale de Belgique admet en nantissement d'avances en compte courant et de prêts à court terme, les certificats de trésorerie spéciaux U.E.P. Les taux de ces opérations s'élèvent respectivement à 2,50 %, 2,80 %, 3,20 % et 3,50 % pour les certificats émis à 6, 12, 18 et 24 mois.

² Moyenne des cinq derniers mois.

³ 8 % du 8 au 28 octobre 1953.

* Quotité de l'avance en mai 1954

Certificats de trésorerie émis à court terme	95 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948)	90 %
Certificats de trésorerie émis à plus de 12 mois	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949	90 %
Obligations Emprunt 4 1/2 %, 1951 à 10 ou 15 ans	90 %	Certificats de trésorerie 4 %, 1954 à 5 ans	90 %
Obligations Emprunt 4 1/2 %, 1952 à 10 ans	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	90 %
Obligations Emprunt 4 1/2 %, 1952-1964, à 12 ans	90 %	Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1942)	90 %	Obligations 3 1/2 % de l'Assainissement Monétaire 2 ^e série	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 20 ans au plus (1948)	90 %	Autres effets publics	80 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944)	90 %	Certificats de trésorerie spéciaux U.E.P.	50 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947)	90 %		

II. — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

Epoques	Banques — Comptes de dépôts à *					Caisse générale d'Epargne (dépôts sur livrets)		
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusqu'à 75.000 fr.	75.001 à 150.000 fr.	au delà de 150.000 fr.
1952 Moyenne	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1953 Moyenne	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1953 Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50

* Moyenne de quatre banques.

III. — L'argent au jour le jour
(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés		
	par des organismes compensateurs		Total	par des organismes non compensateurs	en compensation	hors compensation
	Banques de dépôts	Autres organismes				
1951	2.034	772	2.806	2.578	2.788	2.596
1952	2.398	754	3.152	2.645	3.115	2.682
1953	2.378	694	3.072	2.319	2.996	2.395
1953 Octobre ...	2.530	542	3.072	1.894	3.061	1.905
Novembre .	2.204	754	2.958	2.589	2.949	2.598
Décembre .	2.717	950	3.667	2.466	3.568	2.565
1954 Janvier ...	2.398	950	3.348	2.021	3.330	2.039
Février ...	2.386	791	3.177	2.478	3.177	2.478
Mars	2.773	540	3.313	3.025	3.313	3.025
Avril :	2.305	873	3.178	2.398	3.139	2.437
Mai						
14 au 20 ...	2.542	485	3.027	2.717	3.027	2.717
21 au 26 ...	2.298	447	2.745	2.699	2.745	2.699
28 au 2/6 .	2.231	48	2.279	2.260	2.279	2.260
Juin						
3 au 10 ...	2.142	44	2.186	2.296	2.186	2.296
11 au 17 ...	2.528	124	2.652	2.219	2.652	2.219
18 au 24 ...	2.387	154	2.541	1.775	2.541	1.775

1 Notamment le Crédit Communal de Belgique et la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

2 Notamment la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et l'Office National de Sécurité Sociale.

3 Notamment l'Institut de Réescote et de Garantie et l'Office National du Dueroire.

4 Notamment le Fonds des Rentes et l'Office Central de Crédit hypothécaire.

Cours des métaux précieux ¹

Moyennes journalières	Londres ¹	Bombay ³	
	Or en sh. et d. par oz. fin	Or Conversion en sh. et d. par oz. fin	Argent Conversion en pence par oz. fin
1952		364/0	78
1953		345/9	75
1953 Mars ...		347/6	72
Avril		348/0	76
Mai		349/6	78
Juin		362/5	76
Juillet		350/0	74
Août		350/5	74
Septembre		347/9	74
Octobre ...		327/6	78
Novembre .		330/3	73
Décembre .		326/6	73
1954 Janvier ...		333/9	75
Février ...		347/5	78
Mars	248/4½ ²	356/0	79
Avril	248/8½	371/9	82
Mai	248/10½	365/6	79

¹ Prix de l'oz. d'or fin : 10) à New-York : 35 \$ depuis le 1er février 1934; 20) à Londres : 248 sh. du 18 sept. 1949 au 19 mars 1954. — Réouverture du marché libre de l'or le 22 mars 1954.

² Moyenne du 22 au 31 mars 1954.

³ Cotations originales en roupies et annas respectivement par fine tola et par 100 fine tolas.

MARCHE DES CHANGES

I. — Cours officiels, au 31 mai 1954, fixés par la Banque Nationale de Belgique en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1^{er} mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil
(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)
(francs belges)

10¹

Devises	Cours contractuel ou moyen	Transferts	
		Cours acheteur	Cours vendeur
100 francs congolais	—	100,—	100,—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—
100 couronnes tchécoslovaques	694,44225	692,50	696,50

II. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles
(francs belges)

10²

Moyennes	1 franc suisse	1 \$ U.S.A.	100 francs français	1 \$ canadien	1 Livre Sterling	100 Escudos	1 fl. P. B.	1 Cr. suéd.	1 Cr. dan.	1 D. M.	1 Cr. norv.
1952	11,45	50,29	14,27	51,38	139,86	173,98 ¹					
1953	11,47	49,96	14,27	50,81	140,14	174,04	13,19 ²	9,67 ³	7,24 ⁴	11,97 ⁵	6,99 ⁶
1953 Mars	11,45	50,05	14,22	50,90	140,38	174,05	13,16	9,66	—	—	—
Avril	11,45	50,04	14,23	50,88	140,39	174,05	13,16	9,67	—	—	—
Mai	11,45	49,95	14,22	50,25	140,15	174,05	13,19	9,67	7,24 ⁷	11,94	—
Juin	11,47	49,98	14,24	50,27	139,98	174,05	13,21	9,65	7,24	11,96	—
Juillet	11,49	49,96	14,30	50,35	140,01	174,05	13,23	9,65	7,24	11,97	—
Août	11,51	49,97	14,35	50,55	140,13	174,05	13,25	9,69	7,24	11,98	—
Septembre ...	11,51	49,85	14,34	50,64	140,05	174,03	13,20	9,69	7,24	11,98	—
Octobre	11,50	49,83	14,29	50,72	140,11	174,04	13,18	9,71	7,23	11,98	—
Novembre	11,48	49,85	14,30	50,99	140,24	174,05	13,17	9,70	7,23	11,97	—
Décembre	11,45	49,87	14,28	51,26	140,00	174,05	13,17	9,66	7,22	11,97	6,99 ⁶
1954 Janvier	11,46	49,95	14,29	51,34	139,92	174,08	13,18	9,65	7,23	11,97	6,99
Février	11,45	49,91	14,25	51,62	139,76	174,07	13,16	9,63	7,21	11,94	6,99
Mars	11,47	50,18	14,24	51,71	139,99	174,05	13,16	9,63	7,21	11,95	7,00
Avril	11,50	50,32	14,27	51,23	140,62	174,04	13,20	9,66	7,23	11,97	7,03
Mai	11,49	50,22	14,27	51,03	140,65	174,04	13,22	9,67	7,23	11,96	7,03

¹ Moyenne du 7 juillet au 31 décembre 1952. — ² Moyenne du 26 janvier au 31 décembre 1953. — ³ Moyenne du 23 février au 31 décembre 1953. — ⁴ Moyenne du 18 mai au 31 décembre 1953. — ⁵ Moyenne du 4 mai au 31 décembre 1953. — ⁶ Moyenne du 14 au 31 décembre 1953. — ⁷ Moyenne du 18 au 29 mai 1953.

MARCHE DES CAPITAUX

I. — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

Désignation des titres	Cotation pour	Cours au				
		1er février 1954	1er mars 1954	1er avril 1954	8 mai 1954	1er juin 1954
I. — Dette intér. dir. de l'Etat Belge (Intérêts à bonif.)						
Dette 3 1/2 %, 1937 ^{1 2}	100,—	80,65	80,85	81,10	81,40	81,55
Dette 3 1/2 %, 1943 ^{1 2}	100,—	80,—	80,30	80,60	81,05	81,55
Empr. de l'Assain. mon., 2 ^e série (pair), 3 1/2 % ²	100,—	100,—	100,—	100,—	100,50	100,40
Empr. de l'Assain. mon., 2 ^e série (impair), 3 1/2 % ²	100,—	99,75	99,90	100,10	100,10	100,15
Dette unifiée 4 % ^{1 2}	100,—	92,60	92,25	92,55	92,50	93,—
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 ²	100,—	90,45	90,25	90,30	90,45	90,55
Emprunt 4 1/2 %, 1951 ²	100,—	99,25	98,80	99,15	99,10	99,50
Emprunt 4 1/2 %, 1952, à 10 ans ²	100,—	99,80	99,35	99,75	99,45	99,95
Emprunt 4 1/2 %, 1952-1964, à 12 ans ²	100,—	98,70	98,35	98,70	98,50	99,05
Emprunt 4 1/2 %, 1953, à 20 ans ²	100,—	98,50	98,30	98,25	98,70	98,70
Emprunt 4 1/2 %, 1953-1968, à 15 ans ²	100,—	98,—	98,—	98,—	98,10	98,50
Certif. de Trés. à 15 ans au plus, 3 1/2 %, 1942, 1 ^{re} série ^{1 2}	100,—	112,50	112,90	112,90	113,10	113,40
Certif. de Trés. à 20 ans au plus, 3 1/2 %, 1943, 1 ^{2 3}	100,—	105,75	105,80	106,—	106,10	106,50
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 ²	100,—	105,10	105,10	105,10	104,85	105,20
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 ²	100,—	107,50	107,20	107,05	107,10	107,70
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 ²	100,—	101,85	101,—	101,30	101,20	101,45
Certif. de Trés. à 5 ans, 4 % 1954 ²	100,—	—	—	—	—	100,75
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	500,—	502,—	501,—	501,—	501,—
Emprunts à lots 1941 (4 % depuis 1951)	1.000,—	986,—	982,—	976,—	977,—	983,—
Emprunts à lots 1953 (2 %, 5 % dès 1967)	1.000,—	999,—	1.000,—	1.000,—	1.000,—	1.000,—
II. — Dette indir. et dette gar. par l'Etat (Int. à bon.)						
Dommages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	507,—	507,—	504,—	506,—	506,—
Empr. de la Reconstr. 1 ^{re} tr. 1947 (2 %, 5 % dès 1957) ²	1.000,—	1.000,—	1.000,—	1.000,—	1.000,—	1.001,—
Empr. de la Reconstr. 2 ^e tr. 1949 (2 %, 5 % dès 1958) ²	1.000,—	1.008,—	1.015,—	1.015,—	1.010,—	1.010,—
Empr. de la Reconstr. 3 ^e tr. 1950 (2 %, 5 % dès 1960) ²	1.000,—	1.031,—	1.028,—	1.026,—	1.026,—	1.027,—
Soc. Nat. Ch. de fer belges (tr. belge), act. priv. 4 % ^{1 2}	500,—	468,—	469,—	469,—	480,—	491,—
Régie des Télégr. et Téléph. à 10 ans, 4 1/2 %, 1952, 2 ^e s. ²	100,—	100,25	100,—	100,—	100,05	100,30
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 1/2 %, 1953, 1 ^{re} s. ²	100,—	98,95	98,80	98,85	98,75	99,—
Régie des Télégr. et Téléphones à 15 ans 4 1/2 %, 1953 2 ^e s. ²	100,—	98,40	98,30	98,40	98,15	98,50
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 1/2 %, 1952-1962 ²	100,—	100,20	99,70	100,25	100,40	100,35
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 1/2 %, 1953-1965 ²	100,—	99,20	99,—	98,95	99,10	99,25
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 1/2 %, 1954-1972 ²	100,—	—	—	—	98,—	98,05
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 1/2 %, 1951 ²	100,—	100,40	99,95	100,15	100,10	100,50
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 1/2 %, 1952, 2 ^e s. ²	100,—	100,20	99,80	100,20	100,05	100,25
III. — Dette directe de la Colonie.						
Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888 ...	100,—	226,—	230,—	235,—	241,—	245,—
Intérêts à bonifier :						
Dette coloniale 1936, 4 %	100,—	93,95	93,85	93,85	93,90	93,85
Dette coloniale 1950-60, 4 % ²	100,—	100,45	100,10	100,—	99,30	99,—
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 ²	100,—	103,80	103,50	103,35	102,65	102,55

¹ Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944. — ² Titres créés après le 6 octobre 1944. — ³ Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.

II. — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

15¹

Source : Institut National de Statistique.

Dates	Indice général	Assur., banq., soc. à portef.	Entr. immob., hypoth. et hôtel	Chemin de fer et transport par eau	Tramw., Chem. de fer vicinaux et transports	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entr. de gaz et d'électricité	Distribution d'eau	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verreries	Industrie de la construction	Ind. textiles et soieries	Entreprises coloniales	Plantations	Alimentation	Industries diverses
Indices par rapport aux cours du mois précédent																				
1954 3 mai	107	104	101	104	103	102	105	115	109	103	108	105	113	106	105	102	109	112	101	103
1er juin ...	103	104	104	102	101	108	103	106	105	105	100	97	102	102	101	99	104	90	103	97
Indices par rapport à la période 1936 à 1938																				
1953 1er juin ...	232	247	116	299	71	103	194	42	193	233	159	224	75	80	202	149	458	57	136	268
1er juill. ...	236	252	118	298	71	107	194	41	192	247	163	224	79	86	205	152	469	56	137	284
3 août	244	265	124	307	73	114	202	41	195	259	169	242	78	85	223	150	472	59	139	297
1er sept. ...	242	262	134	309	77	112	208	43	193	259	169	247	83	86	219	150	466	58	141	289
1er oct. ...	236	253	135	304	75	112	207	42	183	248	161	237	83	92	215	149	456	54	142	274
3 nov.	241	264	136	299	75	117	211	42	182	257	167	227	84	101	220	152	469	51	143	281
1er déc. ...	242	265	132	306	75	117	212	43	183	258	169	228	77	95	226	160	472	54	146	277
1954 4 janv. ...	242	273	131	318	78	119	217	44	183	250	171	223	79	93	229	155	464	51	148	277
1er févr. ...	247	277	132	319	79	125	226	47	189	260	189	215	77	95	238	158	472	52	151	285
1er mars ...	245	269	132	328	78	131	221	47	184	272	187	201	75	102	239	157	474	53	152	276
1er avril ...	255	279	137	331	75	130	220	46	181	298	188	197	77	98	244	151	512	56	154	304
3 mai	272	291	139	345	77	133	230	53	198	307	203	206	87	104	255	154	558	63	156	313
1er juin ...	280	302	144	351	78	143	236	56	207	322	204	200	89	106	258	153	579	57	161	305

III. — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

15²

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

Périodes	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1952	250	159	150	14.790	19.644	14.949	19.794
1953	248	135	130	12.484	16.443	12.619	16.573
1953 Mai	17	10	10	809	1.082	819	1.092
Juin	22	12	12	1.011	1.341	1.023	1.353
Juillet	21	12	12	1.090	1.742	1.102	1.754
Août	21	10	10	922	1.262	932	1.272
Septembre ...	22	10	10	966	1.306	976	1.316
Octobre	22	13	13	1.108	1.303	1.121	1.316
Novembre ...	19	10	10	988	1.210	998	1.220
Décembre	22	11	10	967	1.155	978	1.165
1954 Janvier	20	10	9	1.144	1.226	1.154	1.235
Février	20	11	10	1.401	1.609	1.412	1.619
Mars	23	12	11	1.766	2.550	1.778	2.561
Avril	20	9	9	1.615	2.114	1.624	2.123
Mai	19	12	12	1.677	2.485	1.689	2.497

IV. — RENDEMENT DES TITRES A REVENU FIXE

16

1. — Dette unifiée et emprunts remboursables globalement à date fixe

Début de mois	Dette unifiée 4 %	Emprunts remboursables globalement à date fixe																	
		Echéance de 1 à 5 ans								Echéance de 5 à 10 ans				Echéance de 10 à 20 ans					
		Etat		Paraétatiques		Villes		Sociétés		Etat		Paraétatiques		Villes		Etat		Sociétés	
		3 1/2 %	4 %	4 %	4 1/2 %	4 %	4 1/2 %	4 %	4 1/2 %	4 %	4 %	4 1/2 %	4 1/2 %	4 %	4 %	4 1/2 %	4 %	4 %	4 1/2 %
1953 Avril	4,43	3,99	3,75	4,13	4,22	4,59	4,60	6,72	5,35	4,58	4,67	4,78	4,94	4,51	5,61	5,36			
Mai	4,42	3,82	3,81	4,07	4,13	4,51	4,53	6,37	5,04	4,52	4,64	4,72	4,90	4,49	5,34	5,37			
Juin	4,41	3,75	4,10	4,19	4,18	4,43	4,44	6,04	5,27	4,59	4,68	4,72	4,86	4,51	5,52	5,44			
Juillet	4,40	3,62	4,—	3,88	4,27	4,28	4,70	6,28	5,36	4,55	4,60	4,71	4,83	4,51	5,31	5,44			
Août	4,39	3,61	3,88	4,01	4,37	4,16	4,65	5,90	5,22	4,54	4,58	4,65	4,80	4,51	5,32	5,36			
Septembre	4,38	3,71	3,65	3,96	4,35	4,16	4,65	6,—	5,18	4,40	4,58	4,63	4,81	4,51	5,14	5,39			
Octobre	4,37	3,80	3,64	3,94	4,34	4,16	4,61	6,22	5,27	4,16	4,59	4,63	4,81	4,52	5,34	5,34			
Novembre	4,36	3,81	3,98	3,94	4,30	4,21	4,62	6,37	5,35	4,57	4,60	4,66	4,80	—	5,30	5,32			
Décembre	4,35	3,93	3,85	3,57	4,18	4,16	4,48	6,71	5,31	4,51	4,49	4,59	4,72	—	5,15	5,25			
1954 Janvier	4,33	3,84	3,74	3,29	4,10	4,03	4,32	6,63	4,97	4,49	4,46	4,55	4,67	—	5,02	5,28			
Février	4,32	3,65	3,34	3,78	3,88	3,96	4,01	6,81	5,16	4,38	4,32	4,50	4,54	—	4,85	5,26			
Mars	4,34	3,60	3,52	3,94	3,94	3,96	4,15	6,82	5,26	4,47	4,41	4,57	4,59	—	4,91	5,37			
Avril	4,32	3,58	3,40	3,62	3,84	3,94	4,07	7,35	4,69	4,43	4,36	4,49	4,58	—	5,03	5,35			
Mai	4,32	3,56	3,79	3,58	3,68	3,95	4,06	7,19	5,04	4,44	4,36	4,44	4,58	—	5,02	5,35			
Juin	4,30	3,57	3,72	3,21	3,65	3,96	4,03	7,11	5,19	4,40	4,22	4,42	4,54	—	4,78	5,35			

2. — Emprunts amortissables par annuités et emprunts à lots

Début de mois	Emprunts amortissables par annuités												Emprunts à lots					
	Echéance de 1 à 5 ans		Echéance de 5 à 10 ans				Echéance de 10 à 20 ans				Echéance à plus de 20 ans		Echéance à plus de 20 ans					
	Sociétés		Villes		Sociétés		Colonie		Paraétatiques		Villes		Sociétés		Dette directe de l'Etat		Dette indirecte de l'Etat	
	4 1/2 %	5 %	4 %	4 %	4 1/2 %	5 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %		
1953 Avril	5,20	6,23	4,83	6,06	4,83	4,74	4,57	5,28	5,50	5,95	4,96	5,11	4,79	5,35				
Mai	4,98	6,37	4,81	6,—	4,65	4,76	4,47	5,21	5,47	5,71	4,86	5,03	4,79	5,37				
Juin	5,14	6,47	5,16	6,02	4,86	4,76	4,50	5,14	5,43	5,67	4,83	5,01	4,78	5,33				
Juillet	4,55	5,54	5,23	5,87	4,74	4,54	4,50	5,11	5,29	5,65	4,77	4,98	4,76	5,28				
Août	4,62	6,19	5,30	5,76	4,44	4,42	4,50	5,08	5,02	5,66	4,76	4,93	4,73	5,27				
Septembre	4,66	6,64	5,16	5,95	4,64	4,68	4,50	4,99	4,99	5,49	4,76	4,92	4,70	5,28				
Octobre	4,99	7,70	5,03	5,90	4,64	4,48	4,50	4,93	4,95	5,34	4,74	4,89	4,70	5,27				
Novembre	4,66	7,11	5,—	5,78	4,65	4,68	4,51	4,91	4,93	5,36	4,73	4,89	4,67	5,31				
Décembre	4,81	—	4,99	5,81	4,72	4,99	4,51	4,91	4,91	5,36	4,71	4,87	4,63	5,24				
1954 Janvier	4,70	7,55	4,97	5,88	4,70	4,92	4,51	4,90	4,90	5,39	4,72	4,88	4,58	5,12				
Février	4,81	7,69	4,96	5,60	4,67	4,69	4,53	4,90	4,89	5,32	4,71	4,87	4,54	5,14				
Mars	5,02	8,25	4,96	5,74	4,68	4,51	4,54	4,90	4,89	5,48	4,71	4,86	4,54	5,21				
Avril	4,37	7,18	4,94	5,68	4,64	4,63	4,54	4,90	4,90	5,51	4,70	4,86	4,55	5,23				
Mai	4,74	7,32	4,90	5,84	4,69	4,76	4,53	4,91	4,89	5,50	4,69	4,86	4,53	5,20				
Juin	4,79	7,62	4,88	5,83	4,63	4,81	4,54	4,89	4,90	5,63	4,68	4,86	4,49	5,16				

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation d'avril 1953, p. 231.

Tableau rétrospectif

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Constitutions de sociétés			Augmentations de capital				Emissions d'obligations		Ensemble des émissions	Primes d'émission	Libération sans espèces		Emissions nettes
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Montant nominal	Montant nominal		1	2	
1951	1.836	1.425	1.260	799	5.805	6.196	5.731	91	2.483	10.104	113,1	1.348	3.876	4.363
1952	2.165	1.640	1.401	1.235	14.251	16.407	15.698	72	3.476	21.523	41,4	1.386	13.666	5.541
1953 p	2.209	1.736	1.546	647	6.365	2.924	2.593	27	875	5.535	19,5	1.713	1.288	2.032
1953 Février	216	143	139	25	163	362	350	1	20	525	—	408	17	83
Mars	214	129	113	65	169	208	168	2	80	417	0,1	102	64	195
Avril	187	166	158	46	868	266	253	6	217	649	—	151	200	277
Mai	140	88	80	59	704	294	210	1	50	432	0,1	67	106	167
Juin	185	109	93	62	292	190	185	1	6	305	—	82	77	125
Juillet	181	267	243	42	183	135	110	2	55	457	—	230	49	129
Août	111	74	71	29	83	65	63	1	10	149	—	64	4	76
Septembre ...	170	107	99	34	64	67	64	2	30	204	—	101	12	80
Octobre	195	171	131	60	126	131	122	2	140	442	—	83	64	246
Novembre	138	69	55	61	631	336	226	3	90	495	1,2	51	112	209
Décembre ...	256	237	206	126	3.010	825	801	2	22	1.084	18,1	257	562	228
1954 Janvier p		174	153			257	241		—	431	—	115	47	232
Février p		146	126			149	92		25	320	—	129	20	94
Mars p		217	180			138	127		165	520	—	170	44	258
Avril p		131	113			566	518		165	862	—	153	338	305

A. — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)

B. — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)

1951	181	2.836	1.779	62	1.524	1.673	1.411	2	70	4.579	10,7	1.181	564	1.526
1952	279	1.187	835	110	6.417	6.182	5.093	5	212	7.581	46,6	1.806	2.570	1.811
1953 p	237	1.008	750	101	3.027	2.184	1.479	3	105	3.297	8,1	309	227	1.806
1952 Octobre	25	52	49	7	68	29	29	—	—	81	—	33	12	33
Novembre	14	37	27	6	3.052	2.024	2.014	—	—	2.061	—	14	2.000	27
Décembre	17	24	22	8	57	487	487	—	—	511	—	152	316	41
1953 Janvier	15	35	28	13	276	258	258	—	—	293	7,7	37	112	145
Février	20	62	54	5	267	83	70	—	—	145	0,3	4	—	121
Mars	22	87	57	6	27	21	21	—	—	108	—	22	9	47
Avril	17	97	82	6	142	159	42	—	—	256	—	30	2	92
Mai	14	18	14	9	561	148	148	—	—	166	—	8	28	126
Juin	21	169	145	6	482	201	63	2	70	440	—	40	8	230
Juillet	30	204	109	10	209	161	127	1	35	400	—	42	55	174
Août	17	75	35	8	123	134	124	—	—	209	—	14	—	145
Septembre ...	13	61	43	4	27	30	13	—	—	91	—	12	—	44
Octobre	24	76	64	10	121	55	53	—	—	131	—	54	—	63
Novembre	16	25	23	18	698	803	475	—	—	828	—	15	13	470
Décembre ...	28	100	96	6	95	130	85	—	—	230	—	33	—	148

1 Non comprises dans les montants libérés.

2 Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

3 Compris dans les augmentations de capital.

4 Comprendent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations sans espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

174

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Classification	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			Emissions d'obligations			Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces		Dissolutions		Réduction de capital Montant	
	anonymes et en command. par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature	Incorporations de réserves	Liquidations		Fusions
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale													

1. — selon le lieu où s'exerce leur activité

DECEMBRE 1953

Belgique	83	170,0	141,2	173	67,4	65,0	125	2.990,1	805,0	781,2	2	21,8	—	18,1	256,6	542,6	128,5	46,0	200,7
Etranger	—	—	—	—	—	—	1	20,0	20,0	20,0	—	—	—	—	—	20,0	—	—	—
Totaux.....	83	170,0	141,2	173	67,4	65,0	126	3.010,1	825,0	801,2	2	21,8	—	18,1	256,6	562,6	128,5	46,0	200,7

2. — selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins ...	61	24,5	19,2	158	41,3	40,0	54	36,0	25,3	22,3	—	—	—	0,2	41,4	5,4	26,0	—	3,9
de 1 à 5 millions	16	43,0	40,1	15	26,1	25,0	44	142,3	126,9	116,8	1	1,8	—	—	76,8	55,6	36,5	—	15,2
de 5 à 10 millions	4	32,5	21,8	—	—	—	15	1.785,0	121,1	110,4	—	—	—	17,9	46,9	16,5	16,0	26,0	9,0
de 10 à 20 millions	1	20,0	10,1	—	—	—	6	104,4	94,5	94,5	1	20,0	—	—	—	94,5	—	20,0	27,5
de 20 à 50 millions	1	50,0	50,0	—	—	—	4	95,0	111,6	111,6	—	—	—	—	91,5	45,0	50,0	—	—
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	1	189,4	75,6	75,6	—	—	—	—	—	75,6	—	—	145,1
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	2	658,0	270,0	270,0	—	—	—	—	—	270,0	—	—	—
Totaux.....	83	170,0	141,2	173	67,4	65,0	126	3.010,1	825,0	801,2	2	21,8	—	18,1	256,6	562,6	128,5	46,0	200,7

VI. — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE ¹

18

(Emissions publiques à long et moyen terme)

Périodes	en Belgique	à l'étranger
	(millions de francs)	(millions)
1952	23.760	\$ U.S. 50 fr. cong. 100
1953	20.996	fr. s. 50 fr. cong. 265 fr. s. 60
1953 Mai	—	—
Juin	4.570	—
Juillet	500	—
Août	150	—
Septembre ..	1.500	—
Octobre ...	6.901	—
Novembre .	475	fr. s. 60
Décembre .	400	—
1954 Janvier ...	1.500	—
Février ...	11.514	—
Mars	1.574	—
Avril	2.220	—
Mai	1.400	—

VII. OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

19

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

Périodes	Dépenses extraordinaires		Dépenses ordinaires
	Prélèvements sur comptes ²	Remboursements nets	Avances nettes
	(millions de francs)		
1952 Moyenne ...	409	72	276
1953 Moyenne ...	415	57	233
1953 Avril	314	14	226
Mai	423	22	263
Juin	457	11	329
Juillet	419	10	245
Août	447	23	105
Septembre .	372	—	210
Octobre ...	564	18	116
Novembre .	465	68	150
Décembre .	424	12	240
1954 Janvier ...	370	688	268
Février ...	432	14	269
Mars ...	509	25	335
Avril	288	18	272

VIII. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES ³

20

Périodes	Montant selon droits d'inscription perçus
	(millions de francs)
1952 Moyenne ...	1.267
1953 Moyenne ...	1.466
1953 Avril	1.249
Mai	1.379
Juin	1.526
Juillet	1.850
Août	1.496
Septembre .	1.561
Octobre ...	1.774
Novembre .	1.286
Décembre .	1.669
1954 Janvier ...	1.458
Février ...	1.334
Mars	1.566
Avril	1.710

¹ Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie). — ² Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat. — ³ Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

FINANCES PUBLIQUES

I. — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

25¹

(millions de francs)

Fin de mois	Dettes consolidées				Dettes à moyen terme 3			Dettes à court terme 4			Avoirs des partic. en C.C.P.	Dettes totales 1 5
	intérieure			extérieure 1 2	intérieure	extérieure 2	totale	intérieure 5	extérieure 2	totale		
	directe	indirecte	totale									
1953 Mars	119.694	8.687	128.381	14.561	32.006	3.073	35.079	72.102	4	72.106	19.721	269.848
Avril	121.009	8.678	129.687	14.567	31.808	3.068	34.876	71.549	4	71.553	19.315	269.998
Mai	122.192	8.673	130.865	14.562	31.525	3.074	34.599	72.146	599	72.745	19.792	272.563
Juin	124.931	8.660	133.591	14.449	31.402	2.825	34.227	69.486	1.610	71.096	20.667	274.030
Juillet	124.839	8.656	133.495	14.441	31.362	2.825	34.187	69.714	2.786	72.500	20.486	275.109
Août	124.736	8.656	133.392	14.515	32.378	2.823	35.201	69.551	4.358	73.909	20.361	277.378
Septembre	124.632	8.648	133.280	14.481	32.975	2.817	35.792	69.115	4.351	73.466	20.914	277.933
Octobre	131.401	8.639	140.040	14.580	32.759	2.818	35.577	64.600	4.552	69.152	20.346	279.695
Novembre	130.992	8.632	139.624	14.612	33.996	2.817	36.813	64.532	4.549	69.081	20.528	280.658
Décembre	130.564	8.624	139.188	14.578	33.098	2.567	35.665	66.732	4.543	71.275	21.223	281.929
1954 Janvier	129.315	8.600	137.915	14.606	32.897	2.570	35.467	69.615	4.545	74.160	19.945	282.093
Février	138.124	8.593	146.717	14.636	31.327	2.572	33.899	68.510	4.547	73.057	19.241	287.550
Mars	140.614	8.586	149.200	14.670	30.687	2.584	33.271	65.571	4.559	70.130	20.071	287.342
Avril	140.493	8.576	149.069	14.687	29.564	2.591	32.155	69.875	4.567	74.442	19.791	290.144
Mai	140.387	8.565	148.952	14.616	30.619	4.059	34.678	68.887	4.808	73.695	19.470	291.411

¹ Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918. — ² Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. — ³ Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an. — ⁴ Certificats à un an d'échéance au plus. — ⁵ Non compris la Dotation des Combattants.

II. — AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

25²

(millions de francs)

Fin de mois	A 120 jours au maximum	A plus de cinq ans		Total
	Certificats de trésorerie 1	Créance consolidée sur l'Etat 2	Effets publics nationaux 3	
1950 Septembre	2.881	34.939	1.079	38.899
Décembre	4.136	34.939	1.077	40.152
1951 Mars	555	34.860	1.093	36.508
Juin	1.222	34.860	1.172	37.254
Septembre	2.949	34.860	1.188	38.997
Décembre	6.529	34.860	1.221	42.610
1952 Mars	7.178	34.763	1.269	43.210
Juin	8.865	34.763	1.435	45.063
Septembre	8.953	34.763	1.475	45.191
Décembre	6.260	34.763	1.478	42.501
1953 Mars	7.819	34.660	1.565	44.044
Juin	6.009	34.660	1.653	42.322
Septembre	8.965	34.660	1.678	45.303
Décembre	8.040	34.660	1.678	44.378
1954 Mars	5.449	34.660	1.781	41.890

¹ Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 18 de la loi organique de la B.N.B. — ² Art. 3, § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la B.N.B. — ³ Art. 14 de la loi organique de la B.N.B.

III. — APERÇU DE L'EXECUTION DES BUDGETS (sans distinction d'exercice)

25³

Source : *Moniteur belge*.

(du 1^{er} janvier au 31 mars 1954)

Recettes	millions de francs	Dépenses	millions de francs
<i>Voies et moyens :</i>		<i>Dépenses ordinaires :</i>	
Impôts	17.413	Dettes publiques	2.375
Taxes, péages et redevances	701	Pensions	2.867
Revenus patrimoniaux	500	Dotations	133
Remboursements	204	Non-valeurs et remboursements	265
Produits divers	126	Administration { rémunérations	5.212
Impôts d'assainissement monétaire	195	générale { matériel	1.818
Recettes résultant de la guerre	484	Subventions	6.333
		Travaux	383
		Autres dépenses	1.127
		Dépenses résultant de la guerre	252
Total...	19.623	Total...	20.765
<i>Recettes extraordinaires :</i>		<i>Dépenses extraordinaires :</i>	
Diverses	584	Service de la dette publique	1.118
Produits de l'emprunt d'assainiss. mon.	1	Crédits relatifs aux avances	317
Produits d'emprunts consolidés	11.555	Crédits relatifs aux participations	120
Impôts d'assainissement monétaire	—	Crédits relatifs { immob. nouv. ...	2.924
		aux immobilis. { rest. du dom. pub.	488
		Autres dépenses	—
		Investissements par l'aide Marshall ...	3
		Contrepartie de l'aide E.R.P. 1950/1951	260
Total...	12.140	Total...	5.230
TOTAL GENERAL...	31.763	TOTAL GENERAL...	25.995
		Boni...	+ 5.768

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

Périodes	Contributions directes 1	Douanes et Accises	Enregistrement	Recettes globales 1	Recettes globales cumulatives depuis janvier 1
1952 Moyenne mensuelle	2.730	1.140	2.070	5.940	—
1953 Moyenne mensuelle	2.568	1.081	1.997	5.646	—
1953 Février	2.121	990	1.966	5.077	12.394
Mars	2.268	1.125	1.901	5.294	17.688
Avril	2.261	1.092	1.957	5.310	22.998
Mai	2.967	1.015	1.916	5.898	28.896
Juin	2.730	1.068	1.939	5.737	34.633
Juillet	4.748	1.129	2.069	7.946	42.579
Août	1.877	1.029	1.893	4.799	47.378
Septembre	1.562	1.147	1.940	4.649	52.027
Octobre	1.883	1.144	2.088	5.115	57.142
Novembre	1.985	1.083	2.232	5.300	62.442
Décembre	2.000	1.175	2.129	5.304	67.746
1954 Janvier	4.202	1.022	1.964	7.188	7.188
Février	2.046	995	1.842	4.883	12.071
Mars	2.114	1.202	2.026	5.342	17.413
Avril	2.861	1.116	1.978	5.955	23.368

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 30 avril 1954 pour les exercices 1953 et 1954

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	Exercice 1953		Exercice 1954		Avril 1954
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exerc. 1954
I. Contributions directes 1	31.581	32.962	5.081	4.834	1.494
II. Douanes et accises	13.210	12.934	4.000	3.981	1.116
dont douanes	4.381	4.200	1.508	1.445	389
accises	7.913	8.578	2.174	2.485	654
taxes spéciales de consommat.	670		229		52
III. Enregistrement	23.958	24.035	7.804	8.196	1.977
dont enregistrement	2.353	2.370	789	773	226
successions	1.126	925	324	310	89
timbres et taxes assimilées	20.201	20.500	6.586	6.990	1.634
Total 1 ...	68.749	69.931	16.885	17.011	4.587
Différence par rapport aux éval. budgét.	— 1.182		— 126		

1 Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

REVENUS ET EPARGNE

I. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

30³

Tableau rétrospectif *

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividende brut mis en paiement	Dettes obligatoires ¹	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéficiaire	en perte			bénéfice	perte			
1952 ²	12.118	9.293	2.825	117.894	88.757	24.715	1.026	12.988	29.747 ³	1.259
1953	12.845	9.072	3.773	135.763	86.828	23.613	2.031	13.155	29.763 ³	1.318
1952 Octobre	630	456	174	9.029	7.103	1.669	103	1.026	2.392	105
Novembre ...	348	258	90	11.542	7.813	2.166	48	1.322	2.229	99
Décembre ...	322	235	87	4.401	3.814	720	59	315	2.668	123
1953 Janvier	108	79	29	2.274	1.069	191	20	118	3.266	150
Février	146	109	37	442	972	290	10	38	2.521	112
Mars	1.546	1.145	401	11.315	9.485	1.980	211	1.114	2.242	98
Avril	2.510	1.824	686	23.937	13.811	3.065	350	1.935	2.790	123
Mai	2.355	1.721	634	29.853	20.468	5.513	417	2.821	2.064	89
Juin	1.240	889	351	19.882	13.196	3.584	176	1.902	2.200	96
Juillet	515	380	135	13.060	6.006	4.708	83	2.787	2.922	131
Août	201	141	60	1.479	1.251	197	47	134	2.001	81
Septembre ...	290	197	93	1.914	1.552	231	34	101	2.351	103
Octobre	562	413	149	10.870	6.343	1.423	165	878	2.378	105
Novembre ...	311	223	88	10.092	6.127	1.282	77	915	2.254	101
Décembre ...	309	220	89	5.662	3.693	559	70	279	2.775	128

* Les chiffres de 1953 sont provisoires.

¹ En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

² Déduction faite des doubles emplois.

³ Au 31 décembre.

II. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

31

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne¹ (épargne pure)

(millions de francs)

Périodes	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période
1952 Moy. mens.	1.080	677	403	40.748 ²
1953 Moy. mens.	1.100	807	293	45.493 ²
1953 Mars	1.167	830	337	42.298
Avril	989	920	69	42.367
Mai	934	854	80	42.447
Juin	1.056	951	105	42.552
Juillet	1.242	843	399	42.951
Août	1.044	746	298	43.249
Septembre .	1.017	800	217	43.466
Octobre ...	1.078	847	231	43.697
Novembre .	953	693	260	43.957
Décembre .	1.283	973	310	45.493 ²
1954 Janvier . p	1.437	685	752	46.245
Février . p	1.109	760	349	46.594
Mars ... p	1.075	961	114	46.708
Avril ... p	1.009	963	46	46.754
Mai p	980	943	37	46.791

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite *

(millions de francs)

Périodes	Travailleurs manuels			Employés (Lois des 10-8-1925 et 18-6-1930)	Totaux
	Loi du 16-3-1865	Loi du 15-12-1937			
		Versements obligat.	Versements facultat.		
1951 Moy. mens.	3,0	34,6	12,8	23,2	73,6
1952 Moy. mens.	3,2	35,5	13,3	26,1	78,1
1952 Août	2,4	37,1	12,7	25,4	77,6
Septembre .	3,0	35,5	13,5	25,9	77,9
Octobre ...	3,9	34,9	12,4	27,2	78,4
Novembre .	2,2	34,4	12,8	26,2	75,6
Décembre .	3,2	34,2	14,5	26,5	78,4
1953 Janvier ...	3,1	38,1	14,4	26,5	82,1
Février ...	4,8	34,6	13,2	25,7	78,3
Mars	3,6	37,7	14,1	26,4	81,8
Avril	3,5	34,6	12,6	26,4	77,1
Mai	4,0	39,4	13,7	25,5	82,6
Juin	4,1	33,8	13,0	26,8	77,7
Juillet ...	4,2	36,1	12,9	26,5	79,7
Août	3,6	37,9	13,2	25,8	80,5
Septembre .	3,5	35,5	13,5	25,9	78,4
Octobre ...	4,9	37,1	13,1	28,7	83,8

* Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 211,8 millions de francs en 1951, 228,7 millions de francs (montant provisoire) en 1952 et 227,3 millions de francs (montant provisoire) en 1953. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs).

¹ Y compris les livrets des prisonniers de guerre. Nombre de livrets au 31 décembre 1951 : 7.122.116 et au 31 décembre 1952 : 7.223.062.

² Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice.

Périodes	Indice général	Indices par industries																							
		Cokeries	Carières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verreries	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transports			Gaz et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques ¹	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer ²	Ensemble ²	
a) Indice des salaires honoraires moyens																									
1940 Mars	113	117	110	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	110	119	106	106	112	104	106	114
1951 Septembre	473	477	459	487	478	471	478	427	459	476	450	495	492	493	472	468	461	401	r454	455	467	432	415	418	510
1951 Décembre ³	487	508	469	495	501	479	488	441	488	495	476	519	505	512	480	484	470	424	r475	469	460	465	423	431	516
1952 Mars ³	491	510	472	505	499	493	498	452	477	498	474	511	499	505	482	483	473	430	r475	475	463	443	446	445	526
1952 Juin	492	515	476	508	501	491	499	440	490	508	465	516	499	508	489	491	468	429	r475	458	479	428	448	444	540
1952 Septembre	486	514	478	492	489	499	495	436	458	496	458	504	482	493	489	484	458	422	r464	462	484	439	448	446	527
1952 Décembre	485	520	472	498	501	493	496	436	464	500	464	506	482	494	472	483	449	418	r464	460	479	455	452	453	526
1953 Mars	485	497	477	493	492	497	495	440	460		464	513	486	499	463	484	453	416	r464	463	474	445	454	452	530
1953 Juin	487	505	475	493	491	500	497	440	459		467	513	493	503	459	488	458	414	r464	463	496	445	453	452	528
1953 Septembre	487	499	480	485	497	502	495	444	464		469	512	489	501	458	488	457	414	r481	461	491	449	455	454	530
1953 Décembre	493	507	491	493	522	501	501	447	469		478	525	501	513	459	487	458	413	494	463	484	455	459	458	538
1954 Mars	p494	497	485	494	513	506	503	445	478		p480	p523	p503	p513	462	485	466	428	511	495	479	450	458	457	533
b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés																									
1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	112	111	111	114	109	120	112	118	107	126	113	—	—	115
1951 Septembre	460	424	428	441	464	448	417	434	453	442	483	507	495	460	437	469	410	463	486	430	394	—	—	—	516
1951 Décembre ³	473	456	435	449	501	457	459	419	470	464	457	505	519	512	467	455	477	413	483	499	432	410	—	—	526
1952 Mars ³	476	459	439	461	495	467	468	428	470	472	457	501	510	506	472	446	478	423	483	505	438	410	—	—	536
1952 Juin	475	456	439	463	482	466	467	420	463	474	451	500	508	504	480	450	474	419	483	490	453	410	—	—	544
1952 Septembre	470	456	440	446	481	469	462	415	452	469	445	490	494	492	479	443	467	420	472	491	457	410	—	—	528
1952 Décembre	469	449	438	457	489	468	467	412	452	470	449	490	494	492	461	444	456	421	472	490	451	410	—	—	530
1953 Mars	470	444	448	453	482	470	465	411	449		448	492	497	494	461	445	463	420	472	492	455	410	—	—	529
1953 Juin	470	448	448	445	471	473	462	413	449		449	496	499	498	458	446	466	419	472	493	470	410	—	—	529
1953 Septembre	470	445	448	440	478	473	461	411	457		453	490	506	498	458	442	459	419	472	491	458	410	—	—	531
1953 Décembre	r475	446	454	447	483	473	465	406	458		458	511	518	515	458	446	461	419	489	493	462	410	—	—	531
1954 Mars	p477	458	454	452	481	477	468	408	468		p463	p507	p516	p511	462	440	465	431	499	516	459	410	—	—	539
c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés																									
1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	118	118	106	119	108	—	—	116
1951 Septembre	457	419	446	458	491	443	455	469	425	427	417	488	511	500	450	467	420	418	417	439	453	413	—	—	465
1951 Décembre ³	469	455	458	464	506	455	465	480	454	435	433	504	527	515	457	475	432	423	438	457	457	426	—	—	476
1952 Mars ³	475	457	462	475	517	470	478	483	441	443	438	499	525	512	463	467	432	433	438	461	460	436	—	—	486
1952 Juin	475	454	461	481	514	466	477	476	440	444	430	493	521	507	470	492	428	430	439	442	482	449	—	—	493
1952 Septembre	468	454	462	467	505	468	472	475	432	442	428	480	498	489	469	482	418	431	430	442	477	449	—	—	479
1952 Décembre	468	452	461	470	522	466	475	475	432	441	429	478	496	487	458	482	414	431	430	443	486	449	—	—	481
1953 Mars	468	447	468	470	513	469	475	475	427		430	481	495	488	452	485	418	431	430	443	496	457	—	—	485
1953 Juin	470	451	464	465	507	472	474	475	427		432	486	501	494	456	488	423	431	430	444	501	457	—	—	485
1953 Septembre	469	448	464	457	505	476	473	475	432		435	483	498	490	456	481	418	431	430	443	499	457	—	—	486
1953 Décembre	475	449	476	466	514	475	477	475	432		442	495	516	506	456	486	424	431	452	444	495	457	—	—	486
1954 Mars	p475	452	473	470	515	476	479	475	444		p445	p493	p513	p503	456	485	429	442	462	467	487	457	—	—	495

* L'indice général comprend les salaires dans les charbonnages.

¹ Ces indices ne tiennent pas compte des primes et allocations ajoutées aux salaires, sauf en décembre 1951 et mars 1952.

² Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

³ Ces indices tiennent compte de l'allocation temporaire prévue au *Moniteur belge* du 10 novembre 1951.

r : chiffres rectifiés.

MOUVEMENT DES AFFAIRES

I. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

35

Mouvement du débit

Périodes	Nombre de chambres à fin de période	Bruxelles										Province		Bruxelles et province	
		Call money ²		Titres, effets publics et coupons		Virem. chèques prom., quitt., etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs
		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs				
1952 Moyenne	38 ¹	2,3	159,0	1,9	9,4	156,6	84,6	2,9	4,1	163,7	257,1	177,1	58,8	340,8	315,9
1953 Moyenne	38 ¹	2,4	154,8	1,8	8,4	159,4	75,6	2,6	3,2	166,2	242,0	185,3	56,1	351,5	298,1
1953 Mars	38	2,4	181,4	1,8	7,4	162,1	65,5	2,8	3,5	169,1	257,8	183,9	52,6	353,0	310,4
Avril	38	2,2	156,5	2,0	10,0	157,0	69,7	2,6	3,3	163,8	239,5	183,7	55,5	347,5	295,0
Mai	38	2,2	137,9	2,0	7,8	148,0	75,6	2,7	3,2	154,9	224,5	174,9	49,8	329,8	274,3
Juin	38	2,7	168,0	2,2	10,4	165,2	73,1	2,9	3,8	173,0	255,3	193,0	58,7	366,0	314,0
Juillet	38	2,4	144,5	2,4	6,5	162,6	75,9	2,6	3,6	170,0	230,5	188,4	60,5	358,4	291,0
Août	38	2,5	122,3	1,5	6,3	148,5	73,0	2,4	2,6	154,9	204,2	174,2	52,8	329,1	257,0
Septembre	38	2,6	142,5	1,9	7,6	160,8	67,6	2,5	3,2	167,8	220,9	188,3	57,0	356,1	277,9
Octobre	38	2,6	166,5	1,9	14,4	169,4	78,9	2,7	3,1	176,6	262,9	203,3	61,6	379,9	324,5
Novembre	38	2,1	135,9	1,5	6,6	154,4	72,8	2,5	2,9	160,5	218,2	185,6	53,4	346,1	271,6
Décembre	38	2,3	186,2	1,7	8,4	174,4	81,4	2,7	3,1	181,1	279,1	209,0	64,3	390,1	343,4
1954 Janvier	38	2,2	167,4	1,5	8,6	158,0	77,6	2,6	2,8	164,3	256,4	181,9	56,1	346,2	312,5
Février	38	2,2	151,8	1,4	8,1	152,4	69,7	2,4	2,8	158,4	232,4	182,4	52,1	340,8	284,5
Mars	38	2,4	180,5	1,7	12,0	177,2	80,8	2,8	3,4	184,1	276,7	213,5	60,2	397,6	336,9
Avril	38	2,2	151,6	1,7	7,5	163,8	82,8	2,6	3,4	170,3	245,3	195,2	53,9	365,5	299,2
Mai	38	2,3	131,9	1,7	7,2	165,0	74,2	2,6	3,8	171,6	217,1	195,6	51,4	367,2	268,5

¹ Au 31 décembre.

² Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

II. — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

36

(milliards de francs)

Périodes	Milliers de comptes à fin de période	Avoir global * (moyenne journalière)	Avoirs des particuliers * (moyenne journalière)	Crédit		Débit		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation ²
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1952 Moyenne	652 ¹	28,1	21,0	27,9	71,7	28,0	71,7	199,3	91	3,74
1953 Moyenne	664 ¹	27,8	21,1	28,7	71,9	28,6	71,9	201,1	92	3,80
1953 Mars	656	27,4	20,9	25,1	66,3	25,3	66,3	183,0	91	3,42
Avril	657	27,8	20,8	26,9	71,3	28,4	71,3	197,9	91	3,96
Mai	658	27,5	20,7	30,4	72,4	29,3	72,4	204,5	92	4,27
Juin	658	27,9	21,1	29,4	71,7	28,0	71,7	200,8	92	3,64
Juillet	659	29,5	21,4	31,6	79,6	33,2	79,6	224,0	91	4,02
Août	660	26,8	21,4	28,5	69,0	28,5	69,0	195,0	92	3,84
Septembre ...	661	27,3	21,0	27,2	65,2	25,1	65,2	182,7	91	3,35
Octobre	662	28,4	21,8	29,4	77,8	32,0	77,8	217,0	92	3,75
Novembre ...	663	27,1	21,2	27,2	67,6	27,0	67,6	189,4	92	3,88
Décembre	664	27,2	21,1	30,8	76,3	28,8	76,3	212,2	92	3,91
1954 Janvier	666	28,6	20,9	30,3	79,0	32,0	79,0	220,3	92	4,07
Février	667	27,2	20,4	26,2	66,5	26,8	66,5	186,0	92	3,75
Mars	669	26,7	20,1	29,2	72,2	27,8	72,2	201,4	92	3,65
Avril	669	27,7	20,7	29,9	75,6	30,9	75,6	212,0	92	4,04
Mai	670	28,0	20,3	27,5	71,8	28,3	71,8	199,4	92	3,92

¹ Au 31 décembre.

² Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

* Ces avoirs comprennent : les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Périodes	Indice général	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux						Produits chimiques			Peaux et cuirs
					Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	Engrais chimiques	
Nombre de produits.....	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1952 Moyenne	444	402	485	395	473	556	507	291	534	462	346	374	280	359
1953 Moyenne	415	387	475	344	430	552	455	280	420	458	303	315	276	366
1953 Mars	419	377	486	361	435	551	473	276	430	459	311	321	287	372
Avril	413	373	484	346	429	551	473	275	408	459	302	312	277	368
Mai	413	366	489	348	424	551	456	275	402	459	299	312	269	367
Juin	414	371	501	337	425	551	445	275	413	459	299	312	268	367
Juillet	413	391	468	333	429	551	446	281	422	459	299	312	268	364
Août	413	399	462	335	429	551	446	281	420	459	299	311	270	362
Septembre	411	394	465	335	429	551	446	281	420	459	299	311	270	360
Octobre	411	400	458	337	426	551	438	281	418	458	300	311	272	363
Novembre	412	407	453	339	426	550	438	281	417	458	302	312	277	363
Décembre	413	404	462	343	424	550	438	278	415	457	303	312	280	361
1954 Janvier	412	401	477	350	419	550	438	278	396	457	304	312	281	361
Février	412	394	495	340	420	550	438	282	396	457	304	312	282	358
Mars	410	376	491	340	420	550	438	281	401	446	305	314	282	350
Avril	410	373	488	343	422	550	438	284	406	446	303	315	273	352
Mai	409	357	494	333	423	550	438	280	410	450	301	316	265	352

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE (suite)

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Périodes	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles						Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques			
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute	Fibres artificielles		Indice général du groupe	Sidé-rurgie	Fabr. métallique	Non ferreux
Nombre de produits.....	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1952 Moyenne	325	650	499	412	412	369	550	416	273	442	477	525	420	584
1953 Moyenne	232	625	427	384	457	329	478	341	259	447	438	487	402	456
1953 Mars	248	627	422	386	461	338	477	326	264	443	446	480	408	508
Avril	243	624	422	386	466	331	480	322	264	443	436	480	404	447
Mai	245	624	422	391	470	324	489	377	256	445	437	496	396	450
Juin	233	621	421	388	462	324	491	365	256	445	437	488	402	449
Juillet	222	623	422	387	460	325	488	355	256	445	434	488	402	428
Août	224	623	423	385	463	327	477	349	256	445	435	488	404	431
Septembre	223	623	426	377	453	322	468	328	256	446	435	488	403	429
Octobre	192	625	434	378	456	323	468	328	256	447	431	488	396	429
Novembre	204	625	442	379	454	325	467	345	256	458	429	485	393	436
Décembre	202	628	443	381	448	332	472	341	256	458	429	484	392	434
1954 Janvier	195	624	449	378	438	329	475	335	253	461	424	472	396	426
Février	190	625	449	376	431	325	481	328	253	461	422	465	392	428
Mars	194	620	458	374	426	322	483	330	253	461	421	461	390	439
Avril	215	615	462	377	442	314	475	368	253	461	422	461	390	449
Mai	220	614	463	375	448	315	459	361	253	463	425	464	392	452

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE 45²
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1948 = 100

Périodes	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Etats- Unis (Depart- ment of Labor, Bureau Labor Statistics)	France (Statist- ique générale de la France) 1	Pays- Bas (Cen- traal Bureau voor de Statist- iek)	Royau- me-Uni (Board of Trade)	Suède (Admi- nistra- tion du Com- merce)	Suisse (Office fédéral de l'In- dustrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1952 Moyenne	114	106	143	140	149	148	102
1953 Moyenne	107	105	138	134	149	139	98
1953 Mars	108	105	140	136	150	141	99
Avril	106	104	139	134	152	140	98
Mai	106	104	139	135	151	140	99
Juin	107	104	139	134	151	140	98
Juillet	106	105	137	133	150	139	98
Août	106	105	137	133	149	138	98
Septembre ..	106	105	137	133	149	138	98
Octobre	106	105	136	133	148	138	98
Novembre ...	106	104	137	134	149	138	98
Décembre	106	105	138	134	149	138	97
1954 Janvier	106	105	138	135	149	138	98
Février	106	105	138	136	149	138	99
Mars	106	p 105	136	135	p 150		99
Avril	106		p 137		p 150		
Mai			p 139				

¹ Base 100 en 1949.

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL 46
EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

Périodes	Indice général	Produits alimen- taires	Produits non alimen- taires
Nombre de produits	56	34	22
1952 Moyenne	416	392	453
1953 Moyenne	415	395	446
1953 Mars	412	391	444
Avril	412	390	445
Mai	412	390	447
Juin	414	393	446
Juillet	414	393	446
Août	416	396	447
Septembre	419	400	447
Octobre	418	400	446
Novembre	419	401	446
Décembre	418	400	445
1954 Janvier	420	404	445
Février	424	409	445
Mars	422	407	446
Avril	422	406	445
Mai	423	408	445

PRODUCTION

I. — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

55¹

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Direction générale des Mines).

Périodes	Mines de Houille										
	Nombre moyen d'ouvriers présents (milliers)		Production par bassin (milliers de tonnes)							Nombre moyen de jours d'ex- traction	Stock à fin de période (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surf.	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	Total			
1936-1938 Moyenne	87	125	408	353	640	451	541	2.425 ¹	24,0	1.502	
1952 Moyenne	98	135	400	309	601	413	809	2.532	24,3	1.673	
1953 Moyenne	95	132	385	307	606	417	790	2.505	24,3	3.074	
1953 Mars	96	133	431	329	638	446	842	2.686	25,7	2.071	
Avril	98	135	420	327	624	429	820	2.620	24,8	2.404	
Mai	99	137	377	296	590	412	716	2.391	22,5	2.626	
Juin	96	133	413	329	658	455	767	2.622	25,6	2.954	
Juillet	92	129	311	256	499	339	734	2.139	21,7	3.010	
Août	90	126	365	277	575	386	729	2.332	24,1	2.955	
Septembre	92	128	387	298	596	423	796	2.500	25,0	2.975	
Octobre	94	130	404	327	641	431	834	2.637	25,9	3.112	
Novembre	97	133	399	304	613	401	801	2.518	24,0	3.117	
Décembre	97	133	350	311	619	427	833	2.540	24,0	3.074	
1954 Janvier	93	129	389	306	619	411	832	2.557	24,7	3.118	
Février	93	129	358	290	585	411	795	2.439	23,7	3.184	
Mars	93	128	403	321	661	462	829	2.676	25,9	3.372	
Avril	p		370	316	618	431	747	2.482			
Mai	p		339	279	580	411	689	2.298			

¹ Y compris 82.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1943 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Direction générale des Mines).

Périodes	Cokes		Agglomérés		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	Production métallurgique (milliers de tonnes)		
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Acier et fer finis
1936-1938 Moyenne	435	3.831	142	855	37 ¹	261	253	202
1952 Moyenne	535	4.848	124	672	50 ²	398	416	314
1953 Moyenne	496	4.736	110	585	42 ²	351	366	280
1953 Janvier	563	4.841	128	649	50	390	415	296
Février	493	4.817	107	617	50	342	366	263
Mars	536	4.789	94	579	49	390	398	302
Avril	511	4.807	82	545	47	375	391	311
Mai	517	4.778	92	569	47	368	367	270
Juin	495	4.727	106	557	46	378	394	291
Juillet	477	4.690	80	556	46	330	326	238
Août	472	4.692	101	551	41	314	320	262
Septembre	457	4.678	130	584	41	309	336	279
Octobre	479	4.704	141	613	41	338	364	294
Novembre	466	4.678	133	598	41	333	349	263
Décembre	486	4.636	130	606	42	350	370	290
1954 Janvier	499	4.618	129	599	42	358	373	284
Février	465	4.613	127	614	43	341	364	275
Mars	507	4.636	115	580	43	p 372	p 402	p 290

¹ Au 31 décembre 1938.

² Au 31 décembre.

II. — INDUSTRIE TEXTILE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

Périodes	Production de fils (tonnes)							Production de tissus écrus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres à façon) (tonnes)				
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute ¹	Coton	Laine ²	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1952 Moyenne ...	898	5.141	165	6.338	436	1.375	1.081	665	3.569	5.161	1.688	373
1953 Moyenne ...	760	5.973	152	6.875	533	1.835	1.281	619	3.655	5.591	2.012	525
1953 Janvier	692	6.133	156	6.990	587	1.878	1.150	725	3.623	5.305	1.864	511
Février	769	5.418	140	6.422	553	1.738	1.027	615	3.394	5.207	1.777	512
Mars	819	6.016	182	6.889	605	1.974	1.203	656	3.776	5.666	1.992	544
Avril	730	5.861	111	6.836	541	1.704	1.269	609	3.986	5.476	1.918	535
Mai	675	5.016	146	5.885	455	1.629	1.153	525	3.252	4.705	1.717	451
Juin	791	6.066	172	6.515	500	1.838	1.571	596	3.882	5.252	2.073	504
Juillet	533	5.708	97	5.180	414	1.189	1.050	480	3.675	4.717	1.805	396
Août	691	5.702	130	6.402	423	1.748	1.393	525	3.408	4.933	1.887	405
Septembre ...	792	5.821	163	8.305	523	2.122	1.433	721	3.727	6.293	2.389	581
Octobre	938	6.659	160	7.849	608	2.204	1.461	717	3.895	7.064	2.373	650
Novembre ...	868	6.685	189	7.390	571	1.989	1.319	586	3.624	6.090	2.143	593
Décembre ...	825	6.596	176	7.841	618	2.011	1.346	678	3.620	6.382	2.212	617
1954 Janvier	830	6.359	172	7.551	547	1.777	1.222	581	3.203	6.001	1.956	568
Février	742	5.853	133	7.371	565	1.751	1.190	p588	p2.987	p5.905	p1.956	p575
Mars	714	6.632	127	8.633	693	1.895	1.355	p569	p3.297	p6.992	p2.225	p686

¹ Y compris les tapis en jute.

² Y compris couvertures et tapis en laine.

III.— PRODUCTIONS DIVERSES

56²

Sources : Institut National de Statistique et Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Ciment	Chaux	Calcaires	Ammoniaque de synthèse et dérivés		Engrais composés	Papier		Briques		Sucres				Brasseries ⁴	Distilleries (milliers d'hectolitres)	Allumettes (millions de tiges)	Pêche Vento de poisson ⁵		
				Azote primaire	Azote dans les engrais fins		Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement	Production		Stocks (sucres bruts et raf.) ³	Déclarations en consomm.				Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)	
											sucres bruts	sucres raffinés								
(milliers de tonnes)						(millions de pièces)				(milliers de tonnes)										
1936-1938 Moy. .	250 ¹	117 ²	154 ²				15,5 ¹					17,5	17,2	121	20,7	16,4	35,0	4.421	2,3	7,2
1952 Moyenne .	343	136	145	15,8	14,7	7,3	18,3	3,1	169	11,4		25,0	16,0	147	19,0	12,4	19,8	4.114	3,6	33,0
1953 Moyenne .	386	125	163	15,2	13,8	7,7	20,1	3,3	172	12,0		31,9	16,4	158	19,5	12,4	23,1	4.694	3,7	31,8
1953 Février ...	240	120	83	11,0	9,8	13,4	21,4	3,1	92	8,1		0,4	9,4	207	14,4	10,2	30,7	4.371	3,5	35,2
Mars ...	384	141	174	14,9	13,2	13,7	21,8	3,3	91	8,5		0,1	13,3	188	15,9	11,9	30,0	4.770	5,6	43,9
Avril	410	124	185	15,8	14,2	3,6	20,2	3,2	117	11,8		—	12,3	185	20,1	12,5	11,7	5.078	3,5	29,9
Mai	495	114	154	16,3	14,8	0,5	17,4	2,5	166	11,6		—	12,6	153	17,5	14,3	17,6	4.066	3,6	24,1
Juin	467	124	182	15,6	14,0	1,5	20,1	3,5	220	13,5		—	15,7	131	19,7	14,2	29,4	5.607	3,7	29,9
Juillet ...	433	109	180	14,9	13,5	2,9	15,0	2,6	237	14,8		—	16,0	96	24,8	14,1	12,3	4.050	3,4	27,1
Août	442	114	188	15,4	14,1	4,8	18,0	2,9	228	13,2		—	15,7	52	20,7	14,0	10,3	4.315	3,4	26,0
Septembre .	435	131	202	14,3	12,8	9,3	21,5	3,7	241	13,6		5,8	14,5	32	20,4	11,3	23,6	3.612	3,4	35,0
Octobre .	447	136	203	16,3	14,9	6,8	21,8	3,9	240	14,0		169,1	28,2	132	19,1	12,3	28,8	5.316	3,1	31,6
Novembre .	355	124	190	17,3	16,4	7,6	20,3	3,7	174	12,9		174,3	30,8	247	22,1	10,9	29,1	4.949	3,5	35,6
Décembre .	349	132	147	18,0	16,8	13,3	21,6	3,6	152	12,3		33,0	16,4	253	18,9	12,5	20,2	5.432	3,4	31,4
1954 Janvier ...	256	119	92	18,0	15,7	12,4	19,7	3,8	121	9,4		—	11,3	231	20,7	9,9	15,5	5.031	2,8	35,2
Février .	181	113	72	15,8	14,1	13,4	20,5	3,8	92	7,8		—	11,5	205	18,5	9,2	17,4	5.113	3,5	30,1
Mars	375	p133	p117	19,3	17,8	17,2	23,9	4,3	p113	p10,0		—	13,4	179	18,1	13,0	29,4	5.663	5,6	50,1
Avril	p392											—	13,6	169	18,4	15,0	12,3	5.171	3,3	35,3

¹ Moyenne 1938.

² Moyenne 1937-1938-1939.

³ Fin de mois.

⁴ Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées). Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

⁵ Vente aux miniques d'Ostende, Nieuport, Zeebrugge et Blankenberghe; en 1936-1938 : vente à la minique d'Ostende uniquement. Non compris les harengs, esprotts et crevettes.

IV. — ENERGIE ELECTRIQUE *

58

(millions de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Direction Energie Electrique.

Périodes	Production ¹				Importations	Exportations	Total énergie absorbée par les réseaux (7) = (4) + (5) - (6)
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels (8)	Total pour la Belgique (4) = (1) + (2) + (3)			
	Régies communales (1)	Sociétés privées (2)					
1936-1938 Moyenne	20,4	190	228	438	5,5	2,2	441
1952 Moyenne	30,9	394	364	789	16,7	9,9	796
1953 Moyenne	32,7	400	384	817	17,8	17,9	817
1953 Février	34,6	392	355	781	6,6	8,0	780
Mars	35,6	405	398	839	8,5	6,0	841
Avril	32,4	363	377	772	18,8	0,7	790
Mai	26,2	349	363	738	24,2	2,8	760
Juin	29,6	366	373	769	28,2	9,8	787
Juillet	26,9	337	334	698	33,5	10,8	721
Août	28,8	370	360	759	24,2	16,3	767
Septembre	31,8	403	396	831	19,8	39,3	811
Octobre	35,9	445	424	904	18,4	36,3	887
Novembre	34,3	443	416	893	9,6	32,1	871
Décembre	37,7	488	428	955	8,9	44,7	919
1954 Janvier	41,3	488	431	960	8,6	45,9	922
Février	36,9	441	390	868	7,1	34,2	841
Mars	40,6	454	422	916	11,9	22,1	906
Avril	35,1	416	398	849	15,1	18,6	846

* Nombre de centrales en activité au début de l'année 1952 : 222; au début de l'année 1953 : 221.

¹ Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V. — GAZ
(Production, Importation et Exportation) ¹

59

(millions de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Énergie.

Périodes	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Production des charbonnages	Total de gaz produit en Belgique (7)=(1) +(2)+(3) +(4)+(5) +(6)	Imports	Exports	Solde : imports moins exports (10)=(8)-(9)	Total de gaz disponible en Belgique (11)=(7)+(10)
	Régies et associations de communes	Sociétés privées	Régies	Sociétés privées							
				Production destinée à la distribution publique	Production destinée aux fournitures industrielles						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(8)	(9)	(10)	(11)		
1952 Moyenne	0,05	1,06	5,60	57	77	7,05	148	0,21	1,98	-1,76	146
1953 Moyenne	0,05	1,06	5,25	57	75	8,81	147	0,45	2,36	-1,91	145
1952 Décembre	0,04	1,00	6,41	61	76	8,27	153	0,67	2,20	-1,53	152
1953 Janvier	0,04	1,01	6,51	63	77	8,42	156	0,84	2,19	-1,35	155
Février	0,04	0,93	5,67	55	69	8,31	139	0,89	1,90	-1,01	138
Mars	0,03	1,01	6,03	62	81	9,31	159	0,66	1,91	-1,25	158
Avril	0,04	0,98	5,34	53	79	9,34	148	0,43	1,74	-1,31	147
Mai	0,05	1,13	5,37	55	78	8,81	148	0,48	1,58	-1,10	147
Juin	0,05	1,09	5,17	53	76	9,62	145	0,59	1,53	-0,94	144
Juillet	0,06	1,19	4,54	52	68	9,39	135	0,43	1,53	-1,10	134
Août	0,06	1,18	4,36	55	70	8,58	139	0,45	1,53	-1,07	138
Septembre	0,05	1,14	4,64	57	70	8,90	142	0,53	3,11	-2,58	140
Octobre	0,05	1,05	4,92	61	76	8,36	152	0,04	4,10	-4,06	148
Novembre	0,04	0,96	5,08	60	75	8,20	149	0,03	3,60	-3,57	146
Décembre	0,04	0,98	5,33	62	79	8,52	155	0,03	3,61	-3,58	152
1954 Janvier	0,04	1,05	4,95	72	80	8,87	167	0,03	3,58	-3,54	163
Février	0,04	2,30	5,60	66	73	8,87	156	0,03	3,54	-3,51	153

¹ La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgaz des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle comprend également la production de méthane en provenance directe des charbonnages ainsi que le gaz de pétrole liquéfié transporté par canalisation, tous ces gaz étant destinés à la distribution publique.

La présente statistique ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgaz, gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz liquéfié qui sont mélangés en dehors de l'usine de production en gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours, etc.

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) (6) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

c) Les volumes de gaz produit par les cokeries et les charbonnages sont ramenés à 4.250 kcal, 0° C., 760 mm. Hg.

d) Les cokeries produisant du gaz tant pour la distribution publique que pour les consommations industrielles directes sont comprises dans le nombre de cokeries correspondant à la colonne (5). Le nombre total des cokeries (sociétés privées produisant du gaz en 1952) s'élève à 18.

CONSOMMATION *

I. — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

65¹

A. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

Mois	Grands magasins						Magasins à succursales		Coopératives et magasins patronaux					
	Vêtements		Ameublement		Art. de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953
Avril	497	499	614	609	590	667	393	406	237	236	522	560	513	504
Mai	448	486	590	570	629	659	393	403	244	229	546	551	458	449
Juin	369	419	481	538	552	619	361	402	228	243	497	551	363	388
Juillet	466	496	525	558	680	726	409	434	229	235	536	586	385	397
Août	369	346	471	507	616	688	397	423	223	227	528	557	363	375
Septembre	502	447	611	605	681	672	410	396	233	233	532	562	542	546
Octobre	612	558	565	585	660	715	404	411	250	241	563	600	554	542
Novembre	487	498	513	507	799	920	411	392	220	221	545	565	444	465
Décembre	545	521	585	579	1.027	1.087	485	493	256	248	658	710	496	472
	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954
Janvier	476	445	540	546	590	576	411	447	227	220	577	650	552	623
Février	350	336	532	537	545	550	406	420	217	217	538	610	423	456
Mars	472	476	605	629	624	644	399	402	239	244	569	618	551	588
Avril	499	521	609	641	667	683	406	415	236		560		504	

* Pour la consommation de sucre, voir tableau no 56².

B. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100

65³

Source : Institut National de Statistique.

Mois	Grands magasins à rayons multiples																					
	Indice général	Alimentation				Habilleme nt				Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-Papeterie		Parf.	Jeux, jouets sports, voyage		
		Périssable	Non périssable	Restaurant	Total	Aunages	Dessus hommes	Dessus femmes	Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapel.	Total ¹	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie		Total	Toilette
1953 Avril	140	257	135	146	188	83	190	167	135	125	110	164	129	126	202	133	96	111	107	108	116	141
Mai	137	238	120	133	172	82	179	178	152	130	98	169	123	125	238	136	86	91	96	95	116	131
Juin	126	222	116	134	163	69	138	127	143	110	90	154	113	122	224	132	96	95	91	92	116	138
Juillet	144	225	120	149	168	69	166	157	194	135	106	170	129	139	218	146	106	120	104	106	147	183
Août	127	223	119	142	166	54	108	111	123	98	91	152	112	134	224	143	99	107	195	182	127	126
Septembre ..	137	242	137	143	182	75	144	133	123	110	110	179	135	132	298	148	99	104	200	186	119	82
Octobre ...	152	280	140	154	201	78	207	187	150	136	103	158	123	136	328	153	110	131	123	124	125	168
Novembre ..	158	262	145	150	195	72	177	138	151	126	88	136	105	111	268	126	117	276	160	177	116	575
Décembre ..	185	333	204	175	255	63	151	134	179	138	94	165	120	155	348	174	228	301	248	256	170	415
1954 Janvier ...	136	288	152	142	208	67	110	117	164	115	122	125	123	115	261	129	103	103	121	118	113	57
Février ...	124	298	151	128	211	61	86	78	111	85	92	162	117	115	257	128	100	97	100	100	108	58
Mars	142	306	156	158	220	89	139	132	122	110	115	165	133	134	253	145	110	111	111	111	119	93
Avril	154	315	166	164	229	79	210	176	149	130	116	172	136	135	247	145	113	129	112	114	129	128

¹ Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.

65³

Mois	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement				Coopératives										Magasins à succursales		Gros-sistes
	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habilleme nt	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale
1953 Mars	99	94	90	147	127	157	115	178	162	164	122	103	112	171	92	89	109
Avril	109	115	102	143	125	154	113	162	162	165	111	116	117	149	102	105	110
Mai	101	105	133	142	121	152	100	165	149	164	174	102	135	190	108	107	109
Juin	79	77	183	137	127	151	86	124	130	180	215	106	123	180	96	94	113
Juillet	80	86	144	144	123	160	87	192	144	190	166	100	137	186	122	121	121
Août	52	48	55	138	119	152	77	129	143	166	299	100	128	209	86	84	119
Septembre ..	71	75	61	149	122	157	111	217	155	160	424	107	128	211	88	81	117
Octobre	111	131	93	151	126	167	113	151	141	174	208	94	119	185	98	94	108
Novembre ..	87	84	69	140	116	156	102	136	129	165	210	93	119	161	79	86	106
Décembre ..	81	90	74	163	133	192	101	136	144	216	235	117	149	160	121	96	127
1954 Janvier ..	65	61	70	157	114	188	94	142	126	147	118	83	103	204	80	81	p117
Février	47	34	43	146	114	169	90	123	133	145	100	81	100	193	68	64	p110
Mars	90	74	69											91	85	p119	

II. — CONSOMMATION DE TABAC 66

(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabacs à fumer, priser et mâcher
	(millions de pièces)			
1936-1938 Moy. .	16,2	49,4	430	1.097
1952 Moyenne .	9,8	32,4	683	873
1953 Moyenne .	10,9	36,9	684	834
1953 Avril	8,4	32,4	734	819
Mai	8,8	33,1	623	803
Juin	9,8	37,4	876	990
Juillet ...	10,0	27,5	691	766
Août	10,8	41,3	760	848
Septembre .	15,5	45,5	701	906
Octobre ...	15,3	43,9	648	818
Novembre .	14,4	48,4	605	832
Décembre .	12,1	46,0	723	860
1954 Janvier ...	11,1	33,6	648	769
Février ...	9,9	24,9	546	645
Mars	10,7	32,6	722	909
Avril	10,6	37,7	672	829

III. — ABATTAGES DANS LES 67

12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

Périodes	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
	(milliers de têtes)				
1936-1938 Moy. .	16,5	0,7	12,2	26,7	6,5
1952 Moyenne .	18,7	3,1	9,5	34,8	5,1
1953 Moyenne .	18,8	3,5	10,2	33,9	5,6
1953 Avril	19,5	3,0	12,4	38,7	3,7
Mai	17,3	2,7	10,8	33,2	2,2
Juin	18,1	2,8	10,7	34,1	2,1
Juillet ...	19,8	3,3	11,8	35,3	2,1
Août	18,1	3,1	9,9	30,9	2,0
Septembre .	22,7	4,4	11,3	34,7	5,3
Octobre ...	18,6	3,9	8,5	30,9	6,9
Novembre .	18,2	4,4	8,3	31,1	11,1
Décembre .	21,1	4,6	9,8	31,9	11,6
1954 Janvier ...	19,2	4,5	8,7	29,1	10,9
Février ...	17,7	4,0	9,7	25,6	7,3
Mars	21,4	4,6	13,1	33,2	4,3
Avril	19,2	3,7	12,7	31,0	3,4

TRANSPORTS

I. — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

70¹

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

Périodes	Recettes				Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploitation
	Voyageurs et bagages	Marchandises	Diverses ²	Total			
1938 Moyenne ¹	74	147	5	226	239	— 13	106
1952 Moyenne	274	585	110	969	955	14	99
1953 Moyenne	286	560	87	933	935	— 2	100
1952 Octobre	272	644	112	1.028	964	64	94
Novembre	239	577	107	923	903	20	98
Décembre	265	600	115	980	919	61	94
1953 Janvier	280	538	97	915	992	— 77	108
Février	239	503	90	832	931	— 99	112
Mars	272	613	88	973	967	5	99
Avril	284	568	87	939	945	— 6	101
Mai	295	535	83	913	930	— 17	102
Juin	279	581	84	944	951	— 7	101
Juillet	355	532	82	969	951	18	98
Août	343	512	85	940	924	16	98
Septembre	303	570	82	955	923	32	97
Octobre	269	621	86	976	952	24	98
Novembre	250	578	86	914	905	9	99
Décembre	263	572	89	924	850	74	92

¹ Y compris le Nord-Belge.

² Y compris les subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

b) Nombre de wagons fournis à l'industrie¹

c) Statistique du trafic

1° Trafic général

70²

Périodes	A	B	C	A+C	Voyageurs		Wagons complets ²				
					Nombre	Voyageurs km.	Tonnes transp.	Tonnes-km.			Total
								Service interne belge	Service international	Transit	
(milliers)				(millions)	(milliers)	(millions)					
1938 Moyenne ³	389	115	91	480	16,8	535	6.169	186	154	88	428
1952 Moyenne	297	99	57	354	19,1	629	5.501	203	209	94	506
1953 Moyenne	274	95	55	328	18,9	627	5.150	171	201	105	477
1953 Janvier	258	103	54	312	20,5	634	4.843	170	200	86	456
Février	242	92	49	291	18,3	567	4.556	154	184	88	426
Mars	291	98	57	348	19,4	612	5.428	192	208	106	507
Avril	276	93	54	330	18,9	630	5.225	181	198	105	484
Mai	262	86	53	315	19,4	658	4.929	164	191	106	460
Juin	285	93	57	342	18,1	621	5.343	171	216	124	511
Juillet	253	84	55	308	17,4	678	4.825	150	204	113	466
Août	272	96	43	315	17,8	673	4.733	160	169	94	423
Septembre	282	97	56	338	19,1	628	5.258	173	210	107	489
Octobre	313	99	58	371	19,2	608	5.892	196	215	105	517
Novembre	286	100	57	343	19,1	600	5.557	181	208	103	493
Décembre	267	103	62	329	19,6	618	5.216	162	206	120	488
1954 Janvier	237	98	52	289			4.592	144	193	92	430
Février	244	103	60	304			4.853	163	207	114	484
Mars	276	99	59	335			5.215				468

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

¹ Wagons chemins de fer et particuliers.

² Non compris les transports militaires.

³ Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

c) Statistique du trafic ¹

2° Transport des principales grosses marchandises

A. — Ensemble du trafic

Périodes	Tonnes-km.	Total	Produits agricoles et aliment.	Com-bustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Produits des carrières sables, silix, et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
	(millions)											
1938 Moyenne ² ...	458	6.169	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1952 Moyenne	506	5.501	229	2.072	661	721	445	640	29	228	81	395
1953 Moyenne	477	5.150	226	2.080	629	595	417	549	24	224	72	334
1953 Janvier	456	4.843	124	2.172	659	647	326	298	18	203	81	315
Février	426	4.556	115	1.949	627	587	314	374	20	204	71	295
Mars	507	5.428	162	2.038	700	665	465	631	26	298	81	362
Avril	484	5.225	124	2.011	686	653	463	665	25	172	73	353
Mai	460	4.929	105	1.899	625	582	465	641	21	176	68	347
Juin	511	5.343	102	2.029	727	667	477	677	19	211	72	362
Juillet	466	4.825	124	1.945	661	534	417	551	17	217	63	296
Août	423	4.733	114	2.082	447	493	403	565	49	216	65	299
Septembre ...	489	5.258	151	2.150	623	542	434	643	41	253	74	347
Octobre	517	5.890	685	2.190	635	597	469	625	18	231	75	365
Novembre ...	493	5.557	664	2.232	587	562	392	482	17	231	68	322
Décembre ...	488	5.216	247	2.267	571	613	378	437	21	282	78	321
1954 Janvier	430	4.592										
Février	484	4.853										
Mars	468	5.215										

¹ Non compris les transports militaires.² Y compris le Nord-Belge.B. — Service interne belge ¹

Périodes	Total	Produits agricoles et aliment.	Com-bustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Produits des carrières sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers	II Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux
												T.-km. transportés
												(milliers)
1938 Moyenne ² ...	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1952 Moyenne	3.356	130	1.679	17	218	293	521	7	120	33	338	2.608
1953 Moyenne	2.994	119	1.551	14	172	273	440	6	106	29	284	2.019
1953 Janvier	2.848	40	1.750	15	200	205	230	2	103	28	275	1.286
Février	2.654	37	1.560	11	183	199	279	2	102	28	253	1.294
Mars	3.208	35	1.666	15	200	320	495	2	141	29	305	1.867
Avril	3.131	31	1.610	15	198	312	539	2	87	34	303	1.784
Mai	2.898	30	1.446	13	172	304	523	2	88	30	290	1.605
Juin	3.033	30	1.497	12	181	320	551	2	104	29	307	1.805
Juillet	2.624	35	1.341	12	132	266	444	3	117	25	249	1.476
Août	2.810	36	1.429	12	152	277	472	32	108	27	265	1.512
Septembre ...	3.003	79	1.496	11	152	286	527	19	109	32	292	1.997
Octobre	3.534	511	1.597	12	166	293	500	2	108	34	311	4.319
Novembre ...	3.298	490	1.598	17	162	259	374	2	99	22	275	3.769
Décembre ...	2.890	73	1.627	24	165	239	346	2	107	28	279	1.509
1954 Janvier												970
Février												940
Mars												1.158

¹ Non compris les transports militaires.² Non compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.B.

III. — MOUVEMENT DES PORTS

71¹

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale					
	Entrées			Sorties			Entrées			Sorties		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m ³)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ²	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m ³)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ²
chargés				sur lest								
1952 Moyenne	980	2.335	1.304	804	174	986	3.589	1.503	593	3.555	1.494	878
1953 Moyenne	1.084	2.538	1.201	925	156	1.147	3.678	1.565	713	3.677	1.573	817
1953 Mai	1.090	2.488	1.177	926	159	1.153	3.534	1.488	726	3.698	1.563	797
Juin	1.076	2.506	1.209	937	147	1.267	3.827	1.616	785	3.855	1.604	815
Juillet	1.148	2.690	1.418	967	152	1.210	3.836	1.619	742	3.843	1.626	873
Août	1.121	2.807	1.261	938	185	1.334	3.665	1.597	726	3.898	1.784	962
Septembre ...	1.086	2.553	1.460	921	169	1.218	3.661	1.616	698	3.715	1.635	874
Octobre	1.163	2.697	1.269	981	179	1.150	3.907	1.652	742	4.104	1.733	894
Novembre	1.110	2.582	1.130	936	162	1.147	3.842	1.633	721	3.740	1.622	792
Décembre	1.158	2.678	1.100	1.009	187	1.010	3.814	1.611	679	3.775	1.624	799
1954 Janvier	1.053	2.536	1.246	940	146	1.272	3.618	1.518	562	3.570	1.501	740
Février	911	2.207	997	775	135	938	1.778	746	250	1.945	821	538
Mars	1.151	2.694		984	148		4.017	1.757	741	3.941	1.696	964
Avril	1.059	2.516		910	162		3.695	1.651	752	3.639	1.622	753
Mai	1.100	2.758		912	162							

¹ Trafic international. — ² Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

71²

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale	
	Entrées			Sorties			Marchandises ¹	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Entrées	Sorties
(milliers de tonnes métriques)								
1952 Moyenne	157	126	130	157	126	78	134	54
1953 Moyenne	156	116	117	156	117	76	118	46
1953 Mai	149	103	90	142	100	69	123	41
Juin	169	133	147	171	130	86	135	36
Juillet	145	105	123	145	110	57	126	56
Août	149	125	132	150	120	46	115	38
Septembre	162	119	144	161	123	81	109	50
Octobre	171	129	112	169	125	87	146	44
Novembre	172	116	128	172	122	60	137	33
Décembre	165	112	103	169	114	102	120	55
1954 Janvier	145	119	97	143	115	83	86	34
Février	123	103	79	125	100	70	52	38
Mars	150	113		145	116			
Avril	153	105		159	109			
Mai	147	115		140	108			

¹ Trafic international.

IV. — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Bateaux chargés														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1952 Moyenne ..	5.398	2.932	2.150	318	10.798	1.427	1.023	769	76	3.295	159,6	63,1	49,8	9,9	282,4
1953 Moyenne ...	7.177	3.152	2.615	400	13.344	1.778	1.039	877	94	3.788	181,3	71,1	57,4	13,4	323,2
1953 Février ...	5.711	1.917	1.683	308	9.619	1.383	601	613	74	2.671	144,9	42,4	38,0	9,3	234,6
Mars	7.913	2.990	2.407	475	13.785	2.011	964	820	113	3.908	208,0	67,8	53,0	15,2	344,0
Avril	7.797	3.440	2.443	562	14.242	1.800	1.143	811	131	3.885	185,8	80,3	52,0	17,2	335,3
Mai	7.354	3.366	2.628	458	13.806	1.821	1.118	876	109	3.924	191,6	78,3	56,9	15,0	341,8
Juin	7.477	3.475	2.999	430	14.381	1.839	1.115	970	103	4.027	196,6	79,4	62,2	15,8	354,0
Juillet	7.215	3.287	2.865	354	13.721	1.781	1.122	940	83	3.926	175,4	73,6	61,4	12,6	323,0
Août	7.473	3.311	3.071	325	14.180	1.836	1.086	1.066	78	4.066	183,3	70,7	69,5	11,8	335,3
Septembre .	7.298	3.576	3.181	360	14.415	1.806	1.157	1.073	86	4.122	181,2	76,7	71,8	12,7	342,4
Octobre ...	8.208	3.715	2.957	358	15.238	2.001	1.263	939	87	4.290	195,3	83,4	66,3	13,6	358,6
Novembre .	7.333	3.338	2.740	416	13.827	1.818	1.105	924	98	3.945	177,3	78,2	61,8	13,7	331,0
Décembre .	7.595	3.244	2.656	459	13.954	1.862	1.020	846	100	3.828	182,6	74,5	57,1	13,9	328,1
1954 Janvier ...	6.568	2.651	2.338	309	11.866	1.579	860	765	69	3.263	152,2	60,8	49,7	9,6	272,3
Février ...	3.446	1.024	1.082	165	5.717	967	355	392	37	1.751	83,5	21,6	21,9	4,5	131,5

COMMERCE EXTERIEUR

DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)

75

Périodes	(0) Produits alimen- taires	(1) Bissons et tabacs	(2) Mat. brutes non comest. à l'ex- ception des car- burants	(3) Com- bustibles miné- raux, lu- brifiants et produits connexes	(4) Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	(5) Produits chimi- ques	(6) Art. manuf., classés princi- palement d'après la mat. première	(7) Ma- chines et matériel de transport	(8) Articles manu- facturés divers	(9) Mar- chan- dises non dénom- mées ailleurs	Totaux	Prix moyen par tonne (france)	Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de francs)	Rapport des exporta- tions aux importa- tions en p. c.
<i>Importations.</i>														
Valeurs (millions de francs)														
1953 Mai	1.537	156	2.335	927	138	449	2.009	1.549	428	73	9.601	2.895		
Juin	1.486	179	2.505	847	137	499	1.785	1.758	436	78	9.710	2.747		
Juillet	1.598	153	2.592	1.019	96	486	2.002	1.707	419	54	10.126	2.809		
Août	1.521	145	2.429	863	135	482	1.875	1.491	387	85	9.413	2.976		
Septembre ...	1.619	170	2.197	1.215	86	567	2.300	1.524	555	79	10.312	2.859		
Octobre	1.803	176	2.253	1.028	102	545	2.449	1.659	545	82	10.642	2.863		
Novembre	1.628	175	2.515	810	131	525	2.505	1.592	453	73	10.407	3.149		
Décembre ...	1.905	219	2.557	881	115	584	2.063	1.722	438	101	10.585	3.203		
1954 Janvier	1.838	151	2.475	1.060	82	473	1.871	1.428	338	80	9.796	3.053		
Février	1.628	145	2.079	801	128	515	1.717	1.542	409	97	9.061	3.464		
Mars	2.107	188	2.544	1.123	209	532	2.564	2.053	527	113	11.960	3.119		
Avril											p10.799	p2.993		
Mai											p10.453	p2.902		
<i>Exportations.</i>														
1953 Mai	332	14	824	562	86	632	5.337	997	292	45	9.121	4.641	— 480	95,0
Juin	365	18	896	717	58	634	5.494	1.017	319	17	9.535	4.109	— 175	98,2
Juillet	335	19	765	599	90	541	5.258	1.092	308	50	9.057	4.393	—1.069	89,4
Août	441	17	606	647	74	712	4.633	909	359	37	8.435	3.719	— 978	89,6
Septembre ...	392	17	806	775	80	675	5.331	963	437	51	9.527	3.851	— 785	92,4
Octobre	483	15	878	662	58	734	5.291	1.733	417	37	10.308	4.358	— 334	96,9
Novembre	601	10	851	547	74	655	5.298	1.185	388	55	9.664	4.245	— 743	92,9
Décembre ...	534	14	913	541	98	749	5.425	1.205	361	34	9.874	5.087	— 711	93,3
1954 Janvier	339	12	844	614	87	812	5.290	1.199	335	61	9.593	4.559	— 203	97,9
Février	290	10	726	427	53	609	4.376	830	313	29	7.663	5.702	—1.398	84,6
Mars	362	16	840	599	73	762	5.342	1.072	363	21	9.450	4.857	—2.510	79,0
Avril	366	15	801	535	75	829	5.664	1.347	396	16	10.044	4.842	— 755	93,0
Mai											p 8.719	p4.359	p—1.734	p83,4
<i>Importations.</i>														
Quantités (milliers de tonnes)														
1953 Mai	217	8,3	1.972	870	12,1	88	123	22,4	3,9	0,1	3.317			
Juin	223	9,4	2.239	810	10,4	90	113	35,3	4,3	0,1	3.535			
Juillet	276	8,3	2.115	953	9,0	93	119	27,9	4,2	0,1	3.606			
Août	260	7,1	1.780	858	13,5	108	110	22,0	3,8	0,1	3.162			
Septembre ...	243	8,8	1.943	1.127	8,2	127	121	23,9	4,8	0,1	3.607			
Octobre	353	9,1	2.055	1.007	11,4	115	120	41,3	4,9	0,1	3.717			
Novembre ...	324	8,4	1.840	850	11,7	121	121	24,4	4,0	0,1	3.305			
Décembre ...	355	10,8	1.782	878	9,4	128	106	31,3	4,1	0,1	3.305			
1954 Janvier	294	7,7	1.629	1.054	7,0	92	93	26,1	3,4	1,4	3.208			
Février	207	7,2	1.392	784	10,5	110	77	22,6	3,8	2,2	2.616			
Mars	359	10,1	2.038	1.134	17,2	96	133	40,0	4,8	1,9	3.834			
Avril											p3.608			
Mai											p3.602			
<i>Exportations.</i>														
1953 Mai	43	0,7	441	531	5,6	239	681	20,7	2,9	0,1	1.965			
Juin	54	0,8	547	671	4,2	248	768	23,5	3,3	0,1	2.320			
Juillet	45	1,0	501	603	6,5	210	667	25,2	3,4	0,1	2.062			
Août	63	0,8	492	706	5,3	325	648	24,0	3,5	0,1	2.268			
Septembre ...	52	0,7	636	833	5,8	255	663	24,3	4,0	0,1	2.474			
Octobre	100	0,5	602	669	4,8	287	662	35,4	4,4	0,1	2.365			
Novembre ...	116	0,6	598	583	6,2	255	682	31,6	4,4	0,1	2.277			
Décembre ...	99	0,8	280	586	7,4	323	611	29,3	3,8	0,1	1.941			
1954 Janvier	41	0,6	377	675	6,6	331	634	35,5	4,1	0,1	2.104			
Février	38	0,5	127	440	4,4	227	483	20,4	3,7	0,1	1.344			
Mars	51	0,8	296	622	5,5	282	659	25,7	3,9	0,1	1.946			
Avril	49	0,8	371	565	4,8	333	714	31,6	4,7	0,1	2.074			
Mai											p2.000			

CHOMAGE

I. — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81¹

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Nombre de chômeurs contrôlés						Nombre de journées perdues		
	Chômeurs inscrits au cours du mois			Moyennes journalières			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
(milliers)						(milliers)			
1953 Mai	214	186	400	171	58	229	4.800	1.604	6.404
Juin	208	157	365	171	56	227	4.109	1.351	5.460
Juillet	209	165	374	172	52	224	3.954	1.187	5.141
Août	210	149	359	164	45	209	4.749	1.318	6.067
Septembre	203	136	339	162	42	204	3.894	1.005	4.899
Octobre	198	135	333	163	44	207	3.932	1.051	4.983
Novembre	232	168	400	186	51	237	5.402	1.488	6.890
Décembre	248	200	448	214	74	288	4.721	1.620	6.341
1954 Janvier	280	328	608	236	132	368	7.070	3.996	11.066
Février	268	303	571	227	101	328	5.449	2.410	7.859
Mars	240	146	386	200	50	250	4.789	1.194	5.983
Avril				182	50	232			
Mai				169	50	219			

II. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE

81²

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											

Moyenne journalière par mois

1953 Mai	—	—	28	228,7	52,3	38,2	38,3	54,0	21,5	14,3	6,3	0,4	3,4
Juin	—	—	24	227,5	52,0	39,2	38,0	53,2	20,9	14,2	6,1	0,5	3,4
Juillet	—	—	23	223,5	50,6	38,5	36,8	53,0	20,5	14,0	6,3	0,5	3,3
Août	—	—	29	209,2	47,8	35,8	32,6	49,2	19,9	14,1	6,1	0,6	3,1
Septembre	—	—	24	204,2	48,6	34,3	32,9	45,9	19,0	14,0	5,7	0,7	3,1
Octobre	—	—	24	207,5	51,6	33,5	34,3	44,5	19,3	14,5	5,5	0,9	3,4
Novembre	—	—	29	237,4	57,6	38,3	41,3	50,4	22,2	15,5	6,9	1,3	3,9
Décembre	—	—	22	288,2	64,4	46,1	50,1	65,1	27,9	18,9	8,8	2,2	4,7
1954 Janvier	—	—	30	368,0	77,6	58,5	62,0	77,2	37,7	26,5	14,3	5,7	8,5
Février	—	—	24	327,8	70,5	52,4	54,9	67,5	31,8	22,8	15,3	4,9	7,7
Mars	—	—	24	249,5	57,2	41,0	42,9	54,0	23,2	16,4	8,5	1,8	4,5
Avril	—	—	22	232,1									
Mai	—	—	29	219,1									

Moyenne journalière par semaine

1954 Avril	2	8	6	221,9	48,6	36,2	38,1	50,9	22,1	14,9	6,9	0,7	3,5
	9	15	6	228,7	47,4	35,1	36,5	49,5	23,3	14,8	18,0	0,7	3,4
	16	22	6	210,1	46,9	33,6	34,7	48,3	21,7	14,3	6,5	0,7	3,4
	23	29	5	213,8	47,0	34,1	36,6	50,1	20,7	14,7	6,6	0,8	3,2
	30	5	6	220,0	46,5	34,4	33,4	49,3	22,5	14,1	15,7	0,8	3,3

III. — MOYENNE JOURNALIERE DES CHOMEURS CONTROLES CONSIDERES COMME APTES AU TRAVAIL

81³

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Total ¹			Chômeurs complets ¹			Chômeurs partiels		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	(milliers)								
1952 Moyenne ²	121	76	197	74	50	124	47	26	73
1953 Moyenne	120	71	191	79	50	129	41	21	62
1953 Mai	103	73	175	68	50	118	35	23	58
Juin	101	72	173	68	49	117	33	23	56
Juillet	101	69	170	70	48	118	31	21	52
Août	92	64	156	64	47	111	28	17	45
Septembre	91	60	151	64	45	109	27	15	42
Octobre	92	61	153	64	45	109	28	16	44
Novembre	113	67	180	80	49	129	33	18	51
Décembre	148	81	229	102	53	155	46	28	74
1954 Janvier	225	81	306	118	56	174	107	25	182
Février	194	72	266	113	52	165	81	20	101
Mars	125	66	191	92	49	141	33	17	50
Avril	111	65	176	79	47	126	32	18	50
Mai	101	63	164	69	45	114	32	18	50

¹ Non compris les chômeurs complets considérés comme difficiles à placer, soit en raison d'une déficience de leur aptitude physique, soit en raison de leur âge.

² Estimation : Jusqu'à juin 1952, le nombre de chômeurs complets aptes au travail a été estimé en déduisant le nombre, au 15 de chaque mois, des chômeurs complets partiellement aptes au travail et difficiles à placer, de la moyenne journalière du nombre total des chômeurs complets.

IV. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

81⁴

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés (milliers))

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Agriculture	Forêt chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois ameuble- ment	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation Tabac	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels- restaurants	Geas de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total
Chômeurs complets																									
1953 Mars	13,5	0,8	1,2	1,6	6,2	2,9	27,1	9,3	23,9	2,7	1,7	1,4	26,5	13,4	3,9	12,3	15,9	—	—	5,7	5,3	0,5	12,7	1,0	189,5
Avril	12,5	0,9	1,1	1,5	4,4	3,2	22,3	8,3	23,0	2,7	1,7	1,3	26,6	12,5	4,1	12,1	15,5	—	—	5,4	5,2	0,5	12,6	1,1	178,5
Mai	7,9	1,0	1,2	1,4	3,8	3,2	20,2	7,9	23,3	2,7	1,8	1,4	27,4	12,6	4,6	11,3	15,2	—	—	5,2	5,2	0,4	12,4	1,2	171,3
Juin	11,1	0,9	1,2	1,3	3,6	3,2	19,5	7,3	22,7	2,6	1,9	1,3	26,7	13,6	5,2	10,5	15,0	—	—	4,7	5,1	0,4	12,2	1,2	171,2
Juillet	10,9	0,9	1,2	1,3	3,6	3,2	20,4	7,7	23,2	2,7	1,8	1,3	26,9	13,8	5,3	10,2	15,0	—	—	4,0	5,0	0,5	11,9	1,1	171,9
Août	9,9	0,9	1,1	1,3	3,5	3,1	19,0	7,0	22,1	2,6	1,7	1,2	24,9	13,3	4,9	10,0	14,7	—	—	4,1	4,8	0,5	11,9	1,2	163,7
Septembre	8,4	0,9	1,2	1,3	4,0	2,8	19,4	6,8	23,1	2,5	1,6	1,3	23,8	12,5	4,4	9,5	14,4	—	—	5,0	5,2	0,4	12,3	1,2	162,0
Octobre	6,7	0,9	1,2	1,3	4,9	2,7	20,3	7,0	23,6	2,5	1,6	1,3	23,3	12,1	4,5	9,6	14,7	—	—	6,2	5,3	0,4	12,5	1,0	163,6
Novembre	12,9	1,0	1,5	1,6	6,0	2,9	26,2	8,0	25,4	2,5	1,7	1,2	24,4	13,7	5,1	10,6	15,6	—	—	6,3	5,4	0,4	12,7	0,9	186,0
Décembre	16,5	1,1	1,5	1,9	7,3	3,0	35,7	10,0	27,4	2,7	1,7	1,3	27,0	16,9	6,2	11,6	17,0	—	—	6,3	5,3	0,5	12,8	0,9	214,6
1954 Janvier	17,5	1,3	1,6	2,3	8,2	3,1	45,0	11,1	29,0	2,7	1,8	1,4	28,7	18,7	6,0	12,5	18,0	—	—	6,4	5,4	0,5	13,4	0,9	235,5
Février	17,2	1,3	1,6	2,2	7,8	3,0	43,8	10,7	28,1	2,7	1,6	1,4	27,6	16,6	5,0	12,5	17,6	—	—	6,3	5,4	0,5	13,1	1,0	227,1
Mars	14,8	1,0	1,5	1,8	5,5	3,2	32,6	9,1	26,1	2,6	1,7	1,3	26,1	13,9	4,5	12,2	16,4	—	—	6,2	5,3	0,5	12,8	0,9	199,9
Chômeurs partiels et accidentels																									
1953 Mars	0,6	0,3	0,0	0,6	1,0	0,3	3,8	1,9	8,1	0,7	0,7	0,3	17,6	5,3	2,5	2,2	2,7	6,6	0,1	0,3	0,3	0,1	0,5	0,1	56,6
Avril	0,6	0,3	0,4	0,6	0,9	0,4	2,5	1,6	7,5	0,7	0,9	0,3	18,3	5,7	3,7	2,2	2,6	6,7	0,3	0,3	0,3	0,0	0,5	0,1	57,4
Mai	1,3	0,3	0,8	0,4	0,8	0,4	2,5	1,5	6,9	0,6	0,8	0,3	18,5	5,7	4,1	2,0	2,5	6,3	0,6	0,3	0,3	0,0	0,5	0,0	57,4
Juin	1,0	0,3	0,3	0,4	0,8	0,4	2,4	1,4	7,0	0,6	0,7	0,3	15,9	7,0	5,8	2,0	2,4	5,9	0,7	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	56,3
Juillet	1,0	0,3	0,2	0,4	0,8	0,4	2,3	1,3	6,3	0,5	0,6	0,3	15,0	6,3	5,2	2,0	2,3	4,8	0,6	0,2	0,3	0,1	0,4	0,0	51,6
Août	0,9	0,3	0,2	0,4	0,7	0,3	2,1	1,2	6,5	0,5	0,5	0,3	12,0	5,2	4,3	1,7	2,3	4,8	0,4	0,2	0,3	0,0	0,4	0,0	45,5
Septembre	0,7	0,4	0,5	0,4	0,6	0,3	2,1	1,1	6,8	0,4	0,3	0,2	10,7	4,6	2,2	1,6	1,8	5,8	0,6	0,3	0,3	0,1	0,4	0,0	42,2
Octobre	0,8	0,4	0,8	0,4	0,6	0,3	2,0	1,2	6,7	0,5	0,3	0,2	9,7	5,3	2,8	1,8	2,1	5,8	1,1	0,3	0,3	0,1	0,4	0,0	43,9
Novembre	1,0	0,4	0,2	0,5	0,7	0,3	3,8	1,6	7,0	0,5	0,3	0,2	10,8	7,6	4,1	1,7	2,2	5,9	1,5	0,3	0,3	0,1	0,4	0,0	51,4
Décembre	1,2	0,7	0,4	1,2	0,8	0,3	7,5	2,8	8,5	0,7	0,5	0,2	17,0	11,3	6,4	2,3	2,7	5,8	2,1	0,3	0,4	0,1	0,4	0,0	73,6
1954 Janvier	2,4	2,5	0,9	4,6	1,7	0,3	52,3	6,7	12,3	0,8	0,5	0,3	16,9	9,7	3,3	3,0	4,8	6,4	1,7	0,4	0,4	0,1	0,5	0,0	132,5
Février	2,0	1,9	3,2	3,2	1,4	0,4	34,2	5,0	8,8	0,6	0,4	0,3	14,2	7,0	2,4	2,7	4,1	6,5	1,3	0,3	0,3	0,1	0,5	0,0	100,8
Mars	0,6	0,5	0,2	0,5	0,7	0,5	4,3	1,5	6,1	0,5	0,3	0,2	13,1	4,9	2,2	2,6	2,5	6,2	1,0	0,3	0,3	0,1	0,5	0,0	49,6
Total des chômeurs contrôlés																									
1953 Mars	14,1	1,1	1,2	2,3	7,2	3,2	30,9	11,2	32,0	3,4	2,4	1,7	44,1	18,7	6,4	14,6	18,5	6,6	0,1	6,1	5,6	0,5	13,2	1,0	246,1
Avril	13,0	1,2	1,6	2,1	5,3	3,6	24,8	9,9	30,5	3,4	2,6	1,7	44,9	18,2	7,8	14,3	18,1	6,7	0,3	5,7	5,5	0,5	13,1	1,1	235,9
Mai	9,3	1,2	2,0	1,8	4,6	3,6	22,6	9,4	30,2	3,3	2,6	1,6	45,9	18,3	8,7	13,3	17,7	6,3	0,6	5,5	5,5	0,5	12,9	1,3	228,7
Juin	12,2	1,3	1,5	1,7	4,5	3,6	21,9	8,7	29,7	3,2	2,5	1,5	42,6	20,6	11,0	12,4	17,3	5,9	0,7	5,0	5,4	0,4	12,6	1,3	227,5
Juillet	11,8	1,2	1,4	1,7	4,4	3,6	22,7	9,0	29,5	3,2	2,5	1,6	42,0	20,0	10,5	12,2	17,3	4,8	0,6	4,3	5,2	0,5	12,3	1,2	223,5
Août	10,8	1,2	1,3	1,7	4,2	3,4	21,1	8,2	28,5	3,1	2,3	1,5	37,0	18,5	9,2	11,7	16,9	4,8	0,4	4,3	5,1	0,5	12,3	1,2	209,2
Septembre	9,1	1,3	1,7	1,7	4,6	3,1	21,5	7,9	29,9	2,9	1,9	1,5	34,5	17,1	6,6	11,1	16,2	5,8	0,6	5,3	5,5	0,5	12,7	1,2	204,2
Octobre	7,5	1,3	2,0	1,7	5,5	3,0	22,3	8,2	30,2	3,1	1,9	1,5	33,0	17,4	7,3	11,4	16,8	5,8	1,1	6,5	5,6	0,5	12,9	1,0	207,5
Novembre	13,8	1,4	1,7	2,1	6,7	3,2	30,0	9,6	32,4	3,1	2,0	1,4	35,2	21,3	9,3	12,2	17,8	5,9	1,5	6,6	5,7	0,5	13,1	0,9	237,4
Décembre	17,7	1,8	1,9	3,1	8,0	3,3	43,2	12,8	35,9	3,5	2,1	1,5	44,0	28,1	12,7	13,9	19,7	5,8	2,1	6,6	5,7	0,5	13,3	1,0	288,2
1954 Janvier	19,9	3,8	2,5	6,9	9,9	3,4	97,3	17,8	41,2	3,6	2,3	1,7	45,6	28,4	9,2	15,5	22,9	6,4	1,7	6,7	5,8	0,6	13,9	1,0	368,0
Février	19,1	3,2	4,7	5,4	9,2	3,4	78,0	15,7	36,9	3,3	2,1	1,6	41,8	23,6	7,4	15,2	21,7	6,5	1,3	6,7	5,8	0,6	13,6	1,0	327,8
Mars	15,4	1,6	1,7	2,3	6,2	3,7	37,0	10,7	32,2	3,1	1,9	1,5	39,2	18,8	6,7	14,7	18,8	6,2	1,0	6,5	5,6	0,5	13,3	0,9	249,5

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I. — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹

85¹

(millions de francs)

Rubriques	1953 30 septembre	1953 31 octobre	1953 30 novembre	1953 31 décembre	1954 31 janvier	1954 28 février	1954 31 mars	1954 30 avril
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	2.324	2.249	2.278	4.567	2.427	2.426	3.851	2.280
Prêts au jour le jour	1.994	1.915	2.011	1.640	2.149	2.746	1.525	1.986
Banquiers	3.307	2.998	3.208	3.526	3.330	3.712	3.121	3.419
Maison-mère, succursales et filiales ...	947	736	741	529	431	436	545	493
Autres valeurs à recevoir à court terme	2.950	3.262	3.355	3.178	3.170	3.473	2.868	3.262
Portefeuille-effets	44.149	44.237	43.783	43.410	44.614	44.872	45.192	44.838
a) Portefeuille commercial ²	10.971	10.695	11.375	11.880	12.118	12.872	13.334	12.681
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	11.388	11.619	11.592	10.328	10.038	9.577	9.191	9.109
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	21.795	21.923	20.816	21.207	22.458	22.423	22.667	23.048
Reports et avances sur titres	1.329	1.540	1.509	1.512	1.388	1.364	1.561	1.547
Débiteurs par acceptations	7.852	7.747	7.755	8.136	8.127	8.135	8.344	8.393
Débiteurs divers	15.872	15.854	15.222	15.792	15.601	15.848	15.780	16.286
Portefeuille-titres	12.712	13.436	14.189	14.285	14.398	15.131	15.559	16.846
a) Valeurs de la réserve légale	237	237	237	237	237	237	239	250
b) Fonds publics belges	10.495	11.134	11.890	11.986	12.088	12.797	13.259	14.421
c) Fonds publics étrangers	73	96	97	95	97	88	77	76
d) Actions de banques	908	959	959	971	981	982	982	1.013
e) Autres titres	999	1.010	1.006	998	1.005	1.027	1.002	1.086
Divers	2.970	3.127	3.013	3.013	2.967	2.899	2.668	2.402
Capital non versé	4	4	4	4	4	4	4	44
Total disponible et réalisable.....	96.410	97.105	97.068	99.592	98.604	101.046	101.018	101.796
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	4	4	4	4	4	4	3	3
Immeubles	832	842	847	850	858	859	861	864
Participation dans les filiales immobil.	248	254	254	254	254	254	254	254
Créances sur filiales immobilières	253	251	255	256	255	257	263	266
Matériel et mobilier	119	123	126	112	114	113	113	115
Total de l'immobilisé.....	1.456	1.474	1.486	1.476	1.485	1.487	1.494	1.502
Total général actif.....	97.866	98.579	98.554	101.068	100.089	102.533	102.512	103.298
PASSIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	563	967	484	504	522	473	725	906
Emprunts au jour le jour	4	5	2	2	7	0,5	—	8
Banquiers	5.968	6.151	6.344	7.373	7.151	7.645	8.510	8.546
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.324	1.499	1.596	1.583	1.272	1.239	1.628	1.275
Acceptations	7.852	7.747	7.755	8.136	8.126	8.135	8.344	8.393
Autres valeurs à payer à court terme	1.389	1.958	1.499	1.650	1.707	3.874	1.337	1.795
Créiteurs pour effets à l'encaissement	916	846	857	805	705	639	654	630
Dépôts et comptes courants	66.680	65.917	66.428	67.430	66.763	66.945	67.837	68.145
a) A vue et à un mois au plus	58.724	57.371	58.080	58.967	58.620	58.579	59.023	59.351
b) A plus d'un mois	7.956	8.546	8.348	8.463	8.143	8.366	8.814	8.794
Obligations et bons de caisse	1.490	1.631	1.739	1.921	2.042	2.088	2.171	2.278
Montants à libérer sur titres et partic.	640	637	637	641	640	645	640	638
Divers	5.034	5.207	5.208	4.928	5.016	4.677	4.477	4.260
Total de l'exigible.....	91.860	92.565	92.549	94.973	93.951	96.360	96.323	96.874
C. Non exigible :								
Capital	3.503	3.513	3.525	3.556	3.576	3.596	3.583	3.886
Fonds indispos. par prime d'émission	113	113	100	109	109	109	112	112
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	240	240	240	240	248	249	250	261
Réserve disponible	2.057	2.057	2.056	2.115	2.133	2.139	2.167	2.088
Provisions	93	91	84	75	72	80	77	77
Total du non exigible.....	6.006	6.014	6.005	6.095	6.138	6.173	6.189	6.424
Total général passif.....	97.866	98.579	98.554	101.068	100.089	102.533	102.512	103.298

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

² L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale de Belgique et aux instituts paraétatiques s'élevait aux 30 septembre, 31 octobre, 30 novembre, 31 décembre 1953, 31 janvier, 28 février, 31 mars et 30 avril 1954 respectivement à 6.585, 7.168, 7.048, 8.025, 6.797, 6.168, 6.977 et 7.141 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI

(millions de francs)

Rubriques	1953 30 septembre	1953 31 octobre	1953 30 novembre	1953 31 décembre	1954 31 janvier	1954 28 février	1954 31 mars	1954 30 avril
ACTIF								
Encaisse or	3.956	3.996	4.024	4.297	4.449	4.746	4.897	5.042
Avoirs en monnaies convertibles en or ...	5.834	5.716	5.970	5.781	5.919	5.939	5.518	5.412
Avoirs en francs belges :								
Banques et divers organismes	1	116	327	219	239	315	90	976
Certificats du Trésor belge	1.600	1.191	1.191	1.213	1.239	1.258	1.262	1.245
Autres avoirs	287	333	825	1.232	1.080	1.192	1.162	1.936
Avoirs en autres monnaies	71	41	34	53	191	53	31	59
Débiteurs pour change et or à terme	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets commerc. sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi	6	5	5	29	39	49	49	59
Avances sur fonds publ. et subs. précieuses	37	24	29	16	12	17	9	13
Avoirs aux Offices des Chèques postaux ...	4	19	2	2	15	14	43	32
Effets publics (art. 6, § 1, litt. 3a des Statuts) émis par le Congo Belge	50	75	125	100	50	50	50	50
Effets publics belges émis en francs cong.	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436
Fonds publics (art. 6, § 1, litt. 12 et 13 des Statuts)	103	103	103	103	408	408	406	414
Immeubles, matériel et mobilier	77	78	82	85	87	90	99	104
Divers	177	186	193	10	13	24	74	51
	16.639	16.319	17.346	17.576	18.177	18.591	18.126	19.829

PASSIF

Billets et monnaies métalliques en circul.	4.399	4.278	4.215	4.458	4.454	4.416	4.377	4.381
Comptes courants et créditeurs divers :								
Congo Belge	878	599	1.506	3.692	4.355	4.121	4.242	4.439
Ruanda-Urundi	819	793	796	867	790	774	767	750
Comptes courants divers	5.248	6.254	6.797	4.380	4.534	4.775	4.571	4.420
Valeurs à payer	176	145	186	83	106	292	127	136
<i>Total des engagements à vue</i>	11.520	12.069	13.500	13.480	14.239	14.378	14.084	14.126
Engagements en francs belges :								
A vue	1.106	647	562	1.056	1.032	938	580	2.413
A terme	1.361	1.232	1.197	1.115	1.045	1.030	1.300	1.258
Engagements en monnaies étrangères :								
En monnaies convertibles	1.999	1.600	1.394	1.277	1.234	1.625	1.573	1.457
En autres monnaies	22	12	10	26	11	11	15	8
Monnaies étrangères et or à livrer	195	260	209	344	300	249	212	188
Divers	236	349	324	128	166	210	212	229
Capital	150	150	150	150	150	150	150	150
	16.639	16.319	17.346	17.576	18.177	18.591	18.126	19.829

(millions de francs)

Fin de mois	A la disposition de l'économie belge								Total du stock monétaire à la disposition de l'économie belge (8) = (3) + (7)	P.c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire (9) = $\frac{(8)}{(8)}$	Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges (10)
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale							
	Billets et monnaies du Trésor (1)	Billets de la Banque Nationale de Belgique (2)	Stock de monnaie fiduciaire * (3)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique * (4)	Avoirs en comptes chèques postaux * (5)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements paratattiques * (6)	Stock de monnaie scripturale (7) = (4) + (5) + (6)				
1952 Avril	5.523	95.772	100.009	451	19.468	49.123	69.042	169.051	59,2	15.257 ²	
1953 Février	5.504	97.939	102.095	691	20.351	48.835	69.877	171.972	59,4	7.456	
Mars	5.472	97.297	101.440	534	20.107	49.760	70.401	171.841	59,0	7.509	
Avril	5.489	97.908	102.110	519	19.546	49.118	69.183	171.293	59,6	7.677	
Mai	5.490	97.802	101.930	570	20.154	49.469	70.193	172.123	59,2	7.464	
Juin	5.498	98.393	102.582	591	21.127	49.918	71.636	174.218	58,9	6.790	
Juillet	5.564	100.846	105.064	523	20.605	48.982	70.110	175.174	60,0	7.510	
Août	5.601	100.504	104.803	480	20.500	49.146	70.126	174.929	59,9	7.620	
Septembre ...	5.631	100.072	104.379	509	21.421	50.387	72.317	176.696	59,1	7.848	
Octobre	5.619	99.896	104.191	517	20.369	49.484	70.370	174.561	59,7	7.916	
Novembre ...	5.606	99.626	103.869	568	20.641	50.373	71.582	175.451	59,2	7.763	
Décembre ...	5.623	101.592	105.924	625	21.403	51.426	73.454	179.378	59,1	7.733	
1954 Janvier	5.617	100.330	104.604	594	20.724	50.920	72.238	176.842	59,2	7.867	
Février	5.621	99.346	103.600	881	20.142	50.717	71.740	175.340	59,1	8.032	
Mars	5.575	98.813	102.941	489	21.229	50.528	72.246	175.187	58,8	8.429	
Avril	5.600	99.862	104.087	473	20.972	51.785	73.230	177.317	58,7	9.007	

* Déduction faite des encaisses du système bancaire.

¹ Cfr. *Bulletin d'Information et de Documentation* de décembre 1949, vol. II, n° 6 : « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », pp. 838 et suivantes.

² Le transfert des fonctions de banque d'émission de la Banque du Congo Belge à la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi a provoqué certains transferts qui affectent la colonne : « Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges ».

En effet, parmi ceux-ci figuraient antérieurement les engagements des sièges métropolitains de la Banque du Congo Belge vis-à-vis de ses succursales congolaises.

Une partie de ces comptes ont été absorbés lors des opérations de reprise d'actifs et de passifs par la nouvelle Banque Centrale; les sièges africains ont converti le solde en francs congolais. La diminution sensible des avoirs de l'étranger provient essentiellement de ces mouvements importants plus apparents que réels.

VITESSE DE CIRCULATION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE EN BELGIQUE

Mois	Comptes Chèques postaux ¹	Mois	Dépôts à vue dans les banques
1953 Février	3,88	1953 Février	1,60
Mars	3,42	Mars	1,70
Avril	3,96	Avril	1,72
Mai	4,27	Mai	1,64
Juin	3,64	Juin	1,77
Juillet	4,02	Juillet	1,83
Août	3,84	Août	1,61
Septembre	3,35	Septembre	1,59
Octobre	3,75	Octobre	1,80
Novembre	3,83	Novembre	1,59
Décembre	3,91	Décembre	1,86
1954 Janvier	4,07	1954 Janvier	1,66
Février	3,75	Février	1,78
Mars	3,65	Mars	1,86
Avril	4,04	Avril	1,78

¹ Voir tableau n° 86.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, n'étant pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

II. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

BANQUE DE FRANCE
(milliards de francs français)

86¹

Rubriques	1953 5 novembre	1953 10 décembre	1954 7 janvier	1954 4 février	1954 4 mars	1954 8 avril	1954 6 mai	1954 10 juin
ACTIF								
Encaisse or	201	201	201	201	201	201	201	201
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements ...	10	14	16	19	22	25	29	32
Monnaies divisionnaires	8	7	7	8	8	8	8	8
Comptes courants postaux	29	26	33	24	25	26	29	31
Av. au Fonds de Stabilisat. des changes ¹	10	16	17	25	41	43	69	66
Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique	4	4	4	4	4	4	4	4
Prêts sans intérêts à l'Etat ²	50	50	50	50	50	50	50	50
Av. provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 ³	426	426	426	426	426	426	426	426
Avances provisoires à l'Etat ⁴	200	200	195	195	195	195	195	195
Avances spéciales à l'Etat ⁵	175	200	208	212	211	196	167	197
Portefeuille d'escompte	932	921	971	923	932	1.045	1.008	937
<i>Effets escomptés sur la France</i>	543	541	558	535	557	661	606	555
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2
<i>Effets garant. par l'Office des céréales</i> ⁶	54	61	61	57	48	35	29	23
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	335	319	352	331	327	349	373	359
Effets négociables achetés en France ⁷ ...	265	248	267	263	243	211	220	239
Avances à 30 jours sur effets publics	18	16	17	16	15	11	18	20
Avances sur titres	9	8	8	8	8	8	9	9
Avances sur or	—	—	—	—	—	—	—	—
Hôtel et mobilier de la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rentes pourvues d'affectations spéciales ⁸	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Effets en cours de recouvrement	34	19	30	35	35	16	27	21
Divers	50	50	50	50	51	46	47	49
Total	2.421	2.406	2.500	2.459	2.467	2.511	2.507	2.485
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	2.214	2.208	2.295	2.276	2.297	2.340	2.329	2.304
Comptes courants créditeurs	126	124	142	117	115	109	111	114
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
<i>Comptes courants des accords de coopération économique</i>	1	0,4	0,6	0,6	0,6	0,1	0,1	1
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères</i>	72	69	78	60	58	53	54	54
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	54	55	64	56	57	56	57	59
Capital de la Banque	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Bénéfices en addition au capital ⁹	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves mobilières légales ¹⁰	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve immobilière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	80	73	62	66	54	62	67	67
Total	2.421	2.406	2.500	2.459	2.467	2.511	2.507	2.485

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 18 juin 1878, prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947.

³ Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 6 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 28 mars, 17 mai et 20 juillet 1944.

⁴ Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1er septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1er octobre 1947, convention du 22 janvier 1953 approuvée par la loi du 23 janvier 1953.

⁵ Convention du 11 juillet 1953 approuvée par la loi du même jour.

⁶ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941.

⁷ Décret du 17 juin 1938.

⁸ Loi du 17 mai 1884, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857.

⁹ Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897.

BANK OF ENGLAND

(millions de £)

86

Rubriques	1958 4 novembre	1958 9 décembre	1954 6 janvier	1954 10 février	1954 10 mars	1954 7 avril	1954 5 mai	1954 9 juin
-----------	--------------------	--------------------	-------------------	--------------------	-----------------	-----------------	---------------	----------------

Département d'émission

ACTIF

Dette de l'Etat	11	11	11	11	11	11	11	11
Autres fonds publics	1.561	1.661	1.611	1.561	1.561	1.611	1.611	1.660
Autres titres	1	1	1	1	1	1	1	1
Monnaies autres que monnaies d'or	2	2	2	2	2	2	2	3
Montant de l'émission fiduciaire	1.575	1.675	1.625	1.575	1.575	1.625	1.625	1.675
Monnaies d'or et lingots	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	1.575	1.675	1.625	1.575	1.575	1.625	1.625	1.675

PASSIF

Billets émis :								
En circulation	1.539	1.620	1.592	1.543	1.562	1.592	1.613	1.637
Au département bancaire	36	55	33	32	13	33	12	38
	1.575	1.675	1.625	1.575	1.575	1.625	1.625	1.675

Département bancaire

ACTIF

Fonds publics	326	317	333	316	334	319	353	322
Autres titres :								
Escomptes et avances	11	5	10	18	15	14	10	9
Titres	82	22	16	23	18	14	14	14
Billets	36	55	34	32	14	33	12	38
Monnaies	2	2	2	2	2	3	2	2
	407	401	395	391	383	383	391	385

PASSIF

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Réserves	3	4	3	3	3	3	3	3
Dépôts publics :								
Comptes publics (y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes)	21	15	12	16	17	13	15	15
Trésor, compte spécial	18	7	7	5	5	1	13	5
Autres dépôts :								
Banquiers	281	290	288	287	278	287	276	279
Autres comptes	69	70	70	65	65	64	69	68
	407	401	395	391	383	383	391	385

FEDERAL RESERVE BANKS ¹

86³

(millions de \$)

Rubriques	1953 4 novembre	1953 9 décembre	1954 6 janvier	1954 10 février	1954 10 mars	1954 7 avril	1954 5 mai	1954 9 juin
ACTIF								
Certificats-or	20.043	20.469	20.453	20.384	20.399	20.399	20.412	20.382
Fonds de rachat des billets des F.R.	854	876	897	887	876	879	871	856
Total des réserves de certificats-or	20.897	21.345	21.350	21.271	21.275	21.278	21.283	21.238
Autres encaisses	330	301	383	450	426	405	381	351
Escompte et avances	822	727	170	440	411	177	140	177
Prêts à l'économie privée	3	2	2	2	2	2	1	1
Fonds publics :								
Achetés directement								
Effets	2.106	2.421	2.596	2.085	1.961	1.911	1.911	2.266
Certificats	5.851	5.817	5.817	5.816	6.051	6.051	6.051	6.600
Billets	13.774	13.264	13.264	13.264	13.029	13.029	13.029	13.029
Obligations	3.666	3.641	3.641	3.641	3.641	3.641	3.641	3.093
Total acheté directement	25.397	25.143	25.318	24.806	24.682	24.632	24.632	24.988
Détenus en vertu d'une convention de rachat	49	202	66	57	—	—	—	—
Total des fonds publics	25.446	25.345	25.384	24.863	24.682	24.632	24.632	24.988
Total des prêts et des fonds publics	26.271	26.075	25.556	25.305	25.095	24.811	24.773	25.165
Avoirs sur banques étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—
Billets F.R. d'autres banques	165	158	232	168	172	140	145	135
Moyens de trésorerie non encaissés	3.581	3.484	4.015	3.499	3.516	3.356	3.591	3.459
Immeubles	50	50	52	53	53	59	54	53
Autres avoirs	220	186	160	205	154	152	187	194
Total actif.....	51.514	51.599	51.748	50.951	50.691	50.195	50.354	50.595
PASSIF								
Billets de la Federal Reserve	26.150	26.576	26.406	25.772	25.683	25.540	25.482	25.541
Dépôts :								
Banques affiliées — compte de réserve	19.779	19.720	20.183	19.654	19.640	19.272	19.207	20.032
Trésor américain — compte général ...	664	488	222	638	448	570	617	250
Etrangers	452	491	440	473	487	491	601	563
Autres	376	331	397	338	346	371	328	201
Total dépôts	21.271	21.030	21.242	21.103	20.921	20.704	20.753	21.046
Moyens de trésor. avec disponib. différée	3.022	2.877	3.051	2.989	2.974	2.810	3.030	2.885
Autres engagements et dividendes courus	20	23	17	17	16	18	18	21
Total passif.....	50.463	50.506	50.716	49.881	49.594	49.072	49.283	49.493
COMPTES DE CAPITAL								
Capital libéré	263	264	266	269	270	270	271	272
Surplus (section 7)	585	585	625	625	625	625	625	625
Surplus (section 13b)	27	28	27	27	27	28	28	27
Autres comptes de capital	176	216	114	149	175	200	147	178
Total du passif et comptes de capital	51.514	51.599	51.748	50.951	50.691	50.195	50.354	50.595
Engagements éventuels sur acceptations achetées p ^r correspondants étrangers ...	22	22	25	14	9	14	16	16
Engagem. d'emprunts à l'économie privée	3	3	4	3	3	3	3	2
Coefficient des réserves de certificats-or par rapport aux dépôts et billets F.R.	44,1 %	44,8 %	44,8 %	45,4 %	45,7 %	46,0 %	46,0 %	45,6 %

¹ Situation globale des douze banques de réserve fédérale.

Rubriques	1953 9 novembre	1953 7 décembre	1954 4 janvier	1954 8 février	1954 8 mars	1954 5 avril	1954 10 mai	1954 8 juin
ACTIF								
Effets, promesses et obligat. escomptés ¹	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets, certificats du Trésor et obligations achetés par la Banque (art. 15, 4 ^o , de la loi bancaire de 1948)	—	—	—	—	—	—	—	—
Certif. du Trésor repris par la Banque à l'Etat en vertu de la conv. du 26-2-1947	217	217	517	517	517	517	509	441
Avances en comptes courants nantis (y compris les prêts)	33	34	34	31	35	31	40	30
<i>sur titres, etc.</i> ²	31	32	32	28	33	30	38	29
<i>sur produits et cédulas</i>	2	2	2	3	2	1	2	1
Avances à l'Etat (art. 20 de la loi bancaire de 1948)	—	—	—	—	—	—	—	—
Créance comptable sur l'Etat en vertu de la convention du 26-2-47	1.000	1.000	700	700	700	400	400	400
Lingots et monnaies	2.792	2.791	2.808	2.995	2.936	2.936	2.938	2.939
<i>Monnaies et lingots d'or</i>	2.775	2.775	2.792	2.981	2.924	2.924	2.924	2.924
<i>Monnaies d'argent, etc.</i>	17	16	16	14	12	12	14	15
Créances et titres libellés en monnaies étrangères	1.555	1.634	1.611	1.514	1.543	1.496	1.586	1.679
Moyens de paiement étrangers	1	1	1	1	1	1	1	1
Créances en florins résultant d'accords de paiement	221	214	239	197	199	187	206	238
Placement du capital, des réserves, du fonds des pensions et du fonds de prévision	175	175	175	175	174	174	182	183
Immeubles et inventaires	1	1	1	1	1	1	1	1
Comptes divers	35	40	37	39	42	44	25	26
	6.030	6.107	6.123	6.170	6.148	5.787	5.888	5.938
PASSIF								
Capital	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de réserve	23	23	23	23	23	23	25	25
Réserves spéciales	95	95	95	95	95	95	101	101
Fonds de pension	35	35	35	35	35	36	40	40
Fonds de prévis. du personnel temporaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Billets en circulation (émissions ancien.)	31	31	31	30	30	30	30	29
Billets en circulation (émissions nouvelles)	3.140	3.182	3.316	3.201	3.242	3.301	3.262	3.309
Accréditifs en circulation	—	—	—	—	5	—	—	—
Comptes courants	2.555	2.567	2.477	2.635	2.545	2.156	2.272	2.230
<i>Trésor public</i>	524	697	954	936	1.074	580	696	726
<i>Trésor public, compte spécial</i>	1.201	999	1.002	1.002	1.027	1.027	863	797
<i>Avoirs des banques aux Pays-Bas</i>	520	574	263	420	186	305	432	503
<i>Engagements résultant d'accords de paiement</i>	87	119	89	85	93	76	108	68
<i>Autres avoirs de non-résidents</i>	27	16	17	21	23	23	24	24
<i>Autres engagements</i>	196	162	152	171	142	145	149	112
Engagements libellés en monnaies étrang.	92	107	77	78	100	82	114	157
Comptes divers	38	46	48	52	52	43	23	26
	6.030	6.107	6.123	6.170	6.148	5.787	5.888	5.938
¹ Dont Certificats du Trésor (escomptés directement par la Banque)	—	—	—	—	—	—	—	—
² Dont à l'Indonésie (Loi du 15 mars 1938 — Staatsblad, n ^o 99)	24	24	24	24	24	24	24	24
N.B. — Soldes en florins résultant d'accords de paiement et placés en bons du Trésor néerlandais	23	22	22	128	40	34	32	32
Billets d'Etat mis en circulation par la Banque pour compte de l'Etat	147	148	151	147	147	148	150	152

SVERIGES RIKSBANK

(millions de kr.)

86⁵

Rubriques	1953 30 octobre	1953 30 novembre	1953 31 décembre	1954 30 janvier	1954 27 février	1954 31 mars	1954 30 avril	1954 31 mai
ACTIF								
Monnaies et lingots d'or	483	482	481	481	481	481	481	481
Surplus de valeur d'or	650	650	649	648	647	647	648	649
Fonds publics étrangers *	380	388	424	462	477	459	445	460
Effets sur l'étranger *	67	63	68	65	56	63	73	73
Créances nettes sur banques et banquiers étrangers *	926	965	999	983	885	806	838	833
Autres avoirs sur l'étranger	1	1	1	1	1	1	1	1
Effets et obligations du Trésor suédois *	2.352	2.326	2.786	2.284	2.342	2.299	2.331	2.300
Effets payables en Suède *	47	47	45	45	45	46	46	41
Prêts nantis *	202	202	207	202	231	206	263	297
Avances en comptes courants *	76	76	105	45	131	132	163	187
Prêts sur ventes à tempérament	59	58	58	58	58	58	58	57
Fonds de pensions déposés à l'administra- tion de la Dette publique	7	7	7	7	7	7	7	7
Monnaies (autres qu'en or)	6	6	6	10	11	14	13	15
Chèques et effets bancaires	10	6	23	4	9	6	6	4
Autres valeurs actives intérieures	47	23	60	49	49	48	10	9
Quota de la Suède au F.M.I.	517	517	517	517	517	517	517	517
Participation de la Suède au capital de la B.I.R.D.	103	103	103	103	103	103	103	103
Total.....	5.938	5.920	6.539	5.964	6.050	5.893	6.003	6.034
PASSIF								
Billets en circulation ¹	4.508	4.511	4.835	4.610	4.584	4.459	4.575	4.433
Effets bancaires	2	1	2	2	1	2	1	1
Dépôts en comptes chèques	304	287	545	282	388	330	354	538
<i>Institutions officielles</i>	192	205	363	177	357	309	321	514
<i>Banques commerciales</i>	109	79	180	103	29	19	30	21
<i>Autres déposants</i>	3	3	2	2	2	2	3	3
Dépôts à 45 jours de préavis au moins ²	206	206	208	115	119	120	121	121
Comptes d'ajustement de change	235	235	235	235	236	236	236	301
Autres engagements	63	60	95	21	25	49	19	23
Capital	50	50	50	50	50	50	50	50
Fonds de prêts sur ventes à tempérament	65	65	65	65	65	65	65	65
Fonds de réserve	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de pensions	7	7	7	7	7	7	7	7
Bénéfices reportés	1	1	1	1	1	1	1	1
Bénéfice pour 1953	—	—	—	80	80	80	80	—
Fonds Monétaire International	388	388	388	388	388	388	388	388
Banque Internationale de Reconstruction et de Développement	89	89	88	88	86	86	86	86
Total.....	5.938	5.920	6.539	5.964	6.050	5.893	6.003	6.034

N. B. La couverture supplémentaire des billets (art. 10 de la loi sur la Riksbank) comprend les rubriques actives marquées d'un astérisque.

¹ Le montant maximum de l'émission fiduciaire autorisée par la loi n° 875 du 6 juin 1952 était de 4.800 millions de kr. Depuis la loi n° 704 du 11 décembre 1953 le montant maximum a été porté à 5.100 millions de kr.

² Depuis le 30 janvier 1954 ce compte s'intitule : Dépôts.

BANCA D'ITALIA

(milliards de liras)

86⁶

Rubriques	1953 30 septembre	1953 31 octobre	1953 30 novembre	1953 31 décembre	1954 31 janvier	1954 28 février	1954 31 mars	1954 30 avril
ACTIF								
Encaisse or	4	4	4	4	4	4	4	4
Or à l'étranger dû par l'Etat	2	2	2	2	2	2	2	2
Caisse ¹	11	11	10	10	11	11	11	11
Portefeuille d'escompte	228	241	235	264	255	257	245	244
Effets reçus à l'encaissement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances sur titres et sur marchandises et comptes courants	83	91	85	116	72	94	86	99
Disponibilités en devises à l'étranger	58	60	61	63	65	63	65	67
Titres émis ou garantis par l'Etat	30	30	30	30	30	31	31	30
Immeubles	—	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs divers	678	675	683	685	698	686	682	677
Créances diverses	4	4	4	4	4	4	4	4
Avances provisoires à l'Etat	77	77	77	77	77	77	77	77
Avances extraordinaires à l'Etat	343	343	343	343	343	343	343	343
Emissions des autorités militaires alliées ou pour leur compte	145	145	145	145	145	145	145	145
Compte-courant du Trésor ²	—	—	—	14	4	—	—	—
Placements en titres pour le compte du Trésor	226	216	231	253	258	258	260	260
Services divers pour le compte de l'Etat	18	9	14	20	22	20	21	17
Dépenses diverses	17	18	19	23	1	2	3	4
Total de l'actif.....	1.924	1.926	1.943	2.053	1.991	1.997	1.979	1.984
PASSIF								
Billets en circulation	1.307	1.300	1.317	1.449	1.376	1.339	1.332	1.343
Chèques et autres dettes à vue	16	12	14	20	14	13	16	13
Comptes courants à vue	42	51	39	52	43	38	49	41
Comptes courants à terme et réserves obligatoires des banques	416	409	427	390	433	416	406	421
Créditeurs divers	102	98	101	110	108	110	115	112
Comptes courants du Trésor public :								
ordinaire	2	13	5	—	—	54	25	14
spécial	7	7	6	—	—	6	6	6
Comptes courants des Accords de coopé- ration économique	12	15	12	7	14	17	24	27
Capital	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Fonds de réserve ordinaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Fonds de réserve extraordinaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Bénéfices de l'exercice en cours	18	19	20	23	1	2	4	4
Total du passif et du patrimoine...	1.924	1.926	1.943	2.053	1.991	1.997	1.979	1.984
Dépôtsants de titres et valeurs (compte d'ordre)	2.679	2.585	2.572	2.664	2.763	2.728	2.656	2.510
Escomptes effectués	47	32	84	131	38	23	88	111
Avances effectuées	218	281	198	388	200	286	257	289
Opérations au comptant liquidées par les Chambres de compensation	3.858	4.775	4.007	4.646	4.376	4.564	4.238	4.319
¹ Comprend les billets et monnaies pour compte du Trésor				6	—	7	7	6
² Solde du fonds spécial	—	—	—	6	6	—	—	—

BANK DEUTSCHER LÄNDER

(millions de D.M.)

867

Rubriques	1951 7 novembre	1953 7 décembre	1954 7 janvier	1954 6 février	1954 6 mars	1954 7 avril	1954 7 mai	1954 4 juin
ACTIF								
Or	1.227	1.282	1.368	1.505	1.593	1.648	1.738	1.707
Avoirs auprès de banques étrangères	6.007	6.262	6.608	6.814	7.051	7.328	7.370	7.505
Monnaies étrangères, lettres de change et chèques sur l'étranger	365	360	425	451	387	377	469	479
Avoirs résultant des transactions avec l'étranger	3	2	—	—	—	—	—	—
Avoirs en comptes chèques postaux	51	60	78	50	50	63	63	59
Effets sur l'intérieur	1.303	1.311	1.690	1.255	1.309	1.221	1.027	1.014
Effets du Trésor et bons du Trésor sans intérêt des administrations de l'Etat ...	—	56	39	14	38	—	—	—
Monnaies divisionnaires allemandes	102	85	99	111	109	105	93	88
Prêts sur créances de compensation	105	160	80	66	87	42	40	48
Avances et crédits à court terme	199	166	183	182	156	143	163	148
Titres	44	27	67	63	61	53	24	22
Créances sur les pouvoirs publics	3.757	3.462	2.965	2.529	2.368	2.558	2.548	2.502
a) créances de compensation	3.135	2.840	2.343	1.907	1.746	1.936	1.926	1.880
b) titres d'obligation	622	622	622	622	622	622	622	622
Crédit à l'Etat pour participation au Fonds Monétaire et à la Banque Mondiale	183	183	183	183	183	183	183	183
Autres valeurs actives	203	200	175	171	179	214	227	227
	13.549	13.616	13.960	13.394	13.571	13.935	13.945	13.982

PASSIF

Billets en circulation	10.821	11.196	10.956	10.720	10.995	10.897	11.087	11.340
Dépôts :								
a) des banques centrales des Länder ...	621	334	651	481	414	761	601	444
b) des Administrations de l'Etat : ...	336	396	465	322	312	344	404	381
comptes de contre-valeur de l'Etat ...	310	315	284	305	293	321	331	358
autres avoirs	26	81	181	17	19	23	23	23
c) administrations alliées	548	543	579	552	547	540	538	537
d) autres	221	159	190	161	159	265	203	195
Engagements résultant des transactions avec l'étranger	227	209	282	332	308	292	343	324
Autres valeurs passives	485	489	547	536	546	546	447	439
a) provisions	206	206	204	174	174	174	219	219
b) autres	279	283	343	362	372	372	228	220
Capital social	100	100	100	100	100	100	100	100
Réserves légales et autres	190	190	190	190	190	190	222	222
	13.549	13.616	13.960	13.394	13.571	13.935	13.945	13.982

BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

 86⁸

Rubriques	1953 7 novembre	1953 7 décembre	1954 7 janvier	1954 6 février	1954 6 mars	1954 7 avril	1954 7 mai	1954 5 juin
ACTIF								
Encaisse or	6.092	6.092	6.086	6.084	6.131	6.131	6.009	6.047
Disponibilités à l'étranger	517	505	522	535	492	498	509	497
<i>pouvant servir de couverture</i>	517	505	522	535	492	498	509	497
<i>autres</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse	185	186	202	200	170	125	125	81
<i>Effets de change</i>	185	186	188	200	170	125	125	81
<i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i>	—	—	14	—	—	—	—	—
Avances sur nantissement	22	21	28	15	15	19	27	24
<i>dénonçables à 10 jours</i>	22	21	28	15	15	19	27	24
<i>autres avances sur nantissement</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
Titres	35	35	35	36	36	36	36	47
Correspondants en Suisse	8	10	12	8	8	12	12	20
Autres postes de l'actif	27	28	29	19	22	22	22	23
Total.....	6.886	6.877	6.914	6.897	6.874	6.843	6.740	6.739

PASSIF

Fonds propres	46	46	46	46	46	46	46	46
Billets en circulation	4.877	4.959	5.047	4.800	4.836	4.836	4.840	4.847
Autres engagements à vue	1.804	1.709	1.654	1.894	1.836	1.810	1.702	1.691
Autres postes du passif	159	163	167	157	156	151	152	155
Total.....	6.886	6.877	6.914	6.897	6.874	6.843	6.740	6.739

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION

(au 31 mai 1954)

 86⁹

(en % depuis la date indiquée)

Allemagne	20 mai 1954	3,—	Grèce	1 janvier 1954	10,—
Autriche	3 juin 1954	3,50	Irlande	25 mars 1952	3,50
Belgique	29 octobre 1953	2,75 ¹	Italie	6 avril 1950	4,—
Congo belge et Ruanda-Urundi	6 avril 1953	3,50 ²	Norvège	9 janvier 1946	2,50
Danemark	23 septemb. 1953	4,50 ³	Pays-Bas	7 avril 1953	2,50
Espagne	22 mars 1949	4,— ⁴	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	16 avril 1954	1,50	Suède	20 novemb. 1953	2,75
Finlande	16 décemb. 1951	5,75	Suisse	26 novemb. 1936	1,50
France	4 février 1954	3,25	Turquie	26 février 1951	3,—
Grande-Bretagne	13 mai 1954	3,—	Yougoslavie	20 août 1948	1,— à 3,—

¹ Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

² Taux de traites acceptées domiciliées en banque.

³ Depuis le 28 juin 1954 : 5,50 %.

⁴ Depuis le 1^{er} juillet 1954 : 3,75 %.

III. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en milliers de francs suisses or
[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

ACTIF	31 mars 1954		30 avril 1954		31 mai 1954		PASSIF	31 mars 1954		30 avril 1954		31 mai 1954	
		%		%		%			%		%		%
I. Or en lingots et monnayé	609.058	40,3	602.127	34,0	568.698	31,0	I. Capital :						
II. Encaisse	59.160	3,9	95.718	5,4	165.720	9,0	Actions libérées de 25 %	125.000	8,3	125.000	7,1	125.000	6,8
III. Fonds à vue placés à intérêts	1.574	0,1	1.490	0,1	1.493	0,1	II. Réserves :	20.465	1,4	20.465	1,1	20.465	1,1
IV. Portefeuille réescomptable :	315.431		433.177		297.424		1. Fonds de Réserve légale	7.123		7.123		7.123	
1. Effets de commerce et acceptations de banque	14.254	0,9	18.857	1,1	23.797	1,3	2. Fonds de Réserve générale	13.342		13.342		13.342	
2. Bons du Trésor	301.177	19,9	414.320	23,4	273.627	14,9	III. Dépôts à court terme et à vue (or) :	439.056		320.018		437.475	
V. Effets divers remobilisabl. sur dem.	59.733	4,0	56.235	3,2	48.685	2,7	1. Banques centr. p ^r leur compte :						
VI. Fonds à terme et avances :	182.777		199.514		310.828		a) de 3 à 6 mois	—	—	—	—	17.222	1,0
1. à 3 mois au maximum	159.116	10,5	175.799	9,9	193.216	10,5	b) à 3 mois au maximum	24.120	1,6	24.115	1,4	24.116	1,3
2. de 3 à 6 mois	23.661	1,6	23.715	1,3	26.641	1,5	c) à vue	409.618	27,1	290.585	16,4	390.819	21,3
3. de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—	2. Autres déposants : à vue	5.318	0,3	5.318	0,3	5.318	0,3
4. de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—	IV. Dépôts à court terme et à vue	791.193		1.168.101		1.112.224	
5. à plus d'un an	—	—	—	—	90.971	5,0	(diverses monnaies) :						
VII. Effets et placements divers :	213.031		305.961		365.931		1. Banques centr. p ^r leur compte :						
1. Bons du Trésor.							a) à plus d'un an	—	—	—	—	79.382	4,8
a) à 3 mois au maximum	50.449	3,3	141.773	8,0	175.980	9,6	b) de 9 à 12 mois	1.426	0,1	1.427	0,1	1.429	0,1
b) de 3 à 6 mois	60.198	4,0	60.349	3,4	26.486	1,5	c) de 6 à 9 mois	35.783	2,4	42.960	2,4	38.310	2,1
c) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	15.270	0,8	d) de 3 à 6 mois	42.252	2,8	39.245	2,2	60.815	3,3
d) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	45.973	2,5	e) à 3 mois maximum	621.359	41,1	1.003.208	56,7	749.407	40,9
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	f) à vue	44.373	2,9	44.172	2,5	153.132	8,4
2. Autres effets et placem. divers :							2. Banques centr. p ^r c ^{te} autr. dép. :						
a) à 3 mois au maximum	83.864	5,6	93.482	5,3	89.111	4,9	a) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
b) de 3 à 6 mois	9.691	0,6	—	—	3.297	0,2	b) à vue	241	0,0	241	0,0	241	0,0
c) de 6 à 9 mois	4.572	0,3	6.090	0,4	5.770	0,3	3. Autres déposants :						
d) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—	a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an	4.257	0,3	4.267	0,2	4.044	0,2	b) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
VIII. Actifs divers	2.710	0,2	7.859	0,4	5.355	0,3	c) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
IX. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68.291	4,5	68.291	3,9	68.291	3,7	d) de 3 à 6 mois	—	—	—	—	—	—
							e) à 3 mois au maximum	24.409	1,6	18.721	1,1	12.636	0,7
Total actif...	1.511.765	100,0	1.770.372	100,0	1.832.425	100,0	f) à vue	21.350	1,4	18.127	1,0	16.872	0,9
							V. Divers	19.578	1,3	20.315	1,1	11.237	0,6
							VI. Compte de profits et pertes :						
							Report de l'exerc. clos le 31-3-1953	2.925	0,2	2.925	0,2	2.924	—
							Bénéf. de l'exerc. clos le 31-3-1954	—	—	—	—	5.051	—
							VII. Provision p^r charges éventuelles	113.548	7,5	113.548	6,4	118.049	6,5
							Total passif...	1.511.765	100,0	1.770.372	100,0	1.832.425	100,0

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)					Dépôts à long terme :	228.909		228.909		228.909
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank, et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des Postes (échus)	221.019		221.019		1. Dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités (voir note 3)	152.606		152.606		152.606
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181		76.181		2. Dépôt du Gouvernem. allemand	76.303		76.303		76.303
Total...	297.200		297.200		Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68.291		68.291		68.291
					Total...	297.200		297.200		297.200

Nota 1. — L'or sous dossier et les valeurs détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants, les fonds détenus en qualité d'Agent de l'O.E.C.E. (Union Européenne de Paiements) et les fonds détenus pour le service des emprunts internationaux, dont la Banque est le mandataire-trustee ou l'agent financier, ne sont pas inclus dans la présente situation.

Nota 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953, conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Nota 3. — Sur le total des dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités équivalant à francs suisses or 152.606.250,—, la Banque a reçu, de Gouvernements dont les objets s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 149.920.880,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

IV. — UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

88¹

Tableau résumant la situation financière au début des opérations et à la fin de chaque période comptable en millions d'unités de compte — chaque unité équivalant à 0,88867088 gramme d'or fin

ACTIF	Début des opérat. 1-7-1950	A l'issue des opérations pour chaque période comptable								
		Déc. 1950	Jun 1951	Déc. 1951	Jun ² 1952	Déc. 1952	Jun 1953	Déc. 1953	Mars 1954	Avril 1954
I. Disponibilités.										
a) Montant de l'eng. du gouv. des E.U.A. (\$)	350,0	307,4	286,1	111,9	123,3	123,3	123,5	123,5	123,5	123,5
b) Or en lingots	—	—	—	100,3	149,5	153,0	153,0	153,0	153,0	153,0
c) Solde du compte courant (dollars)	—	47,8	65,9	4,6	78,4	96,7	17,1	20,1	22,4	94,6
d) Bons Trésor E.U.A. au prix d'achat	—	48,9	—	—	—	—	142,6	177,9	201,0	156,1
II. Soldes init. débit. attribués pr l'exercice finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore utilisés.	350,0	404,1	352,0	216,8	351,2	373,0	436,2	474,5	499,9	527,2
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	44,1	22,2	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	21,2	21,2	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	150,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
III. Crédit spécial ouvert à l'Allemagne (19-9-50)¹	215,3	43,4	21,2	—	—	—	—	—	—	—
IV. Versement d'or dû par le Danemark et différé par décision du 30-6-1952	—	24,5	—	—	1,9	2,6	—	—	—	—
V. Crédit spécial ouvert à la Turquie (19-9-50)¹	—	—	—	—	—	3,4	—	—	—	—
VI. Prêts consentis à des Parties contract. (19-9-50).										
Danemark	—	38,4	61,1	38,5	27,0	29,7	40,4	62,5	68,7	78,3
Allemagne	—	192,0	182,5	—	—	—	—	—	—	—
France	—	—	—	168,0	270,6	312,0	312,0	312,0	312,0	312,0
Islande	—	—	—	—	1,8	1,6	1,8	3,4	4,4	5,2
Italie	—	30,9	—	—	—	—	12,0	83,9	100,3	113,1
Pays-Bas	—	75,4	175,6	23,1	—	—	—	—	—	—
Norvège	—	—	20,0	9,7	—	16,5	49,7	79,8	86,5	89,2
Royaume-Uni	—	—	—	539,2	636,0	589,6	530,3	559,4	544,3	504,8
Suède	—	—	44,3	—	—	—	—	—	—	—
Turquie	—	—	28,2	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
VII. Prêts consentis aux Parties contractantes au titre des sold. init. crédit. attribués à titre de prêt²	—	336,7	511,7	808,5	965,4	979,4	976,2	1131,0	1146,2	1132,6
Norvège	—	1,1	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Turquie	—	—	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
VIII. Divers	—	1,1	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0
	—	0,2	0,4	—	—	—	—	—	—	—
	565,3	810,0	920,3	1060,3	1353,5	1393,4	1447,4	1640,5	1681,1	1694,8
PASSIF										
I. Fonds de roulement	286,3	286,2	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6
II. Sold. init. crédit. attr. à titre de dons pr l'exerc. finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore util.										
Autriche	80,0	42,6	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	115,0	44,2	—	—	—	—	—	—	—	—
Islande	4,0	0,7	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	30,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	50,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
III. Crédits reçus de Parties contractantes (19-9-50).	279,0	87,5	—	—	—	—	—	—	—	—
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	—	147,4	201,3	201,3	201,3	201,3	201,3	201,3	201,3
Allemagne	—	—	—	43,3	205,5	239,0	300,0	300,0	300,0	300,0
Autriche	—	—	—	—	—	15,1	19,3	42,0	42,0	42,0
France	—	158,2	149,6	—	—	—	—	—	—	—
Italie	—	—	12,1	123,0	123,0	94,2	—	—	—	—
Norvège	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	—	—	—	153,1	183,7	213,0	213,0	206,0	200,5
Portugal	—	25,4	36,5	42,0	42,0	38,8	38,5	33,5	34,2	33,9
Suède	—	—	—	111,7	141,7	133,2	121,3	136,6	114,6	110,2
Suisse	—	—	11,1	96,0	110,3	117,8	150,0	150,0	150,0	150,0
Turquie	—	5,2	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	—	247,5	292,0	—	—	—	—	—	—	—
IV. Crédits reçus de Parties contractantes (19-9-50).	—	436,3	648,7	617,3	977,5	1023,1	1043,4	1076,4	1048,1	1037,9
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	—	—	140,0	42,6	47,1	34,7	34,8	33,9	27,4
Allemagne	—	—	—	—	—	—	38,7	160,6	245,1	267,3
Autriche	—	—	—	—	—	—	—	13,6	21,7	24,3
Italie	—	—	—	16,3	1,9	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	—	—	—	—	—	—	7,6	—	—
Portugal	—	—	—	14,9	9,0	—	11,5	—	—	—
Suisse	—	—	—	—	—	—	4,1	32,5	16,7	22,2
V. Crédit spécial accordé par l'U.E.B.L. (19-9-50.)	—	—	—	171,2	53,5	47,1	89,0	249,1	317,4	341,2
VI. Divers	—	—	—	—	50,0	50,0	40,0	40,0	40,0	40,0
	—	—	—	0,2	0,9	1,6	3,4	3,4	4,0	4,1
	565,3	810,0	920,3	1060,3	1353,5	1393,4	1447,4	1640,5	1681,1	1694,8

N. B. — Les intérêts des prêts accordés ou reçus figurent dans la situation ci-dessus. — ¹ Aux termes de décisions prises par le Conseil de l'O.E.C.E., le 18 décembre 1950, un crédit spécial d'un montant maximum de 120 millions d'unités de compte a été ouvert à l'Allemagne pour les périodes comptables comprises entre le 1er novembre 1950 et le 30 septembre 1951. Pour les périodes comptables comprises entre le 1er mai et le 30 septembre 1951, le plafond de 120 millions est réduit mensuellement de 20 millions d'unités de compte. — ² Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a attribué à la Norvège un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte et à la Turquie, un solde initial créditeur de 25 millions d'unités de compte à titre de prêts consentis par l'Union, en vertu de l'article 10 de l'accord en date du 19 septembre 1950. — ³ Après exécution des ajustements effectués conformément aux décisions du Conseil de l'O.E.C.E. en date du 30 juin 1952.

REGLEMENT DE LA POSITION DES PAYS MEMBRES A L'EGARD DE L'UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS *

 88²

 1^{er} juillet 1950 au 30 avril 1954 ¹

(millions d'unités de compte)

Pays membre et zone monétaire associée	Position brute.		Position cumulative nette. Excédent (+) ou déficit (-)	Utilisation nette des ressources existantes par (-) ou sur (+) les autres membres	Ressources spéciales et soldes initiaux crédeurs (+) ou débiteurs (-) Montant utilisé	Ajustements au titre des intérêts payés (-) ou versés (+) ou arrangements spéciaux au 1 ^{er} juillet 1952 ²	Quota disponible	Utilisation des quotas.		
	Total des excédents (+) et total des déficits (-) bilatéraux							Montant utilisé (h + i = g)		
	a							Dont ³		
								Total Déficit (-) ou excédent (+) comptable cumulatif g=(b+c+d+e)	Prêt reçu (-) ou accordé (+) par le pays membre h	Or versé (-) ou reçu (+) par le pays membre i
Allemagne	+ 2.102,5	- 1.087,3	+ 1.015,1	+ 11,9	-	+ 7,6	500	+ 1.034,6	+ 567,3	+ 467,3
Autriche	+ 276,1	- 283,2	- 7,1	-	+ 125,0	+ 0,7	70	+ 118,6	+ 66,8	+ 52,3
Belgique-Luxembourg	+ 1.390,1	- 625,4	+ 694,6	+ 15,8	- 29,4	- 322,9	360 ⁴	+ 385,5	+ 228,7	+ 156,7
						+ 10,0				
Danemark	+ 503,7	- 600,3	- 99,6	- 5,0	-	+ 2,9	195	- 104,5	- 78,3	- 26,2
France	+ 828,5	- 1.798,6	- 970,1	+ 12,9	+ 89,0	- 13,2	520	- 881,4	- 312,0	- 569,4
Grèce	+ 67,1	- 342,5	- 275,5	+ 1,1	+ 267,7	+ 0,0	45 ⁴	- 6,6	-	- 6,6
Islande	+ 4,2	- 25,9	- 21,7	-	+ 15,2	- 0,1	15	- 6,7	- 5,2	- 1,5
Italie	+ 660,0	- 898,4	- 238,3	+ 42,5	-	+ 3,3	205	- 172,0	- 113,1	- 58,9
Norvège	+ 414,6	- 595,1	- 180,4	+ 0,4	+ 60,0	- 2,3	200	- 20,5 ⁵	-	- 20,5 ⁵
Pays-Bas	+ 1.233,2	- 938,4	+ 294,7	-	+ 30,0	+ 5,2	355	+ 122,3	+ 89,2	+ 33,2
Portugal	+ 229,8	- 176,0	+ 53,9	-	-	+ 3,0	70	+ 329,9	+ 200,5	+ 129,5
Royaume-Uni	+ 2.401,5	- 2.843,0	- 441,5	- 93,1	- 150,0	- 28,2	1.060	+ 53,8	+ 33,9	+ 19,9
Suède	+ 756,6	- 599,8	+ 156,9	+ 15,4	- 9,6	+ 5,8	260	+ 29,9	-	-
Suisse	+ 717,8	- 407,5	+ 310,3	-	-	+ 6,9	250	+ 294,4	+ 172,2	+ 122,2
Turquie	+ 248,4	- 542,7	- 294,3	- 1,9	+ 93,9	- 3,9	50	+ 22,9 ⁵	-	+ 22,9 ⁵
								- 206,2	+ 30,0	+ 176,2
Total...	+ 11.834,2	- 2.525,5	+ 2.525,5	+ 100,0	+ 680,8	+ 59,7		+ 2.408,0	+ 1.379,1	+ 1.028,9
					- 189,0	- 376,4		- 2.232,9	- 1.132,6	- 1.100,4

¹ La Suisse est comprise à partir du 1^{er} novembre 1950.

² Intérêts reçus (+) ou versés (-) par le pays au titre des crédits qu'il a accordés à l'Union ou reçus de celle-ci, et ajustements des positions de la Belgique et du Portugal (- 822,9 et - 3,0 respectivement) effectués au 1^{er} juillet 1952, conformément aux Décisions du Conseil du 30 juin 1952. Le premier versement, au 30 juin 1952 (+ 10,0), en remboursement du crédit spécial accordé par la Belgique, est indiqué séparément.

³ Y compris les règlements hors quota ci-après :

Déficit intégralement réglés en or ou en dollars, en vertu de l'article 18 (a) :

	Millions d'unités de compte
France	881,4
Grèce	6,6
Turquie	166,2

Excédents réglés conformément aux Décisions du Conseil en vertu de l'article 18 (b) :

Belgique-Luxembourg	54,8
Allemagne	534,6
Autriche	48,6
Suisse	44,4

⁴ Le quota de la Grèce en tant que débiteur est bloqué à zéro; le quota effectif de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, en tant que créditrice, est de 881 millions d'unités de compte.

⁵ Entièrement réglé en or (tranche intercalaire) conformément au tableau IV amendé de l'Accord.

⁶ Pour l'explication des en-têtes des colonnes, voir la notice publiée dans le Bulletin de novembre 1951, p. 221.

REGLEMENT DE LA POSITION DES PAYS MEMBRES A L'EGARD DE L'UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS *

88²

1^{er} juillet 1950 ou 31 mai 1954 ¹

(millions d'unités de compte)

Pays membre et zone monétaire associée	Position brute.		Position cumulative nette. Excédent (+) ou déficit (-)	Utilisation nette des ressources existantes par (-) ou sur (+) les autres membres	Ressources spéciales et soldes initiaux créditeurs (+) ou débiteurs (-) Montant utilisé	Ajustements au titre des intérêts payés (-) ou versés (+) et arrangements spéciaux au 1 ^{er} juillet 1952 ²	Quota disponible	Utilisation des quotas.		
	Total des excédents (+) et total des déficits (-) bilatéraux							Montant utilisé (h + i = g)		
	a	b						c	d	e
								Total Déficit (-) ou excédent (+) comptable cumulatif	Prêt reçu (-) ou accordé (+) par le pays membre	Or versé (-) ou reçu (+) par le pays membre
Allemagne	+ 2.139,9	- 1.087,9	+ 1.051,9	+ 11,9	-	+ 7,6	500	+ 1.071,4	+ 585,7	+ 485,7
Autriche	+ 287,8	- 291,5	- 3,7	-	+ 125,0	+ 0,7	70	+ 121,9	+ 68,0	+ 54,0
Belgique-Luxembourg	+ 1.396,1	- 728,5	+ 667,6	+ 15,8	- 29,4	- 322,9 + 10,0 + 17,3	360 ⁴	+ 358,4	+ 215,2	+ 143,2
Danemark	+ 508,4	- 619,4	- 111,0	- 5,0	-	- 2,9	195	- 118,9	- 86,8	- 92,2
France	+ 840,2	- 1.812,1	- 971,9	+ 12,9	+ 89,0	- 13,2	520	- 863,2	- 312,0	- 571,2
Grèce	+ 67,2	- 352,2	- 285,0	+ 1,1	+ 267,7	+ 0,0	45 ⁴	- 16,2	-	- 16,2
Islande	+ 4,2	- 26,3	- 22,1	-	+ 15,2	- 0,1	15	- 7,0	- 5,4	- 1,6
Italie	+ 665,0	- 922,2	- 257,2	+ 42,5	-	+ 3,3	205	- 190,8 - 20,5 ⁵	- 118,8	- 72,1 - 20,5 ⁵
Norvège	+ 417,1	- 596,8	- 179,7	+ 0,4	+ 60,0	- 2,3	200	- 121,6	- 88,8	- 32,8
Pays-Bas	+ 1.231,6	- 944,0	+ 307,5	-	+ 30,0	+ 5,2	355	+ 342,7	+ 206,9	+ 135,9
Portugal	+ 231,9	- 182,5	+ 49,4	-	-	- 3,0 + 2,9	70	+ 49,3	+ 31,7	+ 17,7
Royaume-Uni	+ 2.443,9	- 2.854,9	- 411,0	- 93,1	- 150,0	- 28,2	1.060	- 682,3	- 489,5	- 192,7
Suède	+ 758,2	- 603,9	+ 154,3	+ 15,4	- 9,6	+ 5,8	260	+ 165,9	+ 109,0	+ 57,0
Suisse	+ 727,1	- 412,2	+ 314,9	-	-	+ 6,9	250	+ 299,0 + 22,9 ⁵	+ 174,5	+ 124,5 + 22,9 ⁵
Turquie	+ 248,8	- 553,0	- 304,1	- 1,9	+ 93,9	- 3,9	50	- 216,0	- 30,0	- 186,0
Total...	+ 11.987,4	- 2.545,7	+ 2.545,7	+ 100,0	+ 680,8 - 189,0	+ 59,7 - 376,4		+ 2.431,6 - 2.256,5	+ 1.390,9 - 1.131,2	+ 1.040,7 - 1.125,3

¹ La Suisse est comprise à partir du 1^{er} novembre 1950.

² Intérêts reçus (+) ou versés (-) par le pays au titre des crédits qu'il a accordés à l'Union ou reçus de celle-ci, et ajustements des positions de la Belgique et du Portugal (- 322,9 et - 3,0 respectivement) effectués au 1^{er} juillet 1952, conformément aux Décisions du Conseil du 30 juin 1952. Le premier versement, au 30 juin 1953 (+ 10,0), en remboursement du crédit spécial accordé par la Belgique, est indiqué séparément.

³ Y compris les règlements hors quota ci-après :

Déficits intégralement réglés en or ou en dollars, en vertu de l'article 18 (a) :

Millions d'unités de compte

France	303,2
Grèce	16,2
Turquie	166,0

Excédents réglés conformément aux Décisions du Conseil en vertu de l'article 18 (b) :

Belgique-Luxembourg	27,8
Allemagne	571,4
Autriche	51,9
Suisse	49,0

⁴ Le quota de la Grèce en tant que débiteur est bloqué à zéro; le quota effectif de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, en tant que créditrice, est de 331 millions d'unités de compte.

⁵ Entièrement réglé en or (tranche intercalaire) conformément au tableau IV amendé de l'Accord.

⁶ Pour l'explication des en-têtes des colonnes, voir la notice publiée dans le *Bulletin* de novembre 1951, p. 221.

TABLE DES MATIERES

STATISTIQUES COURANTES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

	Tabl.		Tabl.
MARCHE DE L'ARGENT.		PRODUCTION.	
I. — Taux d'escompte et de prêts	2	I. — Production charbonnière et métallurgique ...	55 ¹ et 55 ²
II. — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Epargne	4	II. — Industrie textile	56 ¹
III. — L'argent au jour le jour	8	III. — Productions diverses	56 ²
		IV. — Energie électrique	58
		V. — Gaz	59
METAUX PRECIEUX.		CONSOMMATION.	
Cours des métaux précieux	9	I. — Indices des ventes à la consommation.	
		a) Indices des ventes mensuelles : base moyenne 1936 à 1938 = 100	65 ¹
		b) Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100	65 ² et 65 ³
MARCHE DES CHANGES.		II. — Consommation de tabac	66
I. — Cours officiels fixés par la Banque Nationale de Belgique	10 ¹	III. — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays	67
II. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	10 ²		
		TRANSPORTS.	
MARCHE DES CAPITAUX.		I. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges :	
I. — Cours comparés de quelques fonds publics	14	a) recettes et dépenses d'exploitation	70 ¹
II. — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers	15 ¹	b) wagons fournis à l'industrie	70 ²
III. — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles	15 ²	c) trafic :	
IV. — Rendement des principaux types de valeurs à revenu fixe	16	1° trafic général	70 ²
V. — Emissions de capitaux en Belgique et au Congo belge :		2° grosses marchandises	70 ³
Tableau rétrospectif	17 ¹	A) ensemble du trafic	
Emissions des sociétés belges en décembre 1953		B) service interne belge	
Groupement par importance du capital	17 ⁴	II. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux	70 ⁴
VI. — Emprunts des pouvoirs publics	18	III. — Mouvement des ports :	
VII. — Opérations bancaires du Crédit Communal	19	a) Port d'Anvers	71 ¹
VIII. — Inscriptions hypothécaires	20	b) Port de Gand	71 ²
		IV. — Mouvement général de la navigation intérieure ...	72
		COMMERCE EXTERIEUR.	
		Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.)	
			75
		CHOMAGE.	
FINANCES PUBLIQUES.		I. — Chômage complet et partiel	81 ¹
I. — Situation de la Dette publique	25 ¹	II. — Répartition des chômeurs contrôlés par province ...	81 ²
II. — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique	25 ²	III. — Moyenne journalière des chômeurs contrôlés considérés comme aptes au travail	81 ³
III. — Aperçu de l'exécution des budgets	25 ³	IV. — Répartition des chômeurs contrôlés par groupe de professions	81 ⁴
IV. — Rendement des impôts	26		
		STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES.	
REVENUS ET EPARGNE.		I. — Belgique et Congo belge :	
I. — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises :		Situations globales des banques	85 ¹
Tableau rétrospectif	30 ²	Banque Nationale de Belgique :	
II. — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	31	Situations hebdomadaires	85 ²
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne;		Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi :	
b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite.		Situations mensuelles	85 ³
III. — Indice trimestriel des salaires	32	Stock monétaire en francs belges	85 ⁴
		Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique	85 ⁵
		II. — Banques d'émission étrangères.	
		Situations :	
MOUVEMENT DES AFFAIRES.		Banque de France	86 ¹
I. — Activité des Chambres de Compensation	35	Bank of England	86 ²
Mouvement du débit		Federal Reserve Banks	86 ³
II. — Mouvement des chèques postaux	36	Nederlandsche Bank	86 ⁴
		Sveriges Riksbank	86 ⁵
		Banca d'Italia	86 ⁶
		Bank Deutscher Länder	86 ⁷
		Banque Nationale Suisse	86 ⁸
		Taux d'escompte	86 ⁹
PRIX.		III. — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle ...	87
a) Indices des prix de gros en Belgique	45 ¹	IV. — Union Européenne de Paiements :	
b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger	45 ²	Résumé de la situation financière	88 ¹
c) Indices des prix de détail en Belgique	46	Règlement de la position des pays membres	88 ²

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
